

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE LA DÉMOCRATIE À MONTRÉAL :  
LES ASSEMBLÉES POPULAIRES AUTONOMES DE QUARTIER (APAQ)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
MAXIME ROY-ALLARD

FÉVRIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait jamais vu le jour sans la mobilisation historique qu'a connue le Québec en 2012. Il est la résultante de toutes ces personnes qui sont sorties dans la rue, qui ont organisé des actions et qui y ont participé, qui se sont réunies en assemblée et qui ont débattu souvent de longues heures d'enjeux tels que la justice sociale, la solidarité, l'égalité, la démocratie, mais aussi de brutalité policière et de corruption des élites économiques et politiques. Je tiens donc à souligner tout l'acharnement des milliers de personnes qui, pendant quelques mois, ont fait vaciller le discours dominant et ont permis à une pléiade d'initiatives originales de voir le jour – dont celle qui sera question dans ce mémoire.

J'aimerais remercier mes directeurs de mémoire, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici, pour l'appui qu'ils m'ont apporté tout au long du processus de production. Leurs conseils et commentaires ont non seulement permis au mémoire final d'être plus étoffé, nuancé et approfondi, mais ils ont aussi rendu la recherche et l'écriture davantage stimulante et enrichissante.

Je voudrais également remercier mes amies Eva, Alia et Yasmine qui ont bien voulu lire et commenter des parties de ce mémoire. Merci aussi à mes ami.e.s, à mes colocs et à ma famille qui m'ont encouragé d'une manière ou d'une autre au cours des 3 dernières années à entreprendre et à terminer ma maîtrise.

Finalement, un immense merci à toutes les personnes que j'ai interviewées dans le cadre de ce mémoire, mais aussi à tous les gens qui ont fait vivre les Assemblées populaires et autonomes de quartier. Les pages qui suivent racontent vos histoires, vos expériences, celles partagées avec d'autres personnes dans plusieurs quartiers montréalais et ailleurs, et c'est avec l'objectif de rendre pérenne cette mémoire collective qu'a été écrit ce mémoire.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
RÉSUMÉ .....	vi
INTRODUCTION .....	1
1. Mise en contexte.....	2
2. Question de recherche .....	11
3. Angles d'approche possibles .....	12
4. Proposition de recherche .....	18
5. Structure du mémoire .....	20
CHAPITRE 1	
CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES .....	22
1.1 La recherche militante .....	22
1.2 Sélection du corpus et analyse des données .....	26
CHAPITRE 2	
LA DÉMOCRATIE : EXPLORATIONS ET PRÉCISIONS CONCEPTUELLES .....	36
2.1 La politique.....	37
2.2 La démocratie .....	46
CHAPITRE 3	
GENÈSE, RAISONS D'ÊTRE ET PRATIQUES DES APAQ .....	68
3.1 De la grève étudiante aux casseroles aux APAQ .....	69
3.2 Raisons d'être des APAQ.....	79
3.3 Fonctionnement et structure des assemblées.....	87
3.4 Rapports de pouvoir .....	100
CHAPITRE 4	
LES APAQ ET LA DÉMOCRATIE .....	109
4.1 Entre critique de l'étatisme et pratique de la démocratie .....	110



4.2	Démocratie et pouvoir collectif.....	123
4.3	Démocratie et subjectivités politiques.....	130
4.4	Indétermination et stabilité de la démocratie.....	138
	CONCLUSION .....	147
	ANNEXE A	
	TRACT DE L'APAQ HOCHELAGA-MAISONNEUVE .....	154
	ANNEXE B	
	TRACT DE LA PREMIÈRE INITIATIVE D'APAQ DANS ROSEMONT-PETITE- PATRIE.....	155
	ANNEXE C	
	TRACT DE LA 2 <sup>E</sup> INITIATIVE D'ASSEMBLÉE DE QUARTIER DANS ROSEMONT-PETITE-PATRIE.....	156
	ANNEXE D	
	MANIFESTE DE L'APAQ VILLERAY .....	157
	BIBLIOGRAPHIE.....	159

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
3.1 Chronologie de la grève, des casseroles et des APAQ (2012).....	79

## RÉSUMÉ

Ce mémoire aborde les questions de la pratique et de la théorie de la démocratie. À partir d'un cas d'étude, les Assemblées populaires autonomes de quartier (APAQ) issues de la grève étudiante de 2012, nous cherchons à voir comment s'y articulent le discours et la pratique de la démocratie. Plus précisément, après avoir présenté la littérature théorique sur la démocratie radicale, nos trois sources de données (analyse documentaire, entretiens avec des participant.e.s aux APAQ et observation participante) serviront de base afin de constater les similitudes et les différences avec cette littérature.

Comme peu a été dit et écrit sur les APAQ, nous voyons dans un premier temps à en faire la genèse ainsi qu'à donner les principales raisons d'être ayant mené à leur création, mais aussi à leur évolution dans le temps. Ensuite, nous abordons quelques débats et dynamiques qui ont eu lieu au sein des assemblées – sur les structures et les rapports de pouvoir notamment – afin de montrer certaines limites de la démocratie. Enfin, il est question plus directement des discours et des pratiques de la démocratie ayant pris place dans les APAQ au cours de leurs premiers mois d'existence. Nous analysons les liens entre étatisme et démocratie, entre pouvoir collectif et démocratie, entre indétermination et stabilité de la démocratie, mais aussi tout l'aspect des subjectivités politiques qui s'activent lors de la mise en pratique de la démocratie.

En somme, au-delà des limites et des potentialités que l'on peut associer à la démocratie, nous explorons les distances entre sa théorisation et sa pratique, et ce, tout en montrant l'importance d'étudier des groupes et organisations évoluant hors des institutions politiques officielles afin de trouver les formes de démocratie les plus originales.

Mots clés : démocratie, assemblée, Montréal, quartier, autonomie, anarchisme

## INTRODUCTION

La grève étudiante de 2012 au Québec a été marquée par des mobilisations historiques ainsi que d'importants questionnements politiques et sociaux. Dénonçant d'abord la décision du gouvernement libéral de Jean Charest de hausser les frais de scolarité universitaire de 1625\$ par année, soit une augmentation de 75 %, la mobilisation est rapidement allée au-delà de ce strict montant pour s'attarder à des enjeux plus larges. Ainsi, au fil de la grève, plusieurs critiques à l'égard du gouvernement et des institutions de l'État québécois – leurs décisions et la manière dont elles sont prises, leurs orientations idéologiques, etc. – sont apparues et ont pris une place grandissante dans l'espace public. Bien que l'éducation soit demeurée un aspect central des discussions et des débats, il a aussi été question, par exemple, des services sociaux, de néolibéralisme, de brutalité policière et de démocratie. À propos de cette dernière, on dira que la grève a provoqué un « [d]ébat inattendu sur la démocratie » et que « [p]armi les thèmes qui émaillaient l'intervention des uns et des autres, celui de la démocratie fut l'un des plus mobilisateurs » (Bédard, 2013 : 7-8)<sup>1</sup>. Tant la « démocratie représentative », trouvant son siège principal dans l'enceinte des parlements, que celle généralement qualifiée de « directe » et pratiquée par divers groupes – les associations étudiantes étant souvent données en exemple à cet égard – ont été l'objet d'éloges et de critiques. Le plus souvent, les partisan.e.s de l'une décrivaient l'autre comme antidémocratique, et vice versa. Il était aussi commun

---

<sup>1</sup> Sur les différents débats entourant la thématique de la démocratie dans l'espace public en 2012, voir Pascal Lebrun (2012), « La grève étudiante et le discours sur la démocratie », *Possibles*, vol. 36, n. 2, et Francis Dupuis-Déri (à paraître) « Le Printemps québécois et la démocratie. Débats philosophiques et politiques », dans Martin Meunier (dir.), *Le Québec et ses mutations culturelles*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

d'entendre les médias, la classe politique et certain.e.s intellectuel.le.s affirmer à propos de la démocratie étudiante qu'elle n'a aucune légitimité et que le droit de grève étudiant n'existe pas, que le fait de ne pas aller à ses cours est un choix individuel, un boycott plutôt qu'une grève.

La démocratie directe, par contre, n'a pas seulement été l'apanage des assemblées étudiantes des différents cégeps et universités. Elle a en effet pris ancrage au sein d'une multitude de collectifs et organisations qui, la plupart du temps, ont mis en pratique une démocratie plus radicale, plus inclusive et plus égalitaire que celle associée aux régimes politiques parlementaires. Plus radicale parce qu'elle implique un mode de fonctionnement horizontal et égalitaire et qu'elle permet une participation politique plus grande. C'est précisément de ce sujet dont traitera ce mémoire. En s'appuyant sur les Assemblées populaires autonomes de quartier (APAQ), organisations issues de la grève de 2012, nous discuterons de la question de la démocratie ainsi que de sa mise en application concrète tout en faisant allusions à différents apports et débats théoriques en la matière. Toutefois, avant d'aller plus loin, un petit rappel historique de la grève et une présentation sommaire des APAQ s'imposent.

## 1. Mise en contexte

Tout d'abord, la décision d'augmenter les frais de scolarité, à l'origine de la grève étudiante, doit être comprise comme s'inscrivant dans un cadre plus large de mesures d'austérité et de rationalisation des services publics. Déjà entamée avant l'arrivée du gouvernement d'alors – le Parti libéral de Jean Charest est arrivé en fonction en 2003 et a été réélu en 2007 et en 2008, perdant toutefois les élections à l'automne 2012 –, la réingénierie du rôle de l'État propose entre autres la privatisation des services publics et leur tarification selon la formule de l'utilisateur-payeur. Cette logique néolibérale, faisant de l'individu un client vis-à-vis de l'État et ayant résonné dans

l'espace public en 2012 sous l'expression de la « juste part », rompt substantiellement avec la tradition sociale-démocrate enracinée dans l'État québécois depuis la fameuse Révolution tranquille des années 1960. L'universalisation des services publics était à l'époque une idée centrale pour l'avenir du Québec. La gratuité scolaire à tous les niveaux, de la maternelle à l'université, était considérée comme essentielle afin de garantir une éducation accessible à toutes et tous<sup>2</sup>. Par contre, il est à noter que si le Québec se distingue d'autres provinces du Canada à cet égard – il en coûte moins cher d'étudier à l'université, par exemple –, c'est moins lié à la générosité des gouvernements successifs qu'à la tradition combative des différents mouvements sociaux de la province, que l'on pense aux mouvements féministes, communautaires, syndicalistes ou étudiants. Ainsi, considérant l'histoire des mobilisations du mouvement étudiant dans les dernières décennies, qui à plusieurs reprises a combattu avec acharnement des décisions gouvernementales (Theurillat-Cloutier, Leduc et Lacoursière, 2014), il n'est pas surprenant qu'une grève étudiante ait été lancée en 2012. Cela étant dit, la tournure des événements en demeurait néanmoins imprévisible.

L'organisation en vue d'une future contestation a pris place dès l'hiver 2010, lorsque des rumeurs quant à l'augmentation des frais de scolarité sont apparues. Sur le campus de l'Université Laval, par exemple, endroit où nous nous trouvions à cette période, plusieurs actions de tractage et de mobilisation ont eu lieu à partir de l'automne 2010. Tout au long de l'année suivante, c'est ce même type d'actions qui fût mené par des militant.e.s à travers les cégeps et les universités de la province afin d'informer le plus de gens possible des impacts d'une telle décision politique (l'accessibilité aux études universitaires, l'endettement étudiant, la marchandisation

---

<sup>2</sup> Suite à une commission publique sur l'état de l'éducation au Québec, le rapport Parent, publié en 1964, a énoncé une série de recommandations au gouvernement libéral de Jean Lesage, dont l'instauration graduelle de la gratuité scolaire à l'université. Cette idée, bien qu'elle se soit retrouvée dans plusieurs plateformes électorales de partis politiques depuis, dont le Parti libéral et le Parti québécois à une certaine époque, n'a jamais véritablement été mise de l'avant par un gouvernement.

de l'éducation, etc.). Devant l'indifférence du gouvernement face à la mobilisation étudiante – plusieurs manifestations et autres actions ont été organisées entre la fin 2010 et le début de la grève – des associations étudiantes ont commencé à se doter de mandats en faveur d'une grève générale illimitée à partir de février 2012.

Les associations étudiantes locales (cégeps, départements et facultés universitaires), celles qui prenaient la décision d'aller en grève ou non, étaient aussi réunies au sein d'organisations nationales. Parmi ces dernières, on retrouvait trois associations ou fédérations adoptant une posture de négociation avec le gouvernement, réclamant entre autres l'annulation de la hausse des frais de scolarité : la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la défunte Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ). Une autre association nationale, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), mieux connue en 2012 sous un autre nom, la CLASSE (la Coalition large de l'ASSÉ), se démarquait des précédentes par son approche plus combative vis-à-vis du gouvernement, par ses revendications (la gratuité scolaire, entre autres) ainsi que par son mode organisationnel. Moins centralisée et adoptant un fonctionnement plus participatif, l'ASSÉ mise, encore aujourd'hui, sur l'action directe par la base, donc par les associations locales et leurs membres, pour faire avancer ses luttes. En 2012, elle organisait et coordonnait différentes actions et activités, telles que des manifestations, des blocages, des tournées de mobilisation sur les campus, etc., en plus de produire de la documentation en lien avec l'éducation et l'économie et de fournir un service d'information juridique.

La grève de 2012 a officiellement débuté le 13 février pour se terminer au début du mois de septembre de la même année, ce qui en fait la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec. Le nombre d'étudiant.e.s en grève a passablement fluctué dans le temps, passant de quelques milliers en février à un peu plus de 300 000 pour la grande manifestation du 22 mars 2012. Ce nombre a continué de varier par la suite, entre autres en fonction des divers contextes locaux sur les campus. Forte d'une



mobilisation historique donc, la grève a été accompagnée d'innombrables manifestations et actions, dont des blocages (de ponts, de routes, d'établissements scolaires, d'édifices gouvernementaux, d'accès économiques comme celui du port de Montréal, etc.), des occupations de lieux publics ou de bureaux de ministres ainsi que des actes visant la propriété d'acteurs économiques et/ou politiques (graffitis, vitrines brisées, déversements de peinture, etc.)<sup>3</sup>. Toutefois, il importe de noter que la mobilisation n'a pas strictement été l'affaire d'étudiant.e.s. En effet, une multitude de personnes, des travailleuses et des travailleurs, des sans-emplois, des parents, des grands-parents, des retraité.e.s, etc., ont appuyé la cause étudiante – en allant aux manifestations ou en écrivant des lettres dans les journaux, par exemple, ou même en fondant de nouvelles organisations autonomes : Mères en colère et solidaires, Profs contre la hausse, Têtes blanches et carré rouge, etc. Cet appui s'est tout particulièrement matérialisé lorsque le gouvernement Charest a promulgué une loi spéciale dans le but de briser le mouvement de grève. Cette loi, d'abord connue sous le nom de projet de loi 78, devenant ensuite la loi 12<sup>4</sup>, a été votée à l'Assemblée nationale le 18 mai, donc après 14 semaines de grève. Elle venait entre autres mettre un terme à la session scolaire (et donc à la grève), mais visait également à restreindre et à « encadrer » les manifestations – manifestations qui étaient à ce moment presque quotidiennes à Montréal. Lors des jours suivants, dans une tentative de riposte populaire, une invitation est lancée par un professeur du cégep de St-Hyacinthe via le réseau Facebook : sortir de chez soi tous les soirs à 20h munit de casseroles afin de faire entendre son désaccord face à la loi spéciale. Un article du journal *La Presse* datant du 2 juin 2012 rapportait ainsi ses motivations :

---

<sup>3</sup> Autant pour les nombres de grévistes tout au long de la grève que les répertoires d'actions, voir le chapitre d'Alain Savard et Marc-André Cyr, « La rue contre l'État. Actions et mobilisations étudiantes en 2012 » dans l'ouvrage collectif Ancelovici et Dupuis-Déri (dir.) (2014), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété.

<sup>4</sup> Sur la judiciarisation de la grève de 2012, voir le chapitre de Lucie Lamonde, Andrée Bourbeau, Véronique Fortin, Émilie Joly et Jacinthe Poisson, « La répression judiciaire et législative durant la grève », dans Ancelovici et Dupuis-Déri (dir.) (2014), *op. cit.*, pp. 295-326.



François-Olivier Chené : le joueur de casserole. Si le bruit des casseroles résonne dans les rues du Québec, c'est grâce à lui. Ou à cause, c'est selon. “Je trouvais qu'il y avait un certain parallèle entre la loi 78 et l'origine de cette pratique, utilisée au Chili à l'époque où il était interdit de manifester”, raconte l'enseignant de sciences politiques au cégep de Saint-Hyacinthe. Une simple invitation Facebook lancée à ses amis s'est transformée en véritable épidémie. Le premier soir, ils étaient 1000, le sixième, 11 000. Depuis, ça se répand. “Ma proposition initiale était de cogner sur les casseroles durant 15 minutes devant la maison. Des gens qui voulaient manifester plus longtemps ont commencé à marcher. C'est la beauté de ce mouvement. Il est collectif”, dit l'homme qui tape sur sa casserole le plus souvent possible (Bilodeau et Duchaine, 2012).

Ainsi, dans certains quartiers de Montréal et de Québec, mais aussi dans plusieurs villes et villages à travers la province, ce sont des milliers de personnes qui frappaient sur leur casserole en guise de protestation. Au départ sur les balcons et aux coins des rues, ces tintamarres ont parfois donné lieu à des manifestations, gonflant en nombre au fur et à mesure que les gens délaissaient leur balcon pour prendre la rue. Dans la foulée des casseroles donc, des personnes habitant le même quartier ou la même rue se sont rencontrées pour la première fois, créant sans aucun doute un terreau fertile à la création d'assemblées de quartier.

C'est en effet quelques jours suivant le début des casseroles que la première initiative d'assemblée de quartier a vu le jour, le 26 mai, dans le quartier montréalais de Rosemont-Petite-Patrie. L'appel y a été lancé par deux résident.e.s ayant l'expérience des mobilisations altermondialistes du début des années 2000 et militant au sein de groupes de féministes radicales et anarchistes. Des affiches ont été apposées à divers endroits du secteur et des centaines de tracts déposés dans les boîtes aux lettres du voisinage. Près de 150 personnes se sont finalement présentées à cette première assemblée au parc Hector-Prud'homme. Par la suite, plusieurs quartiers ont emboîté le pas, et en quelques semaines, pas moins de 12 APAQ existaient<sup>5</sup> à Montréal<sup>6</sup> et

---

<sup>5</sup> Bien que certaines APAQ soient encore actives en 2015 (à notre connaissance, celles d'Hochelaga-Maisonneuve et de Rosemont-Petite-Patrie), nous parlerons de celles-ci au passé tout au long de ce mémoire parce que notre étude s'intéresse en majeure partie aux premiers mois d'activité des APAQ et moins à ce qu'elles sont devenues aujourd'hui. Depuis, donc, les APAQ ont changé – ce sur quoi nous

certaines autres à Gatineau, Laval, St-Jean, Saint-Jérôme, Trois-Rivières et Vieux-Longueuil (Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici, 2014).

Comme leur nom l'indique, les Assemblées populaires autonomes de quartier (APAQ) étaient à la fois populaires, c'est-à-dire ouvertes à tout le monde, et autonomes de toute organisation (politique, économique, communautaire, etc.). Leur fonctionnement reposait donc strictement sur les efforts bénévoles de membres des APAQ. D'ailleurs, ce travail préparatoire ainsi que celui suivant les assemblées, par exemple de faire une affiche et de la distribuer dans le but de rejoindre le plus de gens du quartier possible, ou encore de rédiger un compte rendu des discussions et de l'envoyer sur la liste courriel (et de créer et mettre à jour cette liste), était généralement la tâche d'un comité, appelé dans plusieurs APAQ « comité suivi ». D'autres comités se sont formés dès les premières assemblées, se modifiant ensuite au fil de l'évolution des APAQ. Ce sont les comités qui dans les faits se chargeaient de la plupart des activités et des actions des APAQ. Des variations dans les comités s'observaient d'un quartier à l'autre, s'articulant sur des thématiques comme l'éducation populaire, la mobilisation, les structures (de l'APAQ), la grève sociale, les casseroles, la répression (policière/politique), la démocratie directe, les luttes à long terme, etc. De manière générale, les comités étaient autonomes, c'est-à-dire que les décisions concernant tel comité étaient prises par celui-ci, mais ils demeuraient néanmoins redevables devant l'assemblée, donc n'importe qui pouvait y questionner le travail ou les orientations d'un comité. De plus, le fonctionnement y était démocratique et horizontal, et ce, même s'il pouvait parfois avoir une personne désignée responsable lors de certaines occasions, comme pour aller présenter le comité devant l'assemblée. En somme, ce que les APAQ faisaient dépendait en

---

aurons la chance de discuter quelque peu plus loin – et il nous apparaît important de marquer la distinction entre la période que nous étudions et le temps présent.

<sup>6</sup> Les quartiers, en ordre alphabétique, sont Ahuntsic, Centre-Sud, Côte-des-Neiges, Hochelaga-Maisonneuve, Mile-End, Notre-Dame-de-Grâce, Parc-Extension, Plateau-Mont-Royal, Pointe-Saint-Charles, Rosemont-Petite-Patrie, Saint-Henri, Verdun et Villeray.

grande partie du temps et de l'énergie que les gens désiraient mettre dans les comités. À titre d'exemple, les principales activités des APAQ lors de leurs premiers mois d'existence ont tourné autour d'actions d'appui (à des cégeps en grève, par exemple), de séances d'éducation populaire, de manifestations, de fêtes familiales dans les parcs et d'actions directes visant des enjeux locaux telles que la gentrification ou l'accessibilité alimentaire.

Cela dit, l'activité centrale des APAQ demeurait les assemblées. Tenues hebdomadairement dans certains quartiers lors des premières semaines, elles ont ensuite diminué en fréquence plus l'été avançait. Elles se déroulaient généralement dans les parcs lorsque la température le permettait, mais plusieurs APAQ ont migré vers des locaux (sous-sol d'églises, coopératives d'habitation, organismes communautaires<sup>7</sup>) pour justement éviter certains inconvénients (bruits, météo) ainsi qu'assurer une meilleure pérennité de leurs activités. Les gens présents, surtout au début, provenaient de différents horizons politiques et sociaux et représentaient un spectre idéologique relativement large. Autant des partisans.e.s de partis politiques de l'opposition que des militant.e.s radicaux comme des féministes radicales, des anarchistes et des communistes s'y rassemblaient. Non sans surprendre, plus l'été avançait, plus ces derniers et dernières formaient la majorité des gens s'impliquant activement dans les APAQ.

Le nombre de personnes présentes aux assemblées a considérablement varié selon les quartiers et les semaines. Par exemple, on dénombrait environ 100 personnes à Hochelaga-Maisonneuve lors de la première assemblée le 3 juin 2012 et plus de 120 à la deuxième, ce nombre diminuant ensuite à 80 et à 50 pour la troisième et quatrième pour enfin plafonner à environ 10-20 personnes à l'automne 2012. À Villeray, entre 150 et 200 personnes se sont présentées le 9 juin à la première assemblée alors que

---

<sup>7</sup> Cela étant dit, la toute première assemblée de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve s'est tenue dans les locaux d'une ancienne église regroupant plusieurs organismes communautaires (CAP St-Barnabé).

près de 2 mois plus tard, le 14 août, on y retrouvait 50 personnes. Finalement, dans le quartier Rosemont-Petite-Patrie, nous avons déjà mentionné qu'environ 150 personnes étaient présentes à la toute première APAQ, nombre qui a constamment diminué plus l'été avançait, passant de 95 lors de la 4<sup>e</sup> assemblée le 16 juin à 26 un mois plus tard, stagnant par la suite à environ 20-30 personnes jusqu'au début de l'automne<sup>8</sup>. En somme, la majorité des APAQ ont été relativement populeuses lors de leurs deux premiers mois d'activités (fin mai à juillet), fortes de la création de plusieurs comités et de l'instigation d'une panoplie de projets. Au milieu de l'été, de moins en moins de gens se présentaient aux assemblées, et ce, pour diverses raisons (sans doute en raison des vacances, de l'épuisement, de l'engagement politique en d'autres lieux avec l'arrivée de la campagne électorale ou la reprise des sessions scolaires au milieu du mois d'août). Enfin, le résultat des élections provinciales le 4 septembre 2012, qui signifiaient pour certain.e.s une victoire de la grève en voyant le Parti québécois former le nouveau gouvernement (celui-ci ayant promis d'annuler la hausse des frais de scolarité et la loi 12), a eu un effet démobilisateur sur les APAQ, même que plusieurs ont cessé toute activité suite à ces événements. Néanmoins, certaines APAQ, rassemblant souvent les mêmes personnes d'une assemblée à l'autre, ont survécu et ont continué depuis à tenir des activités dans leur quartier respectif. Celle de Villieray, à la suite de plusieurs mois d'inactivités, a été remise sur pied à la fin de l'année 2013 pour finalement s'éteindre à nouveau quelques mois plus tard. À notre connaissance, au moment d'écrire ces lignes, soit à l'été 2015, seules les

---

<sup>8</sup> Pour les chiffres détaillés concernant la participation à l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, voir le chapitre de Marie-Lise Drapeau-Bisson, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici, « “La grève est étudiante, la lutte est populaire !”. Manifestations de casseroles et assemblées de quartier » dans *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (2014). De plus, bien que les chiffres soient rares pour les autres APAQ, nous sommes en mesure d'avancer, à partir des dires des personnes que nous avons interrogées, qu'elles étaient, de manière générale, moins nombreuses que les 3 que nous venons de mentionner. Cela étant dit, il ne serait pas surprenant que les taux de participation aient évolué de façons semblables, c'est-à-dire assez élevées au début, réduisant de plus de moitié au cours de l'été et avec environ 10-20 personnes suite aux élections provinciales du 4 septembre 2012, et ce, lorsqu'elles n'avaient pas encore été désertées à ce moment, ce qui était le cas de quelques-unes.

APAQ de Rosemont-Petite-Patrie et d'Hochelaga-Maisonneuve tiennent encore des assemblées, généralement une fois par mois.

Dès leur début, les assemblées ont adopté un fonctionnement démocratique qui, bien qu'évoluant dans le temps et s'adaptant à chaque quartier, a su persister comme élément identitaire fondamental des APAQ. À cet égard, plusieurs d'entre elles se sont dotées de mécanismes pour favoriser la participation et réduire certaines inégalités : les tours de paroles étaient données en alternance aux femmes et aux hommes et les personnes ayant moins parlé avaient préséance sur les autres. De plus, les assemblées étaient généralement animées par une ou deux personnes, occupant un rôle tantôt passif – de veiller au déroulement de l'assemblée en suivant l'ordre du jour décidé au début de l'assemblée ou lors de la précédente (ou par le comité suivi) –, tantôt plus actif, par exemple en questionnant les gens présents sur de nouvelles avenues à explorer ou en incitant les personnes ayant moins parlé à s'exprimer davantage.

Les processus décisionnels, lorsqu'ils étaient nécessaires – certaines APAQ préféraient ne pas prendre de décisions en assemblée, laissant plutôt aux comités la tâche de trancher sur telle ou telle question –, prenaient la forme de vote à la majorité ou de consensus. Ces processus n'étaient pas figés et se transformaient selon les différents contextes, et ce, autant au fil des semaines que pendant une même assemblée. À ce sujet, il était courant que les assemblées s'ouvrent sur des discussions sous forme de plénière, engageant ainsi des témoignages ou des débats sur toutes sortes de thématiques sans que des décisions soient prises nécessairement. À d'autres occasions, certains enjeux pouvaient nécessiter une décision et donc un processus de vote ou de consensus, comme le choix d'appuyer ou non une cause politique, un groupe ou un événement particulier ou encore de se doter d'un manifeste (et de le modifier jusqu'à son adoption finale). En bref, ces procédures délibératives et décisionnelles garantissaient un minimum d'horizontalité dans l'assemblée et permettaient une participation plus grande des personnes présentes.

Nous pouvons ainsi conclure que les APAQ sont des exemples originaux et intéressants pour quiconque s'intéresse à la question de la démocratie. D'abord, parce que leurs pratiques collectives révèlent un fonctionnement radicalement démocratique, tout particulièrement lorsqu'on les compare aux institutions et organisations politiques officielles (partis politiques, parlements, centrales syndicales, etc.). Ensuite, parce qu'elles ont été le lieu de rassemblement d'une diversité d'idées, de débats et d'expérimentations organisationnelles, tous permettant d'alimenter les réflexions et de révéler les potentialités et les limites de la démocratie. Enfin, parce que les participant.e.s aux APAQ étaient issu.e.s de parcours variés et que plusieurs en étaient à leur première expérience politique de ce type, ce qui a donné lieu à d'intéressantes interprétations du concept de démocratie et de sa mise en pratique.

## 2. Question de recherche

La question qui guidera notre recherche va comme suit : *Quels débats, conceptions et pratiques de la démocratie sont présents au sein des APAQ et en quoi ceux-ci nous permettent de questionner et réinterpréter la littérature et la pratique de la démocratie radicale ?*

Plus précisément, nous proposons de voir en quoi les pratiques collectives des APAQ ainsi que le discours des participant.e.s suite à leurs expériences dans les assemblées rendent possible la compréhension de la démocratie – concept fondamental au sein de notre discipline, la science politique. Nous reviendrons plus loin sur les débats théoriques et les interprétations conceptuelles entourant la démocratie. Notons pour le moment que notre question vise une réflexion théorique en se fondant sur une étude de cas. Nous croyons en effet qu'un tel questionnement mérite d'être étudié autant par la philosophie politique que par les individus qui en font l'expérimentation. Notre cadre méthodologique, exposé au premier chapitre, précisera en détail les implications d'une telle démarche, mais il demeure néanmoins nécessaire de



présenter dès maintenant pourquoi nous conjugons la philosophie politique et l'étude de terrain d'un cas particulier.

Du point de vue de notre recherche, les allers-retours entre la théorie et le terrain nous apparaissent cruciaux afin de redonner chair à un concept s'apparentant souvent à un signifiant vide, à un mot fourretout. C'est la raison pour laquelle nous désirons donner la parole à des gens qui alimentent la pratique et la réflexion de cette notion sur le terrain, à travers l'action politique. Ce sont eux, entre autres, qui peuvent nous donner des pistes et des indices dans le but de réinterpréter certains concepts théoriques. C'est en ce sens que nous croyons que de poser la question en ces termes, c'est-à-dire en proposant une exploration hybride de notre sujet de recherche, nous ouvre sur un monde conceptuel marqué d'ambiguïtés en science politique – ambiguïtés que nous espérons d'ailleurs défaire en partie. Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, voyons d'abord comment les débats s'articulent en ce qui a trait à l'analyse d'un tel sujet d'étude.

### 3. Angles d'approche possibles

En prenant la question des espaces, groupes et mouvements politiques évoluant hors des institutions politiques officielles comme point de référence, nous explorerons dans les pages qui suivent quelques auteur.e.s ayant développé des cadres conceptuels en ce sens. La revue de littérature que nous proposons ici permettra de situer le débat dans lequel nous nous inscrivons et d'ainsi faire l'éventail de diverses façons d'entrevoir notre sujet. Au final, nous serons en meilleure posture pour présenter l'apport original de notre recherche, mais aussi d'orienter cette dernière en ayant en tête cette diversité d'approches connexes.

### *Critiques de l'espace public*

La notion d'*espace public* fait souvent surface lorsque vient le temps de réfléchir à l'action politique et à la démocratie. Toutefois, cette expression plutôt équivoque peut être utilisée dans différents contextes, d'où l'importance de bien comprendre le sens que peut lui donner un.e auteur.e. Par exemple, l'espace public peut être conceptualisé de manière hautement théorique, comme le fait Jürgen Habermas en l'associant aux institutions politiques officielles et à une éthique communicationnelle. Selon Isabelle Aubert et Olivier Flügel, pour Habermas,

étant donné le sens intersubjectif des droits, et le lien interne entre système de droit et démocratie, on comprend que l'autodétermination de la société soit considérée comme une sorte de processus intersubjectif (ou communicationnel) étendu, qui rend légitime le pouvoir étatique. Effectivement, du point de vue d'une théorie de la société, la société démocratique est décrite comme un espace public autonome, dont la vitalité dépend de la multiplicité et de la diversité des formes de communications (2008 : 39).

C'est cette conception de l'espace public et de la démocratie que des auteur.e.s viendront remettre en question car elle est jugée peu inclusive. Oskar Negt montre comment les classes opprimées, c'est-à-dire celles en dehors de l'ordre politique bourgeois, se retrouvent exclues de l'espace public tel que défini par Habermas (2007 : 38). De son côté, Nancy Fraser affirme que la conception d'Habermas exclut une diversité de groupes sociaux marginalisés (les femmes et les minorités visibles, par exemple), et ce, principalement car « [l]a conception bourgeoise de la sphère publique [...] suppose que l'égalité sociale n'est pas une condition nécessaire à la parité de participation dans les sphères publiques » (2001 : 137)<sup>9</sup>. En résumé, tant pour Negt que Fraser, réfléchir à l'espace public ne doit pas se faire au détriment de groupes ou de classes marginalisés par la classe politique dominante.

---

<sup>9</sup> À noter que selon Aubert et Flügel, Habermas aurait modifié sa notion d'espace public suite aux critiques apportées par Nancy Fraser. Voir Aubert et Flügel (2008), plus précisément la note à la page 39.



Afin de rendre l'espace public plus inclusif aux mouvements et aux sujets politiques aux marges de la politique officielle, Negt parle d'*espace public oppositionnel* en faisant référence au domaine public où les couches populaires « [a]rrivent à donner une expression politique à leurs intérêts et aspirations existentielles » (2007 : 38). Fraser propose quant à elle une conception plurielle de l'espace public, où se retrouvent entre autres les *contre-publics subalternes*, ces lieux qui « [s]e situent dans une relation de contestation par rapport aux publics dominants » (2001 : 141-142). Tout en ayant des approches relativement différentes, tant Negt que Fraser nous offrent la possibilité de repenser les acteurs sociaux qui gravitent en marge de l'espace public officiel et bourgeois, permettant ainsi de donner un sens politique à leurs actions. Toutefois, elles ne nous permettent que trop peu de saisir le sens politique d'organisations comme les APAQ en dehors de la relation entre, d'un côté, la sphère politique institutionnelle et, de l'autre, un acteur ou un espace politique autonome. Il nous faut aller au-delà de cette perspective relationnelle et chercher à même les organisations autonomes pour voir comment s'articulent la pensée et la pratique de la démocratie.

### *L'auto-organisation du politique*

Une autre façon d'entrevoir les groupes et mouvements politiques prenant place hors des sphères officielles du pouvoir est de s'attarder au processus d'auto-organisation qui y prend place. Raul Zibechi, avec son concept de *forces ou pouvoirs antiétatiques* (*anti-state forces/power*), jette un éclairage sur le processus créatif qui s'active dans un mouvement antiétatique particulier. Dans le cas qui l'intéresse, les assemblées populaires boliviennes d'El Alto, il y note la dispersion et la diffusion du pouvoir dans la sphère sociale, que les assemblées préviennent la concentration du pouvoir dans un lieu autre, comme c'est le cas avec l'État (2010 : 16). Dans le même ordre d'idées, Martin Breugh a développé le concept d'*expérience plébéienne* en référence

à des mouvements populaires (les sans-culottes français, les jacobins anglais et la Commune de Paris) qui décident de sortir d'un ordre social oppressif en devenant un sujet politique à part entière (2007 : 11). Il s'agit là d'une potentialité pour ce que Breugh nomme la plèbe : face à un ordre jugé injuste, elle peut décider de s'en retirer afin de constituer un nouvel ordre social, celui-là, sans chef (*ibid.* : 12). Hugo Bonin (2014) a d'ailleurs proposé d'analyser la grève étudiante de 2012 en tant qu'expérience plébéienne, mettant l'accent sur l'organisation démocratique, décentralisée et populaire de la grève. Bref, autant Zibechi que Breugh voient le potentiel émancipateur de l'action politique autonome, qu'elle soit fondatrice d'assemblées de quartier ou du retrait en marge de l'ordre social et politique jugé oppressif.

Le groupe ou mouvement politique auto-organisé peut être source de relations égalitaires, solidaires et libératrices (Zibechi, 2010 : 7), mais aussi de formes politiques décentralisées, d'une démocratie directe et locale ainsi qu'opposé à toute forme de représentation politique (Breugh, 2007 : 203, 211). En résumé, Zibechi et Breugh permettent d'observer le potentiel émancipateur créé dans le rapport de force entre le groupe dominé et le groupe dominant, apportant ainsi plusieurs nuances et précisions sur les subtilités politiques des groupes et mouvements évoluant hors des sphères politiques officielles.

### *Les pratiques collectives*

Un autre angle d'approche, lié en plusieurs points au dernier, propose l'analyse des pratiques collectives, d'en étudier leurs origines ou le sens que les acteurs leur donnent. Pour Nancy Fraser, en rejetant certaines pratiques et modes de pensée dominants, les *contres-publics subalternes* permettent l'innovation de pratiques collectives, comme ce fût le cas avec le mouvement féministe nord-américain et son utilisation du consensus (Fraser, 2001). De son côté, David Graeber voit la capacité

innovatrice des pratiques démocratiques dans la rencontre d'une multiplicité de gens aux horizons et aux expériences politiques diversifiés (2005 : 80).

En effet, nous pouvons observer cette potentialité créatrice à l'œuvre dans de nombreux exemples. Que ce soit dans les bateaux de pirates du début du 18<sup>e</sup> siècle, où une impressionnante diversité ethnique et culturelle formait les équipages, et dont l'organisation à bord pouvait prendre des formes radicalement démocratiques, vraisemblablement composée en réaction à un ordre autoritaire antérieur (Graeber, 2005 : 69; Rediker, 2012 : 60-82). Ou encore dans les assemblées de quartier boliviennes étudiées par Zibechi ; celui-ci parle de *démocratie ayllu* et de l'influence autochtone dans le processus de création de ces assemblées, faisant référence aux communautés autochtones rurales du pays fondées sur des liens de solidarité forts, favorisant la réciprocité et la propriété collectives des espaces communs (2010 : 20). Et qu'on pense également au mouvement zapatiste, qui fût la résultante, entre autres, de la rencontre entre des révolutionnaires maoïstes urbains et des membres de communautés autochtones rurales du Chiapas. Dans le processus, la confrontation tant des idées que des façons de faire permit la création et l'évolution de formes originales d'organisation démocratique (Graeber, 2014 : 187-188). À partir de ces exemples, il nous est facile de dresser des parallèles avec notre objet d'étude, les APAQ, en ce qu'elles ont elles aussi été composées de populations et d'idéologies assez hétéroclites et bigarrées, surtout à leurs débuts.

Il est aussi possible de prendre la question des pratiques collectives et des dynamiques internes à partir des liens unissant un groupe, comme le fait Francesca Polletta dans son analyse du concept de *free space*. Pour Polletta, la nature des liens associatifs (denses, symétriques ou extensifs) au sein d'un groupe considéré comme un *free space* – c'est-à-dire à l'abri du contrôle direct de groupes dominants –, influence leur capacité de mobilisation (1999 : 1-2). Toutefois, il est également possible de voir les pratiques internes d'un groupe ou d'un mouvement comme faisant partie intégrante de son idéologie, ce que montre également Polletta (2002) en

étudiant le rôle et la signification de l'organisation démocratique au sein de divers mouvements sociaux états-uniens du 20<sup>e</sup> siècle. Marianne Maeckelbergh (2009, 2011a) va plus loin encore en affirmant que les pratiques démocratiques de certaines organisations du mouvement altermondialiste – pratiques horizontales, égalitaires, ouvertes, etc. – sont en quelque sorte l'idéologie centrale du mouvement. Graeber souscrit à cette thèse tant dans ses écrits sur l'anarchisme contemporain (2002) que dans son étude du mouvement *Occupy* (2014), dans laquelle il affirme que la démocratie directe pratiquée par les gens rassemblés dans les parcs était *le* message principal du mouvement. La politique préfigurative apparaît ainsi dans ce que Graeber appelle ailleurs des *zones d'improvisation démocratiques*, là où les « [p]ratiques démocratiques [...] tendent à émerger dans des situations où des communautés règlent leurs propres affaires hors de la portée de l'État » (2005 : 72). Finalement, Marina Sitrin (2012) suggère dans son étude des assemblées de quartier d'Argentine du début des années 2000 que les pratiques collectives peuvent révéler comment le fait de s'organiser horizontalement et de manière autonome est étroitement lié à des processus émancipateurs et producteurs de subjectivités. D'autres expériences d'assemblées montrant des résultats similaires ont été observées à Athènes à partir de 2008 (Vradis et Dalakoglou, 2011 ; Stephens, 2013 ; Schneider, 2011) ainsi qu'en Slovénie (Razsa et Kurnik, 2012) et en Bosnie (Kapović, 2014) dans les dernières années, tous des exemples qui nous seront utiles pour faire des comparaisons avec les APAQ.

#### 4. Proposition de recherche<sup>10</sup>

Pour faire suite à ces remarques, nous aimerions maintenant suggérer quelques pistes de recherche : *nous croyons tout d'abord que les APAQ mettent en lumière une compréhension radicale du concept de démocratie ; il serait alors possible de retrouver tout à la fois dans les APAQ, et ce par l'entremise des personnes qui les font vivre, des pratiques collectives relevant de l'agoraphilie politique<sup>11</sup>, des subjectivités politiques et des expériences politiques préfiguratives et, enfin, une conception collective et émancipatrice du pouvoir. En somme, nous estimons que l'étude des APAQ permettra de tisser des liens entre différentes tendances au sein de la littérature sur la démocratie radicale et, conséquemment, de mettre en relief les relations et les limites entre la pratique et la théorie de la démocratie.*

En somme, afin de donner suite à la revue de littérature présentée dans la section précédente, voyons quelles approches nous privilégierons et en quoi notre démarche s'avère originale. D'abord, nous proposons une réflexion théorique et pratique de la démocratie à partir d'une étude de terrain, d'entrevues et de documents. De par ce travail, nous conceptualiserons des expériences politiques souvent perçues comme marginales ou tout simplement comme étant apolitiques. Dans la lignée des travaux présentés ci-haut de Breaugh (2007), Maeckelbergh (2009, 2011a), Polletta (2002), Sitrin (2012) et Zibechi (2010), nous privilégierons l'étude et l'interprétation des

---

<sup>10</sup> Nous distinguons la proposition de recherche de l'hypothèse en ce qu'elle vise davantage « à faire comprendre plutôt qu'à expliquer un phénomène » ainsi qu'« à donner une signification nouvelle à un phénomène donné » à partir d'une série d'arguments soumis au débat (Olivier, Bédard et Ferron, 2005 : 81-82). Le travail d'interprétation que nous proposons signifie ici de tenter de saisir le sens que les gens ont donné à leurs pratiques, et celui que nous pouvons lui attribuer dans le cadre d'une réflexion conceptuelle sur la signification philosophique et politique de la démocratie comme pratique, processus de décisions et mode organisationnel, mais aussi comme idéal politique.

<sup>11</sup> L'agoraphilie politique est un concept développé par Francis Dupuis-Déri et qui renvoie à un préjugé favorable envers le peuple qui s'assemble et qui délibère. Il s'oppose à l'agoraphobie politique, qui elle désigne la haine qu'éprouvent certaines personnes (surtout l'élite) envers le peuple qui discute de politique. Nous reviendrons plus loin sur ce concept. Voir Francis Dupuis-Déri (2011), « Qui a peur du peuple ? Le débat entre l'agoraphobie et l'agoraphilie politique », *Variations*, n. 15, pp. 49-74.

pratiques collectives et du discours des participant.e.s dans le but d'éclaircir notre compréhension des APAQ et de la démocratie. Toutefois, il s'agit moins d'en faire une analyse sociologique que d'utiliser les pratiques et les discours dans le but d'inspirer la connaissance philosophique sur la démocratie. En effet, la philosophie politique ne peut qu'être stimulée par l'approfondissement d'un ensemble de connaissances empiriques telles que les dynamiques de pouvoir ou les processus décisionnels au sein d'un groupe. Notre approche se distingue donc de celle de la sociologie des mouvements sociaux en ce qu'elle ne tente pas de trouver et d'expliquer des liens de causalité entre différentes variables. En bref, elle fait davantage l'interprétation que l'explication des APAQ.

Ensuite, notre approche et notre analyse seront teintées par notre propre présence en tant que militant dans les APAQ. Enfin, il convient de préciser qu'aucune étude approfondie n'a été entreprise sur le cas précis des APAQ. À notre connaissance, un demi-chapitre de livre leur a été consacré (Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici, 2014), de courts articles (Lincourt et Fontaine, 2012 ; Lamoureux, 2012) ainsi que quelques mentions dans des articles, lettres ouvertes et chapitres de livre<sup>12</sup>. Sans poursuivre directement dans la lignée de ces différents travaux (nous nous en inspirerons tout de même dans une certaine mesure), nous verrons à approfondir certains aspects qui ont été peu discutés jusqu'à maintenant ou qui n'ont pas été étudiés avec la méthode que nous utiliserons ici (entrevues, vaste recherche documentaire, observation participante).

---

<sup>12</sup> Voir entre autres Collectif de débrayage (2013), *On s'en câlisse. Histoire profane de la grève – Printemps 2012, Québec*, Montréal/Genève, Sabotart-Entremonde, pp. 201-207 ; Diane Lamoureux (2013), *Le trésor perdu de la politique*, Montréal, Écosociété, tout particulièrement le dernier chapitre ; Francis Dupuis-Déri (2012), « Au Québec, la démocratie émerge du printemps érable », *Rue 89*, 2 juillet 2012, disponible en ligne à l'adresse suivante <http://rue89.nouvelobs.com/2012/07/02/au-quebec-la-democratie-directe-emerge-du-printemps-derable-233429> ; Francis Dupuis-Déri (2013), « Drapeau noir sur carré rouge : les anarchistes et la grève étudiante de 2012 », *Possibles*, vol. 36, n. 2 ; Francis Dupuis-Déri (à paraître), « Le Printemps québécois et la démocratie. Débats philosophiques et politiques », *op. cit.* ; voir aussi le texte bilan du groupe Communistes internationalistes Klasbatalo (CIK) (2013), *Lutte étudiante et assemblée de quartier*.



## 5. Structure du mémoire

Ce mémoire comporte quatre chapitres. Le premier présentera notre méthode. Nous verrons d'abord ce qu'implique et ce que permet la recherche militante à partir d'auteur.e.s ayant réfléchi au délicat rapport entre objet d'étude et chercheuse ou chercheur engagé.e. Par la suite, nous exposerons en détail les différentes étapes de la production de ce mémoire, tout particulièrement en ce qui a trait à la collecte et au traitement des données. Le deuxième chapitre présentera quant à lui les différents concepts que nous jugeons essentiels à notre compréhension de la démocratie et des APAQ. Nous ne discuterons pas uniquement de démocratie, mais aussi d'autres idées connexes (la politique, l'étatisme, la préfiguration, l'agoraphilie politique, etc.) nous permettant de mieux saisir les nuances et les limites de sa mise en pratique. Ce chapitre servira en outre à l'interprétation de nos données en tant que guide conceptuel, ce qui facilitera les allers-retours entre les différents débats et idées entourant la démocratie et notre étude de cas.

Les deux autres chapitres consisteront en l'analyse et l'interprétation des données recueillies. Dans un premier temps, au troisième chapitre, nous présenterons le contexte de création des APAQ ainsi que les différentes raisons d'être les ayant traversées. Ensuite, afin d'illustrer les dynamiques et les pratiques collectives à l'intérieur des assemblées, nous verrons, d'une part, quelques débats sur les structures et le fonctionnement des APAQ et, d'autre part, des situations où des rapports de pouvoir et de résistance ont pris place entre des participant.e.s. Finalement, le quatrième chapitre montrera les différentes tensions qui cohabitent dans des organisations mettant en application la démocratie tout en évoluant dans des systèmes politiques étatistes. Nous verrons également les rapports entre la pratique de la démocratie et le pouvoir pris au sens collectif et préfiguratif. Enfin, nous présenterons comment l'expérimentation de la démocratie est intimement liée à des processus de subjectivation politique, mais aussi que la démocratie évolue constamment entre une logique d'indétermination et de désordre et une logique de stabilité et de constance.

Au final, nous serons en mesure de tirer quelques conclusions sur les conceptions et compréhensions de la démocratie dans les APAQ et ainsi de revoir et réinterpréter certains débats et notions sur le sujet.



## CHAPITRE 1

### CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Il existe plusieurs façons d'aborder un objet d'étude. Par exemple, à l'intérieur du large spectre de la recherche qualitative et plus précisément en situation d'observation participante, certaines méthodes vont encourager la neutralité vis-à-vis de l'objet étudié tandis que d'autres vont plutôt favoriser une posture engagée. Dans tous les cas, divers avantages et inconvénients sont propres à chacune d'elle ; les résultats ne seront pas nécessairement les mêmes selon telle ou telle approche, que ce soit par rapport à la collecte des données, aux biais, à l'analyse, etc. Pour ce qui est de notre recherche, notre méthode – engagée, militante – s'est en quelque sorte imposée d'elle-même en raison de notre participation aux APAQ. Dans les pages qui suivent, nous discuterons premièrement de la situation particulière de la recherche militante, car, en effet, entreprendre une recherche sur un objet d'étude en étant sympathisant de celui-ci demande une réflexion méthodologique spécifique à cette posture. Par la suite, nous présenterons différents éléments de notre méthode de recherche et d'analyse tout en accordant une place non négligeable aux limites et biais qui y sont liés.

#### 1.1 La recherche militante

Tout d'abord, quand nous renvoyons à l'expression « observation participante », nous faisons référence au rapport direct et actif (« sur le terrain ») entre la personne entreprenant la recherche et son objet d'étude. Dans cette relation, plusieurs postures épistémologiques sont possibles, mais nous n'en noterons qu'une, soit celle du modèle de l'interaction. S'inscrivant dans une démarche constructiviste, cette posture

rejette d'emblée toute distanciation objective. En ce sens, le rapport de subjectivité entre une chercheuse ou un chercheur et son objet d'étude est perçu comme normal, mais requiert néanmoins de prendre conscience de ce positionnement particulier, de demeurer critique et d'adopter une attitude réflexive vis-à-vis des possibles biais (Jacoud et Mayer, 1997 : 220.).

À ce sujet, Anne Laperrière donne un aperçu d'une telle démarche et de ses implications :

Pour rehausser la qualité et la juste évaluation de l'interaction entre chercheurs et sujets d'étude, on préconise une connaissance approfondie du contexte et de la diversité des perspectives des acteurs engagés dans la situation de recherche, une évaluation de la relation entre ceux-ci et le chercheur et du statut de ce dernier, qui oriente inévitablement les informations qu'il recueille, et enfin, une attitude d'écoute critique qui permet au chercheur d'adapter graduellement son cadre d'analyse et ses attitudes. Cette écoute ne devrait pas verser dans la partialité, tout en restant sensible aux préoccupations des acteurs et à leur vécu. Il s'agit là d'un délicat équilibre – comme en font foi les nombreuses discussions sur la notion paradoxale d'observation participante –, et certains courants en qualitatif y ont carrément renoncé, préconisant une implication sans réserve dans l'action, qui seule permettrait d'aller au bout de la vérité d'une situation (1997 : 370).

C'est de cet équilibre que nous tentons le plus possible de nous approcher tout au long de notre recherche. Cela étant dit, nous voyons la nécessité d'ajouter un élément à l'équation en ce qui nous concerne : le point de vue militant.

L'approche épistémologique de chercheur/chercheuse militant.e appelle à prendre une part active dans les milieux, groupes ou mouvements étudiés afin de mieux en comprendre les profondeurs et complexités. En retour, cet engagement peut faire évoluer le chercheur ou la chercheuse, car il ou elle se retrouve confronté.e à des réalités et des conceptions qui lui étaient jusqu'à ce moment inconnues ou incomprises. Ziga Vodovnik, dans son ouvrage *A Living Spirit of Revolt : the Infrapolitics of Anarchism*, explique cette relation entre chercheur/chercheuse, sujet d'étude et engagement politique à l'aide des travaux de Howard Zinn :

Engagement in social struggles can enrich the scholarship of the activist-scholars, enabling them to uncover subaltern infrapolitics of the hidden or seemingly non-political. “Contact with the underground of society, in addition to spurring the historian to act out his value-system, might also open him to new data: the experiences, thoughts, feeling of the invisible folk around us. This is the kind of data so often missed in official histories, manuscript collections of famous personalities, diaries of the literate, newspaper accounts, government documents.” [Zinn, 1990 : 33] (2013 : 19).

Il ne suffit donc pas d’observer son objet d’étude de l’extérieur, mais aussi de l’investir et de soi-même en prendre connaissance de l’intérieur, ce qui résume adéquatement notre propre posture à l’égard des APAQ.

De son côté, l’auteur anarchiste Uri Gordon affirme que la recherche militante offre deux principales avenues : 1) faire ressortir les points de consensus au sein de groupes sur les idées, concepts et pratiques afin de les rendre plus compréhensibles ; 2) montrer l’éventail des différences et des points d’achoppements entre, par exemple, deux camps, les placer dans leur contexte d’émergence particulier, proposer de nouvelles configurations du débat pour possiblement prendre position et présenter les forces et faiblesses des différentes positions (2007a : 282). Dans le cadre de notre recherche, nous tentons le plus possible de faire état de ces points de consensus et de divisions, et c’est en partie grâce à notre regard « de l’intérieur » qu’il nous est possible de le faire, car les entrevues nous limitent à des positionnements individuels tandis que l’observation nous donne une perspective plus globale des dynamiques internes dans les assemblées.

Toujours dans le milieu de la recherche des groupes et mouvements anarchistes, Andrej Grubacic et David Graeber insistent sur l’importance de la réflexivité, et ce, tant chez les militant.e.s, les organisations que les intellectuel.le.s. À propos de cette dernière catégorie, les auteurs proposent un élément de réponse :

One should not lecture, not dictate, not even necessarily think of oneself as a teacher, but must listen, explore and discover. To tease out and make explicit the tacit logic already underlying new forms of radical practice. To put oneself at the service of activists by providing information, or exposing interests of the dominant elite

carefully hidden behind supposedly objective, authoritative discourses, rather than trying to impose a new version of the same thing (2004 : 6).

C'est donc à travers un double apprentissage, ou d'un co-apprentissage, que la recherche militante prend tout son sens. Cela étant dit, cette démarche n'apparaît à première vue que très peu dans notre mémoire. D'une part, elle s'est retrouvée de manière subtile à travers nos entrevues : nos questions et commentaires en tant que chercheur mais aussi en tant qu'acteur des APAQ généraient chez les participant.e.s des réflexions diverses et pouvaient ainsi mener à de nouvelles façons d'aborder les thématiques. D'autre part, nous croyons que le co-apprentissage ne se limite pas au simple moment de la recherche, que les impacts peuvent surgir après coup, une fois les résultats dévoilés, et ce, bien qu'il demeure difficile de mesurer de tels effets.

En ce qui nous concerne, en tant que chercheur, nous comprenons notre réflexivité comme un nécessaire retour autocritique de notre propre subjectivité par rapport aux phénomènes, aux personnes, aux documents, aux discours, etc. que nous étudions. Pour ce faire, nous questionnons nos points de vue, notre bagage théorique, nos choix de concepts, notre sélection des passages d'entrevues cités, etc. C'est donc une manière d'effectuer un travail d'introspection et d'objectivation sur notre rôle en tant que chercheur, mais aussi d'assurer un recul minimum entre nous et le sujet d'étude afin de prendre conscience de nos biais culturels.

La recherche militante permet également une déconstruction et une reconfiguration conceptuelles. La politologue Diane Lamoureux parle ainsi du rôle de l'intellectuel.le militant.e comme permettant une déprofessionnalisation de la politique, car, dans tous les cas, juge l'auteure, elle est trop importante pour être strictement l'affaire d'une classe politique privilégiée – elle doit plutôt être partagée et pratiquée par tout le monde (2013 : 23). Cela consiste à « [m]iser sur le lien de concitoyenneté plutôt que sur la délégation/représentation politique et être attentive aux démarches de participation et de délibération qui se développent » (*ibid.*). Lamoureux donne en exemple la grève étudiante de 2012 et ses multiples lieux et organisations – dont les

APAQ – afin de montrer comment l'intellectuel.le militant.e peut permettre l'étude du politique en tant qu'activité collective, mais que, pour ce faire, il ou elle se doit de considérer la parole des gens qui y sont impliqués (*ibid.*).

C'est donc moins du côté de la classe politique professionnelle que de celui de l'étude des phénomènes politiques qu'il faut s'attarder. En ce sens, Ricardo Penafiel offre une critique intéressante des catégories traditionnelles de l'étude du politique et, ce faisant, du potentiel d'en sortir, entre autres en s'insérant à même le terrain de l'action collective :

[l'analyse du politique] doit abandonner la quiétude réconfortante des catégories politiques habituelles pour chercher à rendre compte de cette irruption de la *contingence* dans l'espace public. Pour ce faire, il faut dissoudre les caractéristiques propres et radicalement nouvelles de ces actions en cessant de les interpréter à partir des structures sociales ou des catégories de l'action politique instituée. Il s'agit alors de chercher à dégager un espace conceptuel et méthodologique qui permette d'aborder ces actions « en elles-mêmes et pour elles-mêmes », en fonction de leurs propres *conditions de possibilités*, à partir des récits qu'en font les protagonistes « anonymes » [...] Cette analyse permet de placer les récits d'actions directes, exprimés dans l'oralité du parler ordinaire sur le même plan épistémologique que les discours politiques des acteurs reconnus (interlocuteurs autorisés de la scène politique) et d'analyser les *interactions* qui se développent entre ces deux dimensions de la vie politique (2012 : 17-19).

Ces récits de protagonistes « anonymes » sont justement ce que nous avons tenté d'aller puiser en tenant une série d'entretiens semi-dirigés. C'est en analysant *leur* compréhension de phénomènes politiques que les limites des catégories habituelles d'analyse peuvent être repoussées et ainsi proposer une réflexion collective, alternative et critique. À première vue, le concept de démocratie peut apparaître comme une catégorie politique instituée, mais l'analyse du discours de gens qui la mettent en pratique peut justement montrer que ce n'est pas forcément le cas, ou, du moins, qu'elle n'est pas nécessairement comprise comme un produit des institutions ou encore comme quelque chose à instituer.

## 1.2 Sélection du corpus et analyse des données

Notre recherche se fonde sur plusieurs sources : l'observation participante, les sources documentaires et la tenue d'entretiens semi-dirigés. Nous verrons en détail chacune d'entre elles.

### *L'observation participante*

Par souci de transparence, il convient d'abord de présenter notre rôle au sein des APAQ. Dans un premier temps, nous avons participé à l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie, d'août 2012 jusqu'au printemps 2013 et ensuite à celle de Villeray, entre décembre 2013 et juin 2014. Nous avons été présent aux assemblées, et avons principalement été actif en prenant part à quelques activités et manifestations organisées par les APAQ, en contribuant de manière plutôt informelle et sporadique à quelques comités (comité suivi et comité mobilisation à Rosemont-Petite-Patrie), en voyant à la préparation d'assemblées et, finalement, en étant sur le comité journal de l'APAQ de Villeray pendant la production du troisième numéro du journal *Villeray Clâme*, paru au printemps 2014. En somme, nous avons joué un rôle relativement actif, surtout par notre présence régulière, mais sans toutefois y occuper de position centrale, par exemple en ne prenant que rarement la parole dans les assemblées ou encore par le peu d'implication que nous avons eu dans les différents comités. Cela dit, notre participation s'inscrit dans la période du déclin du mouvement de grève, en août 2012, et même en 2013 et 2014, alors que notre recherche porte principalement sur les principes et valeurs politiques qui ont motivé la création des APAQ et sur les dynamiques et débats qui ont influencé leur structuration dès les premières rencontres.

Cependant, notre participation directe à deux APAQ s'est avérée essentielle afin de mieux comprendre les données que nous avons recueillies par d'autres moyens (entrevues, textes produits par les APAQ, comptes rendus). De manière générale, nous considérons notre observation participante comme pouvant nous permettre de



valider, d'invalider ou de nuancer l'information recueillie ailleurs. Cette expérience et cette connaissance directe du sujet nous guide, orientant nos questionnements et nos angles de recherche, mais aussi nous permettant de mieux juger de la valeur et de la pertinence d'informations récoltées par nos autres méthodes de cueillette de données. De plus, en étant présent sur le terrain, nous avons pu être témoin de dynamiques, de discours, de discussions informelles, de rapports de pouvoir, etc., toutes des informations difficilement accessibles autrement et potentiellement pertinentes pour notre recherche. Enfin, il ne faudrait pas négliger le fait que notre présence active à deux APAQ a aidé de plusieurs façons la poursuite de notre recherche, car elle a permis de tisser des liens avec des personnes s'y impliquant ainsi que d'avoir accès à des sources d'informations plus ou moins publiques (forum de discussions de style *Google group*, par exemple).

### *Le corpus documentaire*

Notre deuxième source de données consiste en une panoplie de documents produits par les APAQ. Parmi ceux-ci, les comptes rendus des assemblées, prenant parfois la forme d'un résumé détaillé des discussions ayant eu lieu, parfois l'allure d'un plan assez concis des thèmes abordés et des décisions prises, sont l'élément central de notre corpus documentaire. Nous intégrons également à ce corpus affiches, tracts et journaux, qui sont soit directement le fruit d'une APAQ, soit en lien étroit avec l'une d'elles. Les documents utilisés proviennent principalement de trois APAQ, soit celles d'Hochelaga-Maisonneuve, de Rosemont-Petite-Patrie et de Villieray. Toutefois, bien que notre recherche se concentre sur celles-ci, nous avons emmagasiné divers documents de plusieurs autres APAQ et, à certaines occasions, nous les utiliserons afin d'approfondir certains aspects de notre étude. Le choix de ces APAQ tient d'abord au fait qu'elles ont été parmi les plus populeuses et les plus actives dans le temps. Ensuite, comme nous avons été actifs dans deux d'entre elles, nous jugions

pertinent de les inclure dans notre étude. Par contre, nous ne voulions pas nous limiter à elles seules, donc nous avons décidé d'inclure une troisième APAQ et ainsi couvrir un horizon (géographique et discursif) plus large. Enfin, l'information documentaire à leur sujet est généralement plus accessible et plus abondante que les autres, ce qui a nous facilité la tâche et permis d'accumuler davantage de matériel.

Le corpus documentaire compte 90 comptes rendus<sup>13</sup> (24 pour l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve, 26 pour l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie, 15 pour l'APAQ de Villieray et 25 pour les autres<sup>14</sup>), près d'une centaine de tracts, affiches, photos, vidéos et communiqués<sup>15</sup> ainsi que 4 journaux<sup>16</sup>, toutes APAQ confondues. De plus, nous avons répertorié environ une quarantaine de documents faisant référence aux APAQ, provenant surtout d'articles de revues (non scientifiques), de journaux web de quartier et de billets de blogue. Bien que nous n'utilisions pas directement l'ensemble de ces documents dans notre mémoire, ils nous permettent néanmoins de contre-vérifier certaines informations ainsi que de dresser un portrait plus global de notre objet d'étude. Il s'agit d'un travail interprétatif strictement qualitatif fait sans logiciel spécialisé. Dans tous les cas, notre méthode d'analyse documentaire tente d'éclaircir les récurrences et les singularités thématiques en procédant par déconstruction et reconstruction des données. À ce sujet, André Cellard, s'inspirant de la méthode de travail de Michel Foucault, explique que « [l]e chercheur déconstruit, triture son matériel à son gré, puis procède à une reconstruction en vue de répondre à son questionnement » et que « c'est cet enchaînement de liens entre la problématique du

---

<sup>13</sup> Notons que lorsque nous parlons de compte rendu, nous faisons référence à ceux des assemblées régulières des APAQ. Nous avons également répertorié des comptes rendus de comités ou groupes de travail, que nous n'incluons toutefois pas dans les nombres mentionnés ici.

<sup>14</sup> Les autres APAQ pour lesquelles nous avons recueilli les comptes rendus des assemblées sont celles du Mile-end (13), de Notre-Dame de Grâce (4) et de Saint-Henri (8).

<sup>15</sup> En plus des APAQ déjà mentionnées jusqu'à maintenant, nous avons inclus celles du Plateau-Mont-Royal, de Pointe-Saint-Charles et de Verdun dans la comptabilisation de ce dernier nombre.

<sup>16</sup> Les journaux sont généralement le produit d'un comité journal de l'APAQ. Les textes sont écrits en majorité par des participant.e.s aux APAQ, mais on y retrouve également des textes en provenance d'organismes communautaires et de groupes politiques. Sur les 4 journaux, 3 sont de l'APAQ de Villieray, l'autre de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve.



chercheur et les diverses observations puisées dans sa documentation qui lui permet de formuler des explications plausibles et de dégager une interprétation cohérente » (1997 : 260).

Le choix de cette méthode comporte évidemment des limites, ce pour quoi certaines précautions sont de mises. En ce sens, une évaluation critique de ces documents permet de mieux juger de la pertinence et de la valeur de ceux-ci tout en donnant corps et rigueur à l'analyse.

### *Les entretiens semi-dirigés*

Finalement, notre troisième source de données, les entretiens semi-dirigés, mérite que l'on s'y attarde plus en détail. Le choix de réaliser des entrevues nous est apparu essentiel lorsque nous nous sommes rendu compte du fait que l'empreinte et l'influence des APAQ sont le mieux décelables au niveau biographique, mais aussi dans la subjectivité des participant.e.s. Nous avons compris cela dès le moment où nous avons entrepris de discuter (de manière informelle) avec des gens qui ont été marqués tant par les événements de la grève de 2012 en général que par les casseroles et les APAQ. Par la suite, en parcourant les nombreux comptes rendus des APAQ, nous avons le sentiment que nous n'arrivions pas à saisir la portée et la signification de telles expériences politiques. De plus, lorsque nous avons ensuite clarifié nos intentions de recherche – analyser comment les gens ont revu et (re)donné sens à la démocratie – il nous apparaissait indispensable d'aller à la rencontre de plusieurs d'entre eux.

D'un point de vue théorique, notre choix de réaliser des entrevues semi-dirigées se fonde sur deux principaux types d'arguments (Poupart, 1997 : 174-185). Le premier est épistémologique : l'entretien qualitatif permet l'approfondissement de notre sujet d'étude du point de vue des personnes qui y sont directement engagées, ce qui demeure essentiel pour saisir leurs compréhensions et ainsi pouvoir les interpréter. Le

second, d'ordre méthodologique, met l'emphasis sur l'efficacité de l'entrevue qualitative pour rendre compte des expériences singulières. Son caractère souple et flexible donne donc à la personne interviewée la possibilité d'exprimer sa réalité dans ses mots, mais cette liberté reste néanmoins dépendante de la structuration de l'entretien par l'intervieweur ou l'intervieweuse. En somme, considérant les buts et visées de notre recherche, les entrevues semi-dirigées ne viennent pas seulement enrichir nos autres sources d'information : elles permettent également la récolte de discours, idées, compréhensions, opinions, critiques, etc. qui sont le résultat d'un point de vue directement lié à la participation des personnes aux APAQ.

C'est pourquoi nous avons interviewé 12 personnes, 6 femmes et 6 hommes, toutes et tous membres des trois APAQ mentionnées précédemment. Toutefois, un certain déséquilibre apparaît en ce que nous n'avons que 2 personnes (2 hommes) de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve. La composition en provenance des 2 autres APAQ est relativement plus égale. En effet, 6 entrevues (4 femmes et 2 hommes) ont été réalisées avec des participant.e.s de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie et 4 (autant de femmes que d'hommes) avec celle de Villieray. Nous expliquons ce déséquilibre entre autres par le manque de liens et de contacts avec l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve. Enfin, le nombre de 12 entrevues tient compte à la fois des limites (temps et ressources) liées au processus de production d'un mémoire de maîtrise et au principe de saturation des données récoltées (Pires, 1997 : 156-157).

Pour rejoindre les gens potentiellement intéressants et intéressés, nous avons d'abord écrit à des connaissances, soit pour leur demander une entrevue, soit pour solliciter leur aide afin de nous référer à d'autres personnes. La grande majorité des gens ont été trouvés ainsi, c'est-à-dire par contact direct ou interposé. Pour les autres, ils ont répondu à notre appel lancé sur les listes courriel des APAQ concernées (mise à part celle d'Hochelaga-Maisonneuve). Cette façon de faire pourrait être associée à un échantillonnage généralement appelé « en cascade » ou « par boule de neige », technique utilisée lorsque l'accès aux personnes est difficile ou réduit en raison, par

exemple, de leur mobilité et de leur dispersion ou encore de leur réticence à entrer en contact avec une chercheuse ou un chercheur (Pires, 1997 : 160). Nous croyons que cette stratégie d'échantillonnage nous a permis de diversifier considérablement le profil de nos répondant.e.s, car nos contacts existants pouvaient nous diriger vers des personnes répondant à certains critères.

Ces critères sont au nombre de quatre. Premièrement, nous voulions rencontrer autant de femmes que d'hommes puisque l'expérience dans une APAQ peut s'avérer différente selon le genre, entre autres parce que plusieurs contraintes et rapports de pouvoir peuvent prendre place dans ce type d'espace politique, et ce, surtout au désavantage des femmes. Deuxièmement, nous avons interrogé des participant.e.s des premiers mois d'existence des APAQ. Cette période de temps a été choisie, car elle coïncide entre la création des assemblées (fin mai, début juin 2012, dépendamment des quartiers) et la tenue des élections provinciales au début du mois de septembre 2012. Ce choix s'explique surtout par le fait que c'est pendant cette période que les APAQ ont connu un achalandage impressionnant, allant parfois jusqu'à plus de cent personnes dans les premières assemblées et donc, que les personnes présentes n'étaient pas toutes des « habituées » de ce type d'expérience politique, ce qui nous amène à notre prochain critère.

Troisièmement, en cours de route, nous avons décidé de ne pas seulement interviewer des militantes et des militants expérimenté.e.s. Nous voulions en effet entendre le discours autant des personnes pour qui la grève, les casseroles et les APAQ étaient une des premières expériences politiques de ce genre, c'est-à-dire hors des institutions officielles, que de celles pour qui les APAQ n'étaient qu'un endroit parmi d'autres où peuvent s'exercer leurs convictions politiques. Nous avons écrit plus haut « en cours de route », car nous avons ajusté notre sélection des participant-e-s en ce sens qu'une fois quelques entrevues réalisées. Cet ajustement a toutefois causé quelques embuches : il n'a pas été aisé de trouver ces gens moins expérimentés près de deux ans après leur passage au sein de l'APAQ, car la plupart n'y sont pas restés

au-delà de la période postélectorale (septembre 2012). Cela a occasionné des difficultés dans l'atteinte d'une parité entre plus expérimenté.e.s et moins expérimenté.e.s, qui penche en faveur de la première. En somme, il importe de dire que nous avons tenté dans la mesure du possible de diversifier les personnes interrogées dans le but de donner une vue d'ensemble du phénomène social étudié (Pires, 1997 : 155).

Quatrièmement, nous avons priorisé le plus possible les personnes ayant été actives dans leur APAQ. Nous entendons par active le fait d'avoir pris part à plusieurs assemblées, voire de s'être impliquées dans un ou plusieurs comités ou groupes de travail et dans l'organisation d'assemblées ou d'activités liées à une APAQ. La raison qui explique ce choix est que ces personnes sont mieux équipées pour juger de l'influence qu'a eue l'APAQ sur elles et vice-versa. Encore une fois, ce critère a parfois été difficile à respecter en raison, d'une part, des critères précédents venant limiter le spectre disponible d'interviewé.e.s, tout spécialement celui concernant le degré d'expérimentation et, d'autre part, du jugement difficile a priori du niveau d'implication des personnes. Notons en outre que nous avons également donné une priorité aux gens qui ont été impliqués dans les différents processus de création des APAQ afin d'obtenir de l'information relative à la naissance de celles-ci, information rarissime dans nos documents recensés.

Les entretiens ont tous été effectués entre juin et octobre 2014. Ils ont duré entre 45 minutes et 2h30, guidés par un questionnaire, prenant néanmoins diverses directions selon les dires des gens interviewés. Nous nous sommes donc assurés de maintenir une souplesse dans la forme et dans le contenu, bien que ce dernier fût davantage encadré dans le but d'assurer une relative constance d'une personne à l'autre. Par la suite, les entrevues ont été retranscrites sous forme de verbatim puis transmises individuellement aux interviewé.e.s pour identifier toute erreur. L'analyse a pris sensiblement la même forme que celle pour les documents écrits, c'est-à-dire que nous avons ordonné et annoté manuellement les entrevues à partir d'une classification

thématique. Cette classification se fonde sur deux axes principaux : d'une part, dans une approche plus comparative qui suit les questions que nous avons posées aux personnes et, d'autre part, d'après un angle plus interprétatif, elle tient compte des concepts théoriques élaborés dans le prochain chapitre. Nous avons ensuite mis nos résultats sous forme de tableaux afin de mieux juger des différences, des similitudes et des singularités qui s'en dégagent.

À l'aide de cette analyse, notre recherche vise à décrire une réalité, à identifier des caractéristiques et des faits empiriques d'une situation donnée. Conséquemment, la « scientificité » de notre recherche tient moins à son caractère représentatif ou généralisable qu'à son apport ethnographique original en lien avec une problématique particulière, et ce, tant dans son approche descriptive qu'interprétative (Deslauriers et Kérisit, 1997<sup>17</sup>; Pires, 1997; Michelat, 1975<sup>18</sup>; Small, 2009).

L'analyse de nos données est faite selon un processus inductif afin de favoriser l'ouverture vis-à-vis de nos données et parvenir à une théorisation plus large (Deslauriers et Kérisit, 1997 : 99). Cela dit, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, notre recherche est tout de même alimentée et balisée par certaines conceptualisations et approches théoriques. Celles-ci nous servent en effet de guide, nous permettant d'effectuer des allers-retours entre nos données et la théorie, entre notre question de recherche et de possibles explications qui, à leur tour, permettront l'éclaircissement de notre problématique de départ. Bien que notre recherche n'ait pas

---

<sup>17</sup> « Les recherches qualitatives ne visent pas toutes à vérifier des propositions, même si des questions sont posées au départ : très souvent, leur objectif consiste à retracer le déploiement des processus sociaux ou à décrire la totalité d'un milieu social et ses composantes » (Deslauriers et Kérisit, 1997 : 96)

<sup>18</sup> « Dans une enquête qualitative, seul un petit nombre de personnes sont interrogées. Elles sont choisies en fonction de critères qui n'ont rien de probabilistes et ne constituent en aucune façon un échantillon représentatif au sens statistique. Il est surtout important de choisir des individus les plus divers possible. En effet, [...] c'est l'individu qui est considéré comme représentatif en ce qu'il détient une image, particulière il est vrai, de la culture (ou des cultures) à laquelle il appartient. On essaie d'appréhender le système présent, d'une façon ou d'une autre, chez tous les individus de l'échantillon, en utilisant les particularités des expériences sociales des individus en tant que révélateurs de la culture telle qu'elle est vécue » (Michelat, 1975 : 236).

l'ambition d'arriver à la création d'une nouvelle théorie, nous désirons néanmoins retravailler, remodeler et questionner certains concepts existants. En ce sens, la deuxième partie de notre question de recherche – en quoi les APAQ nous permettent de réinterpréter la littérature sur la démocratie radicale ? – s'éloigne quelque peu du mode inductif. Elle vise à alimenter la discussion théorique sur nos données, à dépasser l'analyse descriptive en utilisant divers concepts pertinents à notre étude sur la démocratie. Nos deux questionnements sont donc complémentaires et s'alimentent mutuellement ; ils ne doivent pas être compris comme deux manières différentes d'aborder une même problématique, mais plutôt comme une unique approche combinant, d'un côté, l'induction et, de l'autre, l'utilisation d'une littérature spécifique, de concepts et d'approches théoriques permettant une réflexion élargie sur la démocratie radicale.

Pour ce qui est des limites propres à notre recherche, le facteur temporel a particulièrement joué en ce qui concerne les entrevues. Il n'était en effet pas toujours aisé pour les personnes de bien se souvenir d'événements survenus plus de deux ans auparavant. Cela a été surtout le cas lorsque les gens devaient se rapporter à des faits précis. En revanche, nous pensons que cette distance leur a permis à certaines occasions de prendre un recul ainsi qu'une posture réflexive par rapport à leur propre expérience. De plus, le facteur temps nous a permis de mettre la main sur une grande quantité de sources documentaires, ce qui n'est pas négligeable considérant l'éparpillement de certaines APAQ au sein de différents lieux et espaces virtuels.

Finalement, une dernière remarque avant de passer au chapitre suivant. Comme il sera possible de l'observer dans les chapitres III et IV, nous verrons à donner directement la parole aux gens que nous avons interrogés, en citant le plus souvent possible leurs propres mots, réflexions, questionnements, etc. En faisant ainsi, nous espérons limiter le rôle de l'intermédiaire que nous sommes ainsi que celui de nos biais interprétatifs, bien qu'il demeure impossible de totalement éliminer cette influence



## CHAPITRE 2

### LA DÉMOCRATIE : EXPLORATIONS ET PRÉCISIONS CONCEPTUELLES

Dans ce chapitre, nous nous attarderons principalement au concept de démocratie. Il s'avère en effet essentiel pour nous de bien définir et circonscrire ce qu'on entend par démocratie car elle occupe une place structurante dans notre analyse. Plus précisément, nous verrons dans ce chapitre à expliciter ce qu'est pour nous une forme de politique réellement démocratique, que nous appelons aussi *démocratie radicale*. En ce sens, nous débuterons le chapitre par quelques remarques sur le concept de politique afin d'en démêler les formes démocratiques et étatiques. Nous croyons que notre discipline, la science politique, ne s'intéresse que trop peu à la politique qui sort des cadres institutionnels de l'État – l'étude des mouvements sociaux et la philosophie politique faisant généralement figure d'exception à cet égard. C'est pourquoi nous désirons montrer comment une conceptualisation de la politique fondée sur les idées d'autonomie, de pluralisme, de liberté et de démocratie est mieux à même de nous éclairer sur des organisations comme les APAQ. En procédant ainsi, nous expliquerons également pourquoi d'autres formes de politique devraient plutôt être qualifiées d'étatistes en raison de leurs caractéristiques institutionnelles : forte centralisation politique, fonctionnement vertical et hiérarchique, bureaucratisation, etc. Par la suite, nous recentrerons notre discussion théorique sur la démocratie en réfutant d'abord brièvement l'association entre celle-ci et le système politique représentatif libéral. Cette clarification s'avère essentielle puisqu'elle nous permettra de mieux comprendre les ambiguïtés contemporaines autour du mot démocratie, ce que nous verrons d'ailleurs à défaire en présentant ensuite brièvement quelques remarques sur les origines de la démocratie. Finalement, le reste du chapitre approfondira le sujet en présentant en détail les idées, pratiques et principes centraux



de la démocratie radicale. Nous verrons aussi comment une telle conception de la démocratie peut être comprise en termes de pouvoir collectif et d'agir-en-commun. En somme, ce chapitre doit être compris autant comme un guide conceptuel et théorique pour notre analyse des APAQ que comme un ensemble de points de référence qui nous permettra de réinterpréter certaines de ces idées à la lumière de notre étude de cas.

## 2.1 La politique

Le sens de la politique est la liberté

Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*

L'essence de la politique est le dissensus

Jacques Rancière, *Aux bords du politique*

Qu'entend-on nous par politique ? Existe-t-il différentes formes de politique ? Et comment qualifier politiquement des organisations comme les APAQ et les États ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans les pages suivantes.

### *Le politique et la politique*

Il est hasardeux de donner des définitions claires à ces deux expressions, car tantôt la littérature en la matière se contredit, tantôt la traduction ne correspond pas tout à fait aux mêmes termes. Dans le langage courant, le politique n'est que rarement utilisé,

souvent réservé à un usage intellectuel, tandis que la politique fait généralement référence aux activités politiques courantes et officielles<sup>19</sup>. Elle renvoie par exemple à certains lieux (le parlement, les ministères, l'Hôtel de Ville) ainsi qu'à certains postes ou fonctions (les député.e.s, les ministres, le maire ou la mairesse). Cette politique officielle se voit donc circonscrite de manière relativement rigide à l'intérieur d'un système particulier et régit par un ensemble de règles.

Au-delà des différences sémantiques et des différends théoriques, c'est également l'objet d'étude de notre discipline qui se retrouve influencé par ces complexités conceptuelles. Certes, la science politique étudie le politique. Mais qui détermine ce qui est politique de ce qui ne l'est pas ? Comme le souligne James C. Scott, « jusqu'à fort récemment, la plus grande partie de la vie politique active des groupes dominés a été ignorée parce qu'elle a eu lieu à un niveau qui est rarement reconnu comme politique » (2009 : 214). Voilà pourquoi nous croyons qu'il est primordial de s'attarder à ces organisations, événements, espaces, etc. qui sortent des cadres institutionnels et qui s'organisent démocratiquement, bien qu'ils ne soient pas forcément composés de groupes dominés, comme c'est le cas des APAQ. Cependant, avant d'approfondir ce sujet, quelques précisions s'imposent en ce qui concerne le concept de politique.

Tout d'abord, si l'on suit la distinction proposée par Cornelius Castoriadis, *le* politique renvoie au pouvoir dans une société : « du pouvoir dans une société, il y en a toujours eu et il y en aura toujours – pouvoir au sens de décisions concernant la collectivité qui prennent un caractère obligatoire » (2010 : 46). *La* politique,

---

<sup>19</sup> Alain Bertho affirme quant à lui que « le langage commun a d'ailleurs un usage péjoratif du mot politique [...]. Le dédaigneux “ça, c'est politique” suggère que la question posée a perdu de sa valeur propre, parce qu'elle serait, comme on dit, “surdéterminée” par des luttes de pouvoir dont on n'a pas la maîtrise. Tout autre est l'énoncé “c'est politique”, qui qualifie un fait social ou un débat qui n'est pas habituellement posé en ces termes. On a alors affaire à une revendication : celle de poser en termes de pouvoir et de choix publics un fait qui, jusqu'ici, n'est pas reconnu comme tel. Ce deuxième usage du mot a beaucoup reculé dans la période contemporaine » (1999 : 92-93).

cependant, est selon Castoriadis « une activité collective qui se veut lucide et consciente, et qui met en question les institutions existantes de la société » (2010 : 47). L'auteur a un exemple précis en tête lorsqu'il émet cette définition, car pour lui, ce sont les Athéniens de l'Antiquité qui, au sein de l'agora, ont pour la première fois mis en pratique la politique. Nous reviendrons sur les idées de Castoriadis dans la section sur la démocratie, mais mentionnons brièvement que cette distinction qu'apporte le philosophe nous semble assez juste et adéquate pour notre recherche. Cela étant dit, nous ne jugeons pas nécessaire d'en faire un usage strict, surtout lorsque le sens ne s'en retrouve pas affecté ou lorsque l'ambiguïté est trop marquée, comme ce peut parfois être le cas dans nos entrevues où le et la politique sont utilisés de manière interchangeable.

De son côté, Hannah Arendt associe le concept de politique à la pluralité et la liberté. D'abord, la politique repose sur la pluralité humaine parce qu'elle « [t]raite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents » (Arendt, 2001 : 40). La politique donc, explique Arendt, n'existe pas en soi, mais seulement comme relation prenant naissance dans l'interaction des individus (*ibid.* : 42). De la mise en pratique de la politique, la pluralité apparaît comme inhérente. Ainsi, tel qu'exprimé par Alain Bertho, la politique n'est pas une forme d'unité sociale, « mais l'affirmation de sa division, la mise en jeu polémique du vivre ensemble, la mise en débat des règles et des lois » (1999 : 158). Ou encore, comme l'affirme Jacques Rancière, « [l]a politique n'est pas l'art de diriger les communautés, elle est une forme dissensuelle de l'agir humain, une exception aux règles selon lesquelles s'opèrent le rassemblement et le commandement des groupes humains » (1998 : 12).

Ensuite, Arendt affirme que la liberté est le sens de la politique. Cela suppose, d'une part, que toute question politique implique la liberté humaine et, d'autre part, que la liberté est la condition qui réunit les personnes au sein d'une organisation politique (Arendt, 1972 : 189-190). En résumé, « la raison d'être de la politique est la liberté, et son champ d'expérience est l'action » (*ibid.* : 190). La conception d'Arendt rejoint

celle de Castoriadis lorsqu'elle mise sur le fait que la politique est l'affaire d'une communauté où les membres sont amenés à discuter du bien commun et à jouir de leur liberté. Par contre, elle s'en éloigne dans la mesure où, selon elle, les épisodes historiques qui ont le plus fait vibrer la politique sont les épisodes révolutionnaires et leur forme radicalement démocratique d'organisations politiques (soviets, conseils ouvriers), tandis que Castoriadis met l'emphasis sur l'importance des institutions et leur caractère auto-institué, comme ce fût le cas de l'agora athénienne. Au final, les APAQ expriment dans une certaine mesure ces deux idées centrales à la politique : d'une part, elles étaient le théâtre d'une relative pluralité d'opinions et d'expériences politiques personnelles, du moins surtout à leur début, élément sur lequel nous reviendrons ; d'autre part, elles constituaient un lieu de liberté d'expression et d'action dont plusieurs participant.e.s ne retrouvaient nul équivalent ailleurs, et c'est entre autres pour cette raison qu'ils et elles désiraient s'y impliquer et revenir d'assemblée en assemblée.

### *La politique et l'étatisme*

La distinction entre le politique et la politique ne nous éclaire que trop peu sur ce que nous entendons concrètement par « politique ». Si par politique, comme nous venons de le voir, nous renvoyons à une certaine forme d'organisation où une communauté discute de ses affaires communes, est-ce que les systèmes politiques contemporains font de la politique ? Cette question peut sembler évidente à première vue, mais plusieurs y voient là un paradoxe, ou tout simplement une contradiction.

Alain Bertho pose la question naïvement : « comment parler de la politique sans parler de l'État ? Le rapport paraît si évident que la question elle-même semble dérisoire » (1999 : 71). Suivant cette logique, continue Bertho, une question devient politique (elle se politise) lorsqu'elle intègre le champ d'action de l'État (*ibid.* : 72). Finalement, « la Politique, avec un grand P, serait là, excroissance intangible du

champ de l'État, avec ses rites, son calendrier (électoral et gouvernemental), son langage, sa culture propre » (*ibid.* : 91). André Vachet affirme de son côté que tant le discours médiatique que savant sème une « [c]onfusion qui identifie spontanément la politique à l'État et celui-ci au gouvernement comme s'il s'agissait d'une réalité unique sous des enveloppes multiples » (2009 : 17). En bref, ce flou rend difficile toute discussion sur des termes autant galvaudés, ce qui ne doit pas, par contre, se traduire par leur abandon.

Même si elles demeurent méconnues, il existe en effet d'autres façons de parler de la politique. C'est ce qu'a proposé l'écologiste libertaire Murray Bookchin, selon qui nos systèmes politiques devraient être qualifiés d'*étatistes* plutôt que de politiques. Janet Biehl, ayant synthétisé la pensée de Bookchin, précise que l'étatisme, comme son nom l'indique, caractérise l'organisation des sociétés sous forme d'États. Cela suppose la présence d'une classe politique professionnelle – les politiciennes et les politiciens –, qui elle, trouve sa légitimité à travers le système électoral, donc le vote, seul moment où le reste de la population est appelé à participer à « la politique » (Biehl, 1998 : 32-33).

Afin d'apporter quelques précisions à ce que Bookchin nomme l'étatisme, il est essentiel de décrire plus en profondeur l'origine et la substance de nos systèmes politiques contemporains. Pour y arriver, nous nous référons aux trois phénomènes politiques identifiés par Martin Breugh pour caractériser la configuration politique dominante issue des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles en Occident : 1) la mise en place de formes représentatives de gouvernement ; 2) l'arrivée du système de partis politiques ; 3) le déploiement des bureaucraties (2007 : 175). Il ne fait nul doute que ces événements ont façonné nos systèmes politiques et qu'ils en demeurent encore à ce jour des caractéristiques quasi hégémoniques<sup>20</sup>. C'est également à cela que Bookchin renvoie

---

<sup>20</sup> À ce sujet, on notera le travail récent d'Alain Deneault (2013) sur la « gouvernance » comme conception purement gestionnaire et administrative des États contemporains, réduisant ces derniers à

lorsqu'il discute du champ étatique et de la naissance de l'État-nation. En ce sens, il conviendrait de distinguer le champ étatique du champ politique à proprement parler, qui lui, fait référence au domaine public et qui serait démocratique (Biehl, 1998 : 50-53).

C'est en effet dans un sens radicalement démocratique que Bookchin entend la politique. Tout comme Castoriadis, Bookchin voit l'émergence de la politique dans l'expérience athénienne. Celle-ci a dressé la voie à l'établissement de pratiques démocratiques, de la pratique même de la politique (Biehl, 1998 : 34). En fait, selon la philosophie politique léguée par Bookchin, désignée sous le terme de municipalisme libertaire, la politique signifie « construire et étendre la démocratie directe locale de telle sorte que les simples citoyens prennent les décisions relatives à leur communauté et à leur société dans son ensemble » (*ibid.* : 41). La démocratie athénienne, tant pour Bookchin que pour Castoriadis, a été la première à faire vivre la politique<sup>21</sup>, mais sans toutefois s'éteindre par la suite, se manifestant dans diverses expériences et périodes historiques (les cités médiévales européennes, les *townships* de la Nouvelle-Angleterre ou encore la ville de Paris pendant la Révolution française et la Commune de 1871, tous des exemples admirés par Bookchin<sup>22</sup>).

Donc, comme Bertho le souligne, si l'État occupe une place hégémonique lorsqu'il est question de politique, est-il approprié de lier les deux ? À la lumière de ce que nous venons de voir, non. Bookchin, avec sa distinction entre étatisme et politique, montre l'incompatibilité entre les deux. De son côté, Bertho parle plutôt de l'État comme *d'une* forme historique de la politique parmi d'autres (1999 : 109). Dans un

---

une entreprise privée gérée selon les besoins et intérêts du marché. La politique se retrouve ainsi confinée à une technique managériale et la participation politique limitée à élire des leaders et à délibérer à vide. Voir Alain Deneault (2013), *Gouvernance. Le management totalitaire*, Montréal, Lux.

<sup>21</sup> Nous reviendrons sur cette idée plus loin puisqu'elle nous apparaît discutable.

<sup>22</sup> Janet Biehl fait brièvement référence à ces expériences historiques dans son livre sur la pensée de Bookchin. Par contre, pour de plus amples discussions à ce sujet, on se référera directement aux ouvrages de Bookchin, en particulier *Urbanization Without Cities* (1992), Montréal/New-York, Black Rose Books.



texte plus récent, par contre – justement intitulé *La fin de la politique ?* – Bertho affirme que si l'on prend la politique au sens d'une puissance collective et subjective, elle se distingue nécessairement de l'État (2014 : 6-7). De même, en prenant le sens donné initialement par Arendt et Castoriadis, on arrive également à cette conclusion que l'État moderne, avec ses institutions hiérarchiques, ne peut guère être associé à une définition de la politique qui conjugue à la fois la liberté (Arendt) et l'auto-institution (Castoriadis) de communautés rassemblées pour discuter de leurs affaires communes. De son côté, un exemple comme les APAQ se rapproche aisément de ces définitions en ce qu'il s'agit d'une forme de politique auto-instituée collectivement et d'où s'exprime un désir de liberté (de parole, d'action, etc.).

### *La police et la politique*

Le cadre conceptuel de Jacques Rancière à propos du politique permet une synthétisation des idées que nous avons vues jusqu'à maintenant. Rancière décrit d'abord le politique comme le lieu de rencontre de deux processus hétérogènes : d'un côté, celui de la *police*, ou du gouvernement, c'est-à-dire de l'organisation sociale fondée sur une disposition hiérarchique des places et des fonctions (1998 : 83). De l'autre, celui de la *politique*, sorte de « [j]eu des pratiques guidées par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui et par le souci de la vérifier » (*ibid.*). La politique prend donc nécessairement une forme démocratique et émancipatrice (*ibid.* : 84). Cette distinction entre police et politique pourrait rappeler celle présentée antérieurement entre étatisme et politique. Elles ont en effet plusieurs ressemblances, comme de disqualifier la gestion étatique des affaires publiques comme étant politique ou encore de miser sur l'importance de l'égalité et de la démocratie dans la mise en pratique de la politique. Mais nous croyons que Rancière nous permet de mieux comprendre le caractère proprement politique d'expériences comme les APAQ.



La conceptualisation de Rancière offre en effet la possibilité de concevoir différentes manières dont s'exerce le politique. Plutôt que de voir ces diverses manières en tant que coupures (historiques ou autres) l'une vis-à-vis de l'autre, que ce soit par exemple par l'arrivée de l'État-nation ou par la création de conseils ouvriers révolutionnaires, on est amené à penser le politique comme un lieu où elles existent ensembles, voire où elles s'affrontent. Ainsi, l'État, avec son modèle et ses dispositifs hiérarchiques, est de l'ordre de la police, tandis que les APAQ sont de l'ordre de la politique parce qu'elles fonctionnent de manière égalitaire et démocratique. Et si, comme le précise Rancière, « [l]a pratique étatique [...] a pour principe la suppression de la politique » (1998 : 185), à l'inverse, la politique tente de renverser la « distribution policière des places et des fonctions » (*ibid.* : 84), en s'affirmant comme lieu d'émancipation, d'égalité et de dissensus. Toutefois, dans les faits, les APAQ ne s'opposent évidemment pas directement ou physiquement à l'appareil bureaucratique étatique. En fait, ce à quoi elles s'opposent, c'est à la logique de son ordre hiérarchique, violent et policier qui est à son fondement<sup>23</sup>.

Au sein des APAQ, cette opposition prend moins souvent la forme d'un message clair et direct à l'endroit de l'État et ses institutions (le corps policier et militaire, le système judiciaire, le gouvernement, etc.) que par la promulgation de principes et par l'exécution de pratiques rejetant en partie ou en entier sa logique policière. Refusant et critiquant cette dernière, des alternatives tant idéologiques que pratiques sont proposées et parfois mises en place. Les APAQ ne sont qu'un exemple parmi d'innombrables cas où la politique au sens de Rancière a pris forme concrètement, que l'on pense par exemple aux cas historiques appréciés par Bookchin mentionnés plus haut.

Au Québec, il existe depuis plusieurs années une tendance au sein de certains groupes

---

<sup>23</sup> On se réfère entre autres à la fameuse définition de l'État du sociologue Max Weber (1963) entendu comme le détenteur du monopole de la violence légitime.

et organisations à militer en respectant des principes d'autonomie (face à l'État) et d'horizontalisme (dans l'organisation interne). Parfois décrite comme une « fourmilière antiautoritaire », il s'agit en quelque sorte d'un « renouveau de l'anarchisme », phénomène qui s'observe depuis la fin des années 1990 sans toutefois que les organisations et les militant.e.s ne s'identifient clairement à cette idéologie (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013). Agir politiquement au sein de ces réseaux de groupes et de militant.e.s signifie sortir du cadre de l'État, voire même de s'y opposer, et d'incarner un projet politique favorisant l'autonomie et l'émancipation collective tant au quotidien que sur le long terme (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton, 2012).

En somme, si fin de la politique il y a, c'est d'abord et avant tout en raison de la mainmise par l'appareil bureaucratique étatique sur ce que pourrait être la politique. Ce que critique Vachet donc, c'est à la fois la dépolitisation de nos sociétés et, par le fait même, leur étatisation (*ibid.* : 30). Que l'on qualifie ce phénomène ou cet ordre d'étatiste, de policier ou de dépolitisation, c'est en fait de la même chose dont on parle : l'hégémonie de l'État dans la sphère du politique. Vachet décrit métaphoriquement ce constat : « étatisation aussi du politique quand, spontanément, chacun des intérêts se retourne telle une plante vers le soleil étatique pour y tirer sa substance et pour y emprunter toute énergie vitale et créatrice » (2009 : 30). Sortir des cadres de l'État devient donc nécessaire pour mettre fin à cette dépendance associative entre *la politique* et les formes traditionnelles, officielles et courantes de politique.

Ainsi, pour trouver la politique rejetant les schèmes étatiques, c'est du côté des formes démocratiques de politique qu'il faut se tourner. C'est dans les interstices oubliés ou négligés de l'étatisme et dans les fentes hors du contrôle de l'ordre policier que la démocratie peut prendre place et s'activer librement.

## 2.2 La démocratie

Qu'est-ce donc qu'un démocrate, je vous en prie ? C'est  
là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot  
en caoutchouc

Auguste Blanqui, *Lettre à Maillard*, 1852

In the case of a word like democracy, not only is there  
no agreed definition, but the attempt to make one is  
resisted from all side

George Orwell, *Politics and the English Language*, 1946

Si on trouve un concept (vérité, liberté, démocratie) sur  
lequel tout le monde s'accorde pour dire qu'il est bon,  
on peut être assuré que personne ne s'entendra sur ce  
qu'il signifie précisément

David Graeber, *Comme si nous étions déjà libres*, 2014<sup>24</sup>

Tout comme le terme politique, la démocratie est un concept surchargé de sens et d'interprétations. Les utilisations qui en sont faites sont elles aussi multiples : le caractère caoutchouteux du mot démocrate (et par le fait même, de démocratie) n'a pas disparu depuis l'énoncé de Blanqui ; au contraire, il serait pertinent de se demander s'il n'a pas gagné en élasticité, couvrant désormais un spectre tellement large qu'il englobe aujourd'hui sous la même épithète les ennemis d'hier. Nous sommes tous et toutes démocrates à présent, affirme ironiquement Wendy Brown. La démocratie a pris l'allure d'un signifiant vide, selon Brown, une sorte de « [n]ouvelle

---

<sup>24</sup> Nous avons inclus les années afin de montrer comment l'ambiguïté et la polysémie du terme démocratie ne sont pas des phénomènes nouveaux. De plus, le choix des trois auteurs n'est pas anodin : tous sont associés soit au socialisme ou à l'anarchisme.

religion mondiale – non pas une forme de pouvoir et de culture politique, mais un autel devant lequel se prosternent l'Occident et ses admirateurs [...] »<sup>25</sup> (2009 : 41). C'est à se demander ce qu'il reste de tangible à l'intérieur de ce terme galvaudé de tous bords, tous côtés<sup>26</sup>. Toutefois, en parcourant la littérature sur les conceptions radicales de la démocratie, nous verrons qu'il en subsiste quelques morceaux ici et là, qui une fois mis ensemble, permettent de réévaluer le sens et la teneur du concept.

### *La « démocratie représentative et libérale »*

Cependant, avant d'en présenter les conceptions radicales, il nous apparaît essentiel de faire un bref tour d'horizon des idées associant la démocratie à une forme représentative et libérale de gouvernement. De cette manière, nous pourrions mieux comprendre par la suite le rapport que certain.e.s participant.e.s aux APAQ entretiennent avec la démocratie et, de manière générale, avec les systèmes politiques étatistes.

L'association entre, d'un côté, la démocratie et, de l'autre, la représentation politique et le libéralisme, n'est guère nouvelle. Les travaux de Francis Dupuis-Déri (2013) sur l'histoire du mot démocratie montrent en effet comment les élites politiques américaines et françaises ont, dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, commencé à s'approprier le

---

<sup>25</sup> Sur le même thème, Kristin Ross écrit : « La démocratie a définitivement changé de tonalité; elle s'est non seulement chargée d'un contenu étranger, à mesure que les groupes qui la redoutaient [...] s'y ralliaient peu à peu. [...] Elle devient un étendard, un slogan, une preuve de civilisation, et aussi un indispensable complément spirituel pour l'Occident civilisé et civilisateur, la feuille de vigne idéale » (2009 : 82).

<sup>26</sup> Ce galvaudage provient autant de la gauche que de la droite. Par exemple, il n'est pas rare de trouver des critiques anarchistes de la démocratie où cette dernière se voit réduite à sa conception représentative et libérale. Voir à ce sujet, Peter Gelderloos (2004), *What is Democracy ?*, Tucson, Sea Sharp Press. D'autres critiques anarchistes, dans une perspective plus individualiste, dénoncent davantage le caractère majoritaire de la démocratie et ses conséquences néfastes sur les libertés individuelles et les minorités, réduisant encore une fois la démocratie à une de ses formes possibles – dans ce cas-ci, la démocratie majoritaire. Voir par exemple le zine « This is What Democracy looks like. An Anarchist Critique of Democracy » (2006), disponible en ligne : <http://www.anti-politics.org/distro/download/democracy-imposed.pdf>.

terme pour des raisons stratégiques, et ce faisant, en changeant totalement son sens. Ces élites, dénonçant et méprisant autrefois ouvertement la démocratie car associée au règne des foules irrationnelles et à la délibération du grand nombre, ont, dans l'espace de quelques décennies, adopté le mot démocratie (et de démocrate) en l'associant désormais au régime libéral électoral républicain (Dupuis-Déri, 2013 : 9-11). Détournement de sens donc, ou usurpation d'un mot à des fins politiques, cette conception de la démocratie nous suit depuis et continue de semer la confusion et de hanter l'esprit de quiconque s'emploie à donner une définition précise du concept. Notre recherche ne fait pas exception. À titre d'exemple, lors de nos discussions avec des participant.e.s aux APAQ, la notion de démocratie a plus d'une fois été la cause d'ambiguïtés, car souvent associée aux régimes parlementaires comme ceux du Québec et du Canada.

Résumée simplement, la « démocratie représentative » repose sur l'idée qu'un petit nombre d'individus élus soit réellement aux commandes du gouvernement. Ainsi, par le biais d'élections, des représentant.e.s sont choisi.e.s par la population avec le mandat de gouverner le pays, la province, la ville, etc. Joseph Schumpeter, souvent présenté comme un pionnier de cette conception étroite de la démocratie, considère cette dernière comme une lutte concurrentielle entre les intendants aux postes de pouvoir étatique et d'où en principe les meilleur.e.s ressortent gagnant.e.s (1986 : 354-357). D'après cette théorisation, les élections ainsi que l'arène politique officielle, le parlement, sont censées représenter le pluralisme et les intérêts concurrents évoluant au sein des sociétés dites démocratiques. Par exemple, dans le cas du Québec en 2012, cette conception de la démocratie a maintes fois été mise de l'avant dans les discours politiques partisans (surtout en provenance du Parti libéral du Québec) et dans les grands médias, à savoir que le gouvernement Charest avait été démocratiquement élu, qu'il représentait une « majorité » de Québécois.e.s et qu'il avait donc toute la légitimité d'aller de l'avant avec ses décisions. À l'inverse, les manifestant.e.s étaient souvent blâmé.e.s car ils et elles n'utilisaient pas les « bons »

moyens pour se faire entendre, c'est-à-dire les élections, se faisant même associer à des extrémistes ou à des antidémocrates parce que des canaux politiques autres que ceux officiels étaient utilisés – la rue, notamment, mais aussi à partir d'assemblées auto-constituées telles que les APAQ. Pour donner deux exemples de ce type de discours particulièrement foisonnant lors de la grève étudiante, voyons d'abord ce que le ministre de la Justice de l'époque, Jean-Marc Fournier, dira à des journalistes suite à la décision de la CLASSE de désobéir à la loi spéciale :

La désobéissance civile, c'est un beau mot pour dire vandalisme [...] Normalement, dans une société démocratique, on accepte que la loi doit être appliquée, doit être respecté [...] Ce n'est plus du tout une question étudiante [...] c'est une question de démocratie. Et on ne peut pas demander à l'État de s'effacer complètement au profit de la rue, au profit du vacarme et du vandalisme. On ne peut pas, sinon quelle est la suite de ça ? [...] Si négocier signifie pour l'État d'abdiquer, de disparaître, si ça signifie que la démocratie à l'avenir sera faite de vandalisme, je pense que la base de négociation n'est pas la bonne (Chouinard, 2012, 22 mai).

De son côté, Jean Charest, alors premier ministre du Québec, affirmera au tout début de la campagne électorale déclenchée au mois d'août 2012 que « la rue a fait beaucoup de bruit. C'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question » et que lui « [p]ropose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, de nos institutions, de la démocratie. Pauline Marois [la chef de l'opposition] nous propose un gouvernement qui abdique ses responsabilités face à la rue »<sup>27</sup>. En somme, celui ou celle qui n'agit pas selon les modes d'action convenus, reconnus et privilégiés par le gouvernement et le discours dominant (la loi et l'ordre) se voit dépeint.e comme irresponsable, irrespectueux.se des « valeurs démocratiques », voire violent.e.

Comprendre ainsi la démocratie pose quelques problèmes. D'abord, la politique se retrouve réifiée, exposée comme une chose inatteignable, voire extérieure aux individus ; d'ailleurs ceux-ci ne votent pas en tant que sujet politique, mais plutôt en

---

<sup>27</sup> Pour d'autres exemples, voir Pascal Lebrun (2012), *op. cit.* et Francis Dupuis-Déri (à paraître), *op. cit.*



fonction de leurs intérêts particuliers (Pateman, 2007 : 43). Ensuite, la démocratie se voit vidée de toute substance participative car, au final, seul un petit groupe – le gouvernement – prend les décisions et gère les affaires publiques. Mis à part le vote, la population peut dans la mesure de sa capacité tenter d’influencer le gouvernement par d’autres moyens, en manifestant par exemple, mais il n’est aucunement garanti que des résultats en seront acquis et encore faut-il que ces « moyens extraordinaires » soient tolérés par l’État<sup>28</sup>.

En fait, à la suite de Jacques Rancière, il est peut-être plus approprié d’affirmer que les systèmes politiques contemporains sont l’antithèse même de la démocratie. Selon le philosophe français, l’idée de représentation n’a rien à voir avec la démocratie, « elle est, de plein droit, une forme oligarchique, une représentation des minorités qui ont titre à s’occuper des affaires communes » (2005 : 60), avant d’ajouter plus loin que « la “démocratie représentative” peut sembler aujourd’hui un pléonasme. Mais cela a d’abord été un oxymore » (*ibid.* : 61). Ainsi peut se résumer notre compréhension des régimes politiques associés à la « démocratie libérale et représentative », c’est-à-dire qu’ils ne sont pas et n’ont jamais été des démocraties. Nous incluons ici évidemment ceux du Québec et du Canada, ceux-là mêmes qui servent souvent d’exemples et de référents lorsqu’on discute de politique et de démocratie, comme c’est le cas dans nos données recueillies. Nous verrons en effet dans les prochains chapitres comment le concept de démocratie a pris chez certaines personnes un sens parfois diamétralement opposé suite à leur passage dans les APAQ.

---

<sup>28</sup> Il faut dire qu’au moment d’écrire ces lignes, au milieu de l’année 2015, nombreux sont les gens qui sortent dans la rue sans donner leur itinéraire de manifestation et qui se demandent si le droit de manifester existe encore au Québec tellement la répression politique est systématique (arrestations de masse, arrestations ciblées, rues bloquées par la police, etc.), et ce, surtout à l’égard des manifestant.e.s. jugé.e.s plus radicaux et radicales.



*Origines et histoires de la démocratie*

Si l'on désire s'intéresser aux conceptions radicales de la démocratie, il convient d'abord de voir rapidement son histoire et ses possibles origines. Le tableau que l'on brossera ici ne se veut pas exhaustif et n'a d'autres buts que de donner un aperçu général des racines propres au concept de démocratie – d'où l'usage du terme « radical ».

Il y a au moins deux manières de faire l'histoire de la démocratie : celle du mot et celle de la chose (Graeber, 2005 : 54). Prenant la première, il est de coutume de partir de la Grèce antique et de voir en l'agora athénienne le berceau de la démocratie, comme c'est le cas de Castoriadis. Selon ce dernier, les Grecs ont été les premiers à consciemment auto-instituer leur collectivité et leurs institutions politiques, et ce, non pas de manière définitive et figée mais comme un processus continu et évolutif (1996 : 225). Cela étant dit, nul ne saurait nier le fait que la démocratie athénienne excluait tant les femmes, les esclaves et les étrangers de toute participation. Il est également commun d'affirmer que si les citoyens (les « hommes libres ») d'Athènes avaient autant de temps à consacrer à la délibération politique, c'est entre autres en raison du système esclavagiste qui y prenait place et du travail domestique que les femmes accomplissaient<sup>29</sup>.

La deuxième manière considère la démocratie non pas à partir d'un mot et de son origine, mais comme une pratique politique se retrouvant de manière diffuse à travers le temps et l'espace. Cette autre manière demande néanmoins que l'on précise d'emblée ce que l'on entend par démocratie. Pour ce faire, nous nous référons à la définition relativement large donnée par David Graeber : « [l]a prise en charge de leurs propres affaires par des communautés humaines dans le cadre d'un processus ouvert et relativement égalitaire de discussion publique » (2005 : 43). La largesse de

---

<sup>29</sup> Au sujet de la démocratie athénienne de l'Antiquité, voir Mogens H. Hansen (2003), *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Paris, Les Belles Lettres.

cette définition permet d'inclure une diversité d'expériences politiques rarement associées à la démocratie, soit parce qu'elles fonctionnent par consensus ou encore parce qu'elles ont peu ou pas d'institutions formelles assurant le déroulement des délibérations, de la prise de décisions et de l'application de ces dernières. Elle nous permet également d'en exclure beaucoup d'autres. La « démocratie représentative » s'en retrouve évidemment exclue parce qu'elle est élitiste et fondée sur un ordre coercitif, éléments sur lesquelles nous avons déjà discuté. En revanche, un espace politique comme les APAQ répond à cette description de par ses pratiques égalitaires et horizontales, caractéristiques que nous verrons en détail dans les prochains chapitres.

Toujours selon Graeber, les pratiques démocratiques existent un peu partout, « [e]lles ne sont spécifiques à aucune “civilisation”, culture ou tradition déterminée. Elles tendent à apparaître en tout lieu où la vie sociale se déroule en dehors des structures de domination systématique » (2005 : 44). Il devient ainsi possible d'entrevoir des espaces politiques démocratiques là où on n'est peu habitué d'en trouver, c'est-à-dire dans les « interstices » du pouvoir étatique (Graeber, 2005) et dans les « poches de résistance » en périphérie du pouvoir politique institutionnalisé (Vodovnik, 2013).

En somme, de ces deux manières de comprendre l'histoire de la démocratie, nous en retenons un aspect de chacune. De la première, c'est l'importance de l'expérience grecque en tant que réflexion pratique et philosophique sur le sens de la démocratie qui nous sera utile. Ce sens originel, que plusieurs pensent perdu aujourd'hui, signifie principalement une potentialité, c'est-à-dire une capacité pour le peuple de faire des choses (Ross, 2009 : 77). De la deuxième, nous retenons la possibilité de comprendre la démocratie non pas comme un processus historique linéaire débutant dans un foyer précis, mais comme une forme particulière de mise en pratique du politique – égalitaire, horizontale et délibérative – avec autant d'histoires que d'origines et autant de possibilités que d'expériences tentées. En ce sens, les APAQ ne sont qu'une

expérience démocratique parmi d'innombrables cas, dont plusieurs sont probablement encore à venir.

### *Conceptions libertaires de la démocratie*

Le mot démocratie est souvent accompagné d'adjectifs afin d'en qualifier la teneur. On dira tantôt qu'elle est directe, participative ou délibérative, tantôt qu'elle est représentative, libérale ou parlementaire. Nous avons déjà présenté le caractère antidémocratique de ces trois derniers qualificatifs. Mais que faire des premiers ? Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de les utiliser puisque la démocratie est en soi directe, participative et délibérative – il ne pourrait en être autrement. Dans ce qui suit, nous irons encore plus loin en affirmant que la démocratie est fondamentalement liée aux principes que sont la liberté, l'horizontalité et l'égalité. En procédant ainsi, nous serons à même de dresser un portrait général de notre conception de la démocratie, portrait qui nous aidera ensuite à notre interprétation et analyse des APAQ. Inversement, notre étude des APAQ nous permettra de réinterpréter les différentes idées que nous présenterons dans les pages qui suivent.

À la définition mentionnée précédemment, à savoir que la démocratie est une pratique collective de délibération et de prise en charge égalitaire et ouverte des affaires communes, nous aimerions y joindre la notion remontant à la Grèce antique concernant la potentialité. Kristin Ross, s'appuyant entre autres sur les travaux de Jacques Rancière et Josiah Ober, affirme que la démocratie n'est pas une forme de gouvernement, elle est une potentialité : « la capacité des gens ordinaires à découvrir des modes d'action pour agir sur des affaires communes » (2009 : 77). Dans le même sens, Martin Breugh avance que pour chercher le sens radical de la démocratie, il faut « [r]emettre au cœur de l'analyse démocratique la capacité politique du nombre » (2012 : 300). La démocratie n'est donc pas ici comprise strictement en tant que procédure ou processus comme c'est souvent le cas lorsqu'on discute de démocratie

(directe)<sup>30</sup>, mais plutôt en termes de capacité collective d'action. C'est ce que nous aurons la chance de voir dans notre analyse des APAQ, c'est-à-dire de constater si oui ou non s'organiser démocratiquement rime avec une certaine forme de potentialité.

La démocratie n'est pas non plus un type de constitution et encore moins une forme de société, nous dit Rancière, car en fait, si elle renvoie au pouvoir du peuple, c'est d'abord que ce pouvoir est celui de « [q]ui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouvernés » (2005 : 54). Rancière utilise en ce sens l'expression paradoxale de « gouvernement anarchique » pour signifier cette absence de fondement à gouverner propre à la démocratie (*ibid.* : 48). De plus, pour Rancière, la démocratie n'est pas une affaire de nombre, mais l'institution même de la politique. Il entend par là le fait que soit créé et existe des sujets politiques, donc qu'il y ait subjectivation politique (1998 : 12), mais aussi que ces mêmes sujets prennent place et s'affirment à travers le rejet du commandement et de la domination et en faveur de l'égalité et de la liberté (*ibid.* : 170-171). Vue de cet angle, la démocratie est le pouvoir de n'importe qui, par conséquent ni celui d'une majorité (comme l'est souvent compris la démocratie directe) ni celui d'une minorité (tel qu'il s'exécute réellement dans les « démocraties représentatives »).

Sensiblement sur la même question, l'anthropologue Marianne Maeckelbergh s'appuie sur un vaste travail ethnographique des mouvements altermondialistes afin de montrer l'impertinence de la question traditionnelle de la science politique – *qui gouverne* – lorsqu'il est question de démocratie fonctionnant de manière horizontale et sous forme de consensus<sup>31</sup> (2009 : 123). Considérant que la réponse est *de facto*

---

<sup>30</sup> Les critiques anarchistes de la démocratie mentionnées plus haut la prennent généralement en ces termes, c'est-à-dire comme système procédurier.

<sup>31</sup> Le mot consensus tel qu'utilisé dans ce contexte n'a rien à voir avec celui de « dissensus », bien qu'il pourrait être interprété comme son contraire. Le terme consensus signifie ici une pratique délibérative et décisionnelle couramment utilisée dans les groupes et collectifs antiautoritaires, féministes et libertaires et qui suppose l'atteinte de décisions par la voie d'un processus où les différends sont exprimés et diminués à un degré tolérable par l'ensemble des membres du groupe. Divers outils et mécanismes ont été développés afin de régler certaines situations plus conflictuelles.

tout le monde, ou plutôt, n'importe qui, la question à se poser devient alors *comment gouverne-t-on*. Pour Maeckelbergh, donc, les procédures sont primordiales pour comprendre le caractère égalitaire, voire libertaire<sup>32</sup>, de la démocratie au sein des groupes et organisations qu'elle étudie. Cela étant dit, contrairement à ce dont nous avons discuté jusqu'à maintenant, ce dont parle l'anthropologue se situe davantage au niveau pratique (la démocratie comme processus) que philosophique (la démocratie comme potentialité), mais il est néanmoins possible de dresser un parallèle entre les deux : la potentialité s'affirme à travers les pratiques et, inversement, les pratiques trouvent leur fondement dans la capacité de n'importe qui à faire des choses.

La question des pratiques démocratiques, qu'elles soient de l'ordre de la coutume, strictement procédurales ou enchâssées dans les principes d'un groupe, est essentielle à prendre en considération pour saisir le fondement radical de la démocratie. C'est justement à ce niveau qu'une partie de notre analyse des APAQ portera : chercher à comprendre comment la démocratie s'articule dans les pratiques mises en branle par les assemblées de quartier. À travers ces pratiques donc, un ensemble de valeurs sont véhiculées, ce sur quoi nous nous pencherons maintenant à l'aide d'exemples.

Plusieurs recherches sur la démocratie au sein de groupes et mouvements sociaux mettent l'accent sur la notion de préfiguration, c'est-à-dire la mise en application des valeurs et principes promus par un groupe (ou autre) dans ses pratiques, ses actions, ses stratégies, ses tactiques, etc. Francesca Polletta écrit ainsi au sujet de certains mouvements sociaux états-uniens du 20<sup>e</sup> siècle : « There was certainly a

---

Pour de plus amples informations, voir Peter Gelderloos (2006), *Consensus. A New Handbook for Grassroots Social, Political, and Environmental Groups*, Tucson, Sea Sharp Press.

<sup>32</sup> L'auteure note l'influence anarchiste des modes d'organisation, des tactiques et des stratégies au sein de certains groupes altermondialistes. Voir tout particulièrement les pages 85-88 de son ouvrage *The Will of the Many* (2009). Voir aussi David Graeber (2002), « The New Anarchists », *New Left Review*, n. 13, pp. 61-73 ; David Graeber et Andrej Grubacic (2004), « Anarchism, Or the Revolutionary Movement of the Twenty-first Century », *The Anarchist Library*, disponible à l'adresse <http://theanarchistlibrary.org/library/andrej-grubacic-david-graeber-anarchism-or-the-revolutionary-movement-of-the-twenty-first-centu> ; Barbara Epstein (2001), « Anarchism and the Anti-Globalization Movement », *Monthly Review*, vol. 54, n. 4, pp. 1-14.

prefigurative, utopian dimension to participatory democracy as an organizational process, a sense that building a democratic movement in the here and now would lay the groundwork for a radically egalitarian society » (2002 : 205). Conséquemment, les pratiques démocratiques trouvent leur sens à travers leur objectif d'assurer un espace égalitaire pour les gens qui y participent. Bien qu'à eux seuls, les mécanismes, outils et pratiques utilisés afin de créer davantage d'égalité entre les participant.e.s ne soient pas une formule magique pour un monde égalitaire, ils permettent tout de même certains avantages (mais aussi des inconvénients) selon plusieurs, ce que nous verrons en détail lors de notre discussion sur les APAQ.

Parmi ces pratiques, la prise de décision consensuelle est généralement évoquée dans les milieux antiautoritaires comme une manière de garantir un équilibre entre la diversité des points de vue et la nécessité de prendre des décisions tout en évitant le plus possible la création de clivages (Graeber, 2005 : 55). Par ailleurs, on retrouve aussi fréquemment des mécanismes comme ceux de l'alternance homme et femme des tours de parole, de donner priorité aux gens qui ne se sont pas ou moins exprimés et, enfin, la rotation des rôles et des tâches. Ce type de pratiques fait dire à Marianne Maeckelbergh que la politique préfigurative peut être stratégique ; elle affirme ainsi à propos de certaines organisations altermondialistes :

The tactics they use, horizontal decision-making that allows for diverse outcomes, is organized based on the goal of replacing contemporary political structures with horizontal and diverse political structures that are more inclusive. The aim of developing these new structures is to slowly make the state and multilateral organizations obsolete (2011a : 14).

Cela étant dit, le potentiel radical des pratiques démocratiques n'est pas nécessairement présent partout où elles se retrouvent. Nous aurons l'opportunité de relativiser la portée radicale de la démocratie dans les chapitres portant spécifiquement sur les APAQ. Mais il demeure important d'insister sur ce potentiel et de voir en quoi il est porteur d'égalité et de liberté.



Nous avons déjà mentionné brièvement l'influence de l'anarchisme dans l'utilisation de pratiques démocratiques. Les principes de liberté, d'égalité et de solidarité qui lui sont généralement associés depuis le 19<sup>e</sup> siècle se retrouvent encore aujourd'hui dans divers groupes de tradition libertaire<sup>33</sup>. Historiquement, on retrouve cette tradition libertaire à travers le mouvement anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire depuis les années 1860 (Schmidt et van der Walt, 2009), les événements et organisations entourant Mai 68 (Maeckelbergh, 2011b; Zibechi, 2008), le mouvement zapatiste au Mexique (Graeber, 2005 ; Zibechi, 2012), divers cas d'assemblées de quartier à travers le monde<sup>34</sup>, le mouvement altermondialiste (Epstein, 2001 ; Graeber, 2002), le mouvement des indigné.e.s en Espagne et ailleurs en Europe (Sitrin et Azzellini, 2014), ainsi que celui d'*Occupy*, aux États-Unis surtout, mais aussi dans d'innombrables autres villes à travers le monde (Bray, 2013 ; Graeber, 2014).

Irène Pereira et Simon Luck affirment d'ailleurs à propos d'organisations anarchistes françaises contemporaines que

les conceptualisations, nées au XIX<sup>e</sup> siècle, de philosophes anarchistes rencontrent encore aujourd'hui l'individualisme et la revendication d'autonomie d'une frange de

---

<sup>33</sup> Bien qu'anarchisme et libertaire soient souvent utilisés comme des synonymes, nous distinguons les deux en ce que le premier est une philosophie politique englobant une série de principes et pratiques tandis que le deuxième est justement l'un de ces principes promus par l'anarchisme et qui renvoie à un positionnement favorable envers la liberté individuelle et collective. Des personnes ou des groupes peuvent se dire libertaires sans pour autant être anarchistes, parce qu'ils et elles rejettent par exemple certaines vues et visées de l'anarchisme. Il est donc possible de parler d'une tradition libertaire dans laquelle nous pouvons inclure l'anarchisme, mais aussi une panoplie de groupes, collectifs et individus non anarchistes qui militent en faveur de la liberté (et aussi souvent pour la justice sociale, l'égalité et la lutte aux oppressions), et ce, d'une manière antiautoritaire et horizontale, et qui peuvent revendiquer diverses étiquettes — féministes radicales, queers, écologistes, etc. — ou aucune.

<sup>34</sup> Depuis quelques années, on note en effet plusieurs cas de création d'assemblées de quartier lors de soulèvements populaires. Outre l'Argentine, on peut mentionner les exemples intéressants de la Grèce depuis 2008 et celui de la Bosnie en 2014. Sur le cas grec, plusieurs textes de l'ouvrage collectif dirigé par Vradis et Dalakoglou (2011), *Revolt and Crisis in Greece. Between a Present Yet to Pass And a Future Still to Come*, Oakland, AK Press/Occupied London, discutent des assemblées de quartier. Sur le cas plus récent de la Bosnie, voir Mate Kapović (2014), « Bosnia and Herzegovina : All powers to the Plenums ? », disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://roarmag.org/2014/02/bosnia-plenums-direct-democracy/>.



la galaxie militante pour laquelle liberté et égalité supposent une redéfinition de la démocratie et un bouleversement radical du système économique et social (2011 : 3).

Dans leur recherche, les auteur.e.s décrivent l'importance de l'organisation horizontale comme instrument favorisant à la fois l'égalité et la participation (*ibid.* : 8). C'est grâce à la souveraineté de l'assemblée comme espace délibératif et décisionnel ainsi qu'à l'utilisation de mécanismes comme le mandat impératif et la révocabilité des délégué.e.s qu'il devient possible de conjuguer principes et pratiques (Luck et Pereira : 11). Suivant cette logique, on peut affirmer que les modes d'organisation démocratiques dans les milieux libertaires sont influencés par les valeurs et principes qui y sont promus. C'est ce que cherche à montrer l'auteur et anarchiste Uri Gordon (2007b) en présentant les trois principales caractéristiques de l'anarchisme contemporain : 1) le rejet et le combat de toutes formes de domination ; 2) l'utilisation de l'action directe en tant que politique préfigurative ; 3) la construction d'alternatives dans le respect de la diversité. Il n'est donc pas surprenant de retrouver dans ces milieux des pratiques radicalement démocratiques – fondées sur la promotion du respect mutuel, de l'égalité et de l'autonomie individuelle et collective. Des caractéristiques similaires ont été observées dans les réseaux libertaires du Québec, à savoir qu'ils ont recours à l'action directe pour atteindre leurs objectifs, qu'ils adoptent des modes de fonctionnement non hiérarchiques et, finalement, qu'ils offrent une critique des rapports de domination tout en apportant ou en suggérant des alternatives (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton, 2012 : 146-149). Nous discuterons dans les chapitres suivants de la présence d'anarchistes dans les APAQ ainsi que de quelques débats qui ont eu lieu au sujet des principes et pratiques promus par l'anarchisme.

Mais outre les organisations libertaires<sup>35</sup>, contemporaines et anciennes, où retrouve-t-on la démocratie et pourquoi ? Pour répondre à ce questionnement, nous devons

---

<sup>35</sup> Suivant les précisions de la dernière note, nous incluons ici de manière assez large les groupes, collectifs et autres organisations qui se rapprochent d'une manière ou d'une autre des principes

chercher les conditions favorables à sa venue. D'abord, elle requiert une tendance vers l'égalité, ou comme l'affirme Rancière, d'une présupposition de l'égalité (1998 : 83-84). En ce sens, la démocratie est incompatible avec un système économique comme le capitalisme dans la mesure où la concentration et les écarts de richesses se traduisent inévitablement en inégalités politiques (Townshend, 2009 : 70-71). Elle ne peut pas non plus prendre place dans le cadre d'un système politique hiérarchique et coercitif, d'où la métaphore de Graeber sur l'impossible mariage entre la démocratie et l'État (2005 : 83). Miguel Abensour (2004) pousse l'argument encore plus loin en affirmant, à partir d'une analyse des textes du jeune Marx – 1844 et avant –, que la démocratie n'est possible qu'avec la disparition de l'État, bref, suite à une lutte de la démocratie contre l'État. Pour lutter contre l'État, Abensour met de l'avant l'idée de « démocratie insurgente » ; il entend par là « [u]ne institution du social orientée vers la non-domination qui s'invente en permanence pour mieux persévérer dans son être et défaire les contre-mouvements qui menacent de l'anéantir et de faire retour à un état de domination » (2007 : 186). L'auteur donne en exemple la Révolution française où le peuple a pendant dix ans (1789-1799) dû se battre à la fois contre l'État de l'Ancien Régime et le nouvel État (le « gouvernement révolutionnaire ») afin de faire valoir un modèle politique qui rejette la domination (*ibid.* : 186-187). La démocratie

---

anarchistes. L'étiquette d'anarchiste peut par exemple être rejetée pour des raisons stratégiques considérant sa mauvaise réputation pour (encore) beaucoup de gens. Dans le monde anglo-saxon, il est courant de distinguer deux tendances d'anarchistes contemporains, soit le « small-a anarchist » et le « capital-A anarchist ». Ce dernier fait référence à un anarchisme plus rigide, voire dogmatique, et s'accompagne généralement de qualificatifs (anarcho-communisme, anarcho-individualisme, anarchisme insurrectionnaliste, etc.). Contrairement à celui-ci, le « small-a anarchist » renvoie aux militant.e.s anarchistes qui s'engagent au sein de groupes ou organisations qui ne sont pas nécessairement anarchistes, mais qui partagent tout de même un ensemble de principes s'y rapprochant (antiautoritaire, décentralisation, (pro)féministe, etc.). C'est à cette dernière catégorie que nous faisons ici référence. Voir à ce sujet, David Graeber (2014), *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux, pp. 178-179. À propos des « small-a anarchists » au Québec, voir le texte de Nicolas Delisle-L'Heureux et Rachel Sarasin (2013) « La fourmière anti-autoritaire » et, plus globalement, l'ensemble de l'ouvrage collectif dont il est issu, Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.) (2013), *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux.

n'est pas ici comprise comme un régime, mais comme une action en constante évolution et en recherche d'égalité et de liberté.

Ensuite, la démocratie nécessite une tendance vers la liberté. Le désir de liberté politique implique d'une part un refus de la domination et, d'autre part, de favoriser la participation politique (Breaugh, 2007 : 12). Cela suppose évidemment que personne ne doit être forcé de participer ; la décision de joindre ou de quitter un espace démocratique est un acte volontaire, bien que certaines situations puissent entraîner l'exclusion d'une personne. À l'intérieur d'un tel espace, l'organisation horizontale favorise la création de relations et d'interactions libertaires, c'est-à-dire exemptent le plus possible d'autorité et de rapports de domination (sexisme, racisme, homophobie, âgisme, etc.) (Sitrin, 2012 : 8-9). La liberté signifie également le respect des autres et de la diversité. Pour Marianne Maeckelbergh, la démocratie devient possible dans la création d'espaces conflictuels (*conflictive spaces*), moins dans le sens négatif de conflits (rivalités, compétitions) que dans la perspective de débats et de propositions d'idées différentes (2009 : 99-100).

Afin de résumer ces conditions favorables à la venue de la démocratie, nous utiliserons l'expression d'*agoraphilie politique* développé par Francis Dupuis-Déri. Elle désigne principalement le préjugé favorable envers la participation du peuple aux affaires communes, de la délibération à la prise de décisions. « Sous l'agoraphilie politique, l'égalité prévaut en principe, parce que chaque membre de la communauté doit pouvoir participer à la délibération à l'agora » (Dupuis-Déri, 2011 : 53). Contrairement à l'agoraphobie politique, qui elle renvoie à la haine de la démocratie et du peuple qui délibère (la politique devrait être l'affaire d'un petit groupe, d'une élite bref, car elle seule est rationnelle et en mesure de prendre des décisions), l'agoraphilie politique signifie la confiance en la capacité de tous et toutes de prendre part au débat, donc d'une forme de potentialité politique. D'ailleurs, selon Dupuis-

Déri, plusieurs exemples permettent de constater l'application des principes de cette tradition politique, des *townships* de la Nouvelle-Angleterre<sup>36</sup> aux squats urbains, en passant par les soviets russes et les kibboutzim en Israël (*ibid.* : 64). On pourrait aussi ajouter à cette liste les associations étudiantes, quoiqu'avec certaines nuances (Ancelovici et Roy-Allard, 2014 ; Delvaux et Sanschagrin, 2012 ; Savard et Tremblay-Cléroux, 2013), les APAQ ainsi que de nombreux autres groupes et collectifs favorisant une prise en charge par le bas des questions politiques, économiques et sociales.

Historiquement, les formes démocratiques d'organisation tendent à ressurgir lors de soulèvements populaires et révolutionnaires. Telle est l'une des thèses présentées par Hannah Arendt dans son essai sur les révolutions : lors de soulèvements, la forme politique que sont les conseils révolutionnaires<sup>37</sup> s'organise en fonction de la participation directe et commune des affaires publiques et autour de l'idée de liberté (2012 : 381; 402). L'organisation de la ville de Paris pendant la Révolution française en témoigne (surtout entre 1789 et 1793) : une multitude d'assemblées démocratiques géraient littéralement plusieurs sections de la ville, encourageant la délibération publique mais aussi la méfiance envers les représentant.e.s (Biehl, 1998; Bookchin, 1992)<sup>38</sup>. Que l'on pense aussi à des épisodes historiques fortement inspirés de l'anarchisme, comme ce fut le cas en Espagne pendant la Guerre civile (1936-1939). Au cours de cette période, une panoplie de communes agraires, d'usines et de syndicats dispersés sur un énorme territoire fonctionnaient selon les principes

---

<sup>36</sup> Pour un regard contemporain de la démocratie des townships de la Nouvelle-Angleterre, voir Frank M. Bryan (2004), *Real Democracy : The New England Town Meeting and how it works*, Chicago, The University of Chicago Press.

<sup>37</sup> Arendt évoque plusieurs exemples de conseils révolutionnaires, mais son étude se concentre tout particulièrement sur les sections parisiennes, les conseils municipaux (*townhall meetings*) de la Nouvelle-Angleterre et les soviets russes, tous issus de leur période (pré-)révolutionnaire respective.

<sup>38</sup> Voir aussi Maurice Genty (1985), « Pratiques et théorie de la démocratie directe : l'exemple des districts parisiens (1789-1790) », *Annales historiques de la Révolution française*, vol. 259, n. 1, pp. 8-24.

anarchistes d'autogestion, de démocratie directe et de fédéralisme (Barclay, 1982 : 99-102).

De manière plus récente, on peut également mentionner l'impressionnante organisation populaire en Argentine suite à la crise économique du début des années 2000. La ville de Buenos Aires, surtout, a vu naître des centaines d'assemblées de quartiers fonctionnant démocratiquement, remplissant ainsi le vide politique créée par la chute successive de gouvernements et où les gens réunis s'organisaient afin de répondre à leurs besoins quotidiens tout en profitant de l'occasion pour délibérer de divers sujets politiques (Naggh, 2004 ; Sitrin : 2012 ; Zibechi, 2004). Nous verrons d'ailleurs brièvement au prochain chapitre en quoi la venue des APAQ a été inspirée par le cas argentin. Autant d'exemples donc – et il pourrait y en avoir beaucoup d'autres – pour illustrer, d'une part, le caractère tantôt spontané des organisations démocratiques (mais où souvent s'étaient forgés des liens de solidarité préalablement) et, d'autre part, leurs affinités avec les principes anarchistes d'égalité, de liberté et de solidarité<sup>39</sup>.

En outre, on pourrait également argumenter en faveur de la présence de la démocratie dans d'innombrables sociétés et communautés encore couramment (et maladroitement) appelées « primitives »<sup>40</sup>. Comme le souligne Graeber, ces exemples ne sont qu'à de rares exceptions associées à la démocratie en raison de l'absence du vote, fonctionnant plutôt sous différentes variantes de consensus (2006 : 136-140).

---

<sup>39</sup> L'anarchisme n'a pas le monopole sur ces principes. Toutefois, réunis ensemble et compris dans leur sens radical, ils forment l'idéologie politique qu'est l'anarchisme. De là, il nous est possible de reconnaître une diversité de pratiques qui s'y rapportent, et ce, sans pour autant qu'elles y soient associées explicitement.

<sup>40</sup> À ce sujet, soulignons les travaux d'anthropologues tels que Harold Barclay et son livre *People Without Government. An Anthropology of Anarchism* (1982), Londres, Kahn & Averill et l'ouvrage collectif dirigé par Marcel Détienné (2003), *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil. Dans les deux cas, il s'agit d'aller puiser chez des peuples souvent méconnus des formes d'organisation sociale et politique originales, parfois radicalement égalitaires et libertaires.

Pourtant, ils sont à maints égards des mises en pratique fortement égalitaires de démocratie.

### *La démocratie comme pouvoir préfiguratif et collectif*

Pour clore ce chapitre théorique, nous discuterons de la démocratie en termes de pouvoir. Contrairement à la conception généralement répandue du pouvoir, compris comme la capacité de contraindre autrui et souvent liée à l'accumulation de richesse monétaire, au statut ou au fait d'occuper certaines positions au sein de l'appareil étatique, il est possible de montrer comment le pouvoir peut prendre place collectivement, de manière horizontale et préfigurative. Il s'agit en effet d'un pouvoir différent de ce à quoi on est habitué de l'associer, d'autant plus qu'il ne prend pas assise sur des postes de « pouvoir » institutionnalisés, mais plutôt à partir de moyens d'actions politiques autonomes. Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, ce sentiment d'empowerment collectif est tout particulièrement présent lorsqu'un groupe d'individus s'organise démocratiquement, tel que c'est le cas des APAQ.

En effet, notre étude des APAQ nous indique que le pouvoir y était relativement décentralisé et non hiérarchique. Dans un cas comme celui-ci, indique Maeckelbergh, le pouvoir ne s'inscrit pas dans un rapport de domination, au contraire, il est positif et constructif et il s'articule en tant que préfiguration et action collective (2009 : 115). L'auteure le nomme aussi pouvoir préfiguratif, car il se forme dans la création de nouveaux espaces, groupes et mouvements politiques luttant pour un monde plus juste et que, ce faisant, il désire détruire et rendre obsolète les dynamiques de pouvoir hiérarchique (*ibid.*).

Il est aussi courant de recourir à l'expression « pouvoir de » pour discuter de groupes et espaces politiques s'organisant horizontalement et de manière autonome. Selon John Holloway, l'objectif de mouvements sociaux comme ceux des zapatistes au Mexique ou des assemblées de quartier en Argentine n'est pas de prendre le pouvoir,



mais de lutter contre les rapports de domination et les injustices, proposant du même coup de nouvelles formes d'organisations politiques, celles-là autodéterminées (2007 : 220). Ces exemples constituent une autre preuve de l'aspect préfiguratif de ce pouvoir : ils ont certes d'abord un aspect négatif, c'est-à-dire de critiques, de dénonciations, mais ils prennent ensuite sens grâce à leur aspect positif de construction d'alternatives, constituant ainsi une sorte de laboratoire politique. Nous verrons plus loin comment les APAQ s'inscrivent précisément dans cette logique, car elles ont pris forme à la fois en dénonçant des injustices (augmentation des frais de scolarité, loi 12, brutalité policière, arrestations de masse, etc.) et en proposant des façons originales de s'organiser politiquement.

Diane Lamoureux pose elle aussi la question en ces termes dans un chapitre sur les liens entre subjectivités politiques et luttes pour les droits politiques. Elle y affirme que prendre

la question du pouvoir non pas sur le mode d'un objet dont on peut s'emparer, mais plutôt sur celui de ce qui circule entre les citoyenNEs et alimente le lien politique, la revendication des droits met au centre du politique la dimension de l'agir concerté plutôt que celle de la domination (2013 : 52).

Avec ces revendications, d'après Lamoureux, il se « [d]éveloppe une conception du "pouvoir de" faire ensemble plutôt que du "pouvoir sur" qui inscrit une distance verticale entre les citoyenNEs et les gouvernantEs » (*ibid.* : 50). Martin Breugh présente une idée similaire à propos des expériences plébéiennes en luttes contre le pouvoir sur, contre l'État, contre la domination :

Elles pointent plutôt vers un type de « pouvoir » qui advient lorsque des hommes [et des femmes] agissent de manière concertée. Ce pouvoir ne s'exerce pas sur autrui, mais surgit avec autrui. L'expérience plébéienne constitue ainsi une réfutation en acte d'une définition du pouvoir le réduisant à la domination et à la violence. Une telle réfutation dégage une voie politique à peine explorée dans notre tradition politique. Cette voie, que nous nommons « communaliste », place le pouvoir en tant qu'agir-en-commun au cœur des affaires humaines (2007 : 315).

C'est donc un pouvoir intrinsèquement lié à l'émancipation dont il est question ici : un pouvoir collectif et antihierarchique, prenant assise sur les idées de liberté et

d'égalité. L'agir-en-commun auquel renvoie Breugh pourrait également faire penser aux concepts d'*empowerment* ou d'autonomisation, c'est-à-dire une reprise de pouvoir par les individus sur leur vie, mais aussi, dans le cas qui nous intéresse ici, sur leurs moyens d'organisation et d'action politique. C'est entre autres le cas des APAQ, où plusieurs personnes nous ont affirmé avoir ressenti davantage de poids politique et de liberté d'action politique qu'avant leur passage au sein de tels espaces.

Dans les APAQ, le fonctionnement horizontal encourageait les initiatives et un certain sentiment de pouvoir collectif. En ce sens, tel que définie par Jacques Rancière, le pouvoir du peuple, ou le pouvoir anarchique, est justement celui qui se retrouve dans les espaces et collectifs politiques démocratiques :

Le pouvoir du peuple, lui est anarchique en son principe, car c'est l'affirmation du pouvoir de n'importe qui, de ceux qui n'ont pas de titre à l'occuper. C'est donc l'affirmation de l'illégitimité dernière de la domination. Ce pouvoir-là ne peut jamais être institutionnalisé. Il peut en revanche être pratiqué, mis en acte par des collectifs politiques. Mais précisément ceux-ci agissent en excès sur la scène publique officielle qui est celle du pouvoir de petites oligarchies exercé au nom du peuple. L'action démocratique fait intervenir des sujets supplémentaires par rapport à la simple figure du citoyen électeur représenté dans l'ordre institutionnel, et ces sujets interviennent dans des lieux qui ne sont pas ceux des pouvoirs exécutifs et représentatifs (la rue, le lieu de travail, l'Ecole, etc.); ils y font entendre d'autres voix, ils y font voir d'autres objets. Donc il y a bien une inscription institutionnelle du « pouvoir du peuple », mais à partir de là il y a opposition entre une logique étatique qui est une logique de restriction de ce pouvoir, de privatisation de la chose publique et une logique politique démocratique qui vise au contraire à étendre ce pouvoir par ses formes propres d'action (2008 : 174).

Cette longue citation soulève plusieurs points importants. D'abord, elle présente l'incompatibilité entre le pouvoir préfiguratif (pouvoir du peuple) et la domination, car cette dernière s'emploie à nier le premier, ou du moins, à le restreindre le plus possible. Ensuite, elle réaffirme le caractère égalitaire de la démocratie, ici comprise dans sa forme d'action en tant que pouvoir. Enfin, en qualifiant d'anarchique le pouvoir du peuple, Rancière ne dit pas qu'il est chaotique ou irrationnel. Au contraire, par cette association, il renverse la conception souvent attribuée à

l'anarchie et au pouvoir du peuple et permet une liaison conceptuelle entre, d'un côté, les collectifs politiques évoluant hors des sphères institutionnelles et, de l'autre, le pouvoir entendu comme un « pouvoir de » faire des choses, sans rapport de domination.

Ce pouvoir collectif prenait forme dans les APAQ à travers la mise en place d'actions et activités diverses telles que des pique-niques, des manifestations, des séances d'éducation populaire, etc., mais aussi et surtout dans la tenue d'assemblées où tout le monde pouvait proposer et entreprendre des initiatives (en autant que celles-ci respectaient les principes adoptés par les APAQ respectives). À ce sujet, Frances Fox Piven nomme « pouvoir interdépendant » le pouvoir qui est enraciné dans les relations sociales (2008 ; 5). Ce pouvoir, argumente Fox Piven, n'est pas concentré au sommet (dans l'État, par exemple) ; il est plutôt diffus et retrouve son potentiel dans la coopération et l'interdépendance des sujets sociaux (*ibid.*). Cette conceptualisation du pouvoir ne va pas sans rappeler le concept de pouvoir de, d'une capacité collective émancipatrice vis-à-vis des rapports de pouvoir hiérarchique. Cela se reflète dans un cas comme le nôtre en observant les mécanismes à l'œuvre pour favoriser la participation politique ainsi que pour diminuer les rapports de domination entre les personnes, ce sur quoi nous reviendrons dans le prochain chapitre.

En somme, prendre la question du pouvoir en termes de potentialité collective et d'agir-en-commun s'avère fort utile pour comprendre les APAQ parce qu'elle nous permet de saisir ce qui s'active dans de telles organisations : un sentiment collectif et égalitaire d'organisation politique, bref, la démocratie.

~ ~ ~

Dans ce chapitre, nous avons exploré le concept de démocratie et d'autres idées sous-jacentes. Cela nous a d'abord permis de préciser et résoudre plusieurs ambiguïtés autour de notions et compréhensions fondamentales pour la suite de ce mémoire. Nous avons en effet montré que la politique se fonde sur la pluralité, l'auto-institution

et la liberté et qu'elle se distingue nécessairement de l'étatisme, de son fonctionnement centralisé et hiérarchique et de sa bureaucratie. Nous aurons la chance d'expliciter ces différentes propositions dans les prochains chapitres, d'illustrer comment les APAQ s'affirment comme des organisations politiques démocratiques et dans quelles limites cela s'articule. Nous pourrons aussi voir comment la démocratie prend place lorsque les idées d'égalité et de liberté sont mises en pratiques dans des organisations et espaces politiques. En s'organisant horizontalement, en utilisant des procédures qui favorisent l'inclusion et la participation et en invitant à la multiplication des initiatives, comme c'est le cas dans les APAQ, nous verrons jusqu'à quel point la démocratie peut est comprise en tant que potentialité, en tant qu'agir-en-commun. Enfin, il nous sera possible de voir dans quelle mesure s'organiser démocratiquement est porteur d'émancipations individuelles et collectives, phénomènes que les institutions politiques officielles (la « démocratie représentative libérale ») ne semblent que rarement offrir, voire qu'elles étouffent.

Finalement, maintenant que nos bases théoriques et conceptuelles sont présentées, nous sommes désormais en mesure d'effectuer l'analyse de nos données. Dans les deux chapitres qui suivront, nous entreprendrons deux tâches principales. Premièrement, interpréter nos données en procédant à des allers-retours entre celles-ci et les idées exposées jusqu'à présent. Deuxièmement, parallèlement à l'interprétation : discuter, nuancer, questionner et réinterpréter les idées, concepts et pratiques de la démocratie à partir de notre étude des APAQ.

## CHAPITRE 3

### GENÈSE, RAISONS D'ÊTRE ET PRATIQUES DES APAQ

Ce chapitre et le suivant présenteront l'analyse de nos données recueillies à partir de notre observation participante, nos entrevues et notre recherche documentaire. Dans ce chapitre, nous prioriserons l'analyse des éléments évènementiels et des pratiques des APAQ afin d'offrir un portrait général tant du contexte politique particulier de l'époque (grève étudiante) que du fonctionnement des assemblées. Pour ce faire, quatre dimensions ou thématiques structureront notre analyse. En premier lieu, nous verrons comment la grève étudiante et ensuite les casseroles ont influencé la venue des APAQ. Cela nous permettra entre autres de voir en quoi le discours entourant leur création faisait directement ou indirectement référence à l'idée de démocratie. En deuxième lieu, nous ferons un tour d'horizon des raisons d'être des APAQ. À la suite de la première section, nous approfondirons l'analyse du *pourquoi* (de la création et de l'existence) des APAQ à travers le prisme de la démocratie. Troisièmement, nous explorerons quelques questionnements et débats ayant eu lieu à propos des structures et du fonctionnement des APAQ. Par la même occasion, nous pourrions relever le caractère conflictuel et pluriel qui façonne les espaces et organisations politiques démocratiques. Quatrièmement, nous verrons brièvement quelques problèmes liés aux rapports de pouvoir au sein des APAQ et, du même coup, nous prendrons acte d'éléments venant complexifier la mise en pratique de la démocratie. En somme, il s'agira avant tout d'un travail d'interprétation, c'est-à-dire de saisir la signification politique des APAQ pour notre compréhension de la démocratie et d'idées qui s'y rattachent à partir du point de vue et de la parole des participant.e.s. S'il sera aussi possible du même souffle d'expliquer certaines dynamiques, par exemple le départ de certaines personnes, ce sera toujours dans l'objectif d'approfondir ce travail

interprétatif quant au sens à donner à la démocratie (l'explication sera donc celle donnée par l'acteur ou l'actrice, ou par la philosophie politique, et non une explication sociologique que pourraient nous offrir les théories sur les mouvements sociaux qui cherchent à expliquer les processus et les mécanismes de l'engagement, des mobilisations, etc.).

### 3.1 De la grève étudiante aux casseroles aux APAQ

Rappelons d'abord rapidement les événements qui ont mené à la création d'assemblées de quartier à Montréal et ailleurs au Québec en 2012 : la grève étudiante dure depuis un long moment déjà (mi-février) lorsque le gouvernement adopte une loi spéciale (projet de loi 78, devenu la loi 12) le 18 mai en espérant mettre un terme au conflit qui l'oppose aux étudiantes et étudiants, ainsi qu'à une frange de plus en plus élargie de la population. Or, la réponse populaire ne se fait pas attendre : dans les jours qui suivent, des milliers de gens sortent à 20h sur leur balcon puis au coin de leur rue pour taper sur des casseroles et protester contre — et même transgresser — cette loi venant entre autres limiter le droit de manifester. Dans différents quartiers, les gens se rencontrent et discutent souvent pour la première fois, créent des liens et imaginent la suite de la contestation qui est désormais plus qu'étudiante. Souvent, ces rassemblements se transforment en manifestation, rejoignant par exemple la Place Émilie Gamelin pour participer aux « manifs nocturnes » qui ont alors lieu : « une manif par soir, jusqu'à la victoire ». Enfin, entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin, plusieurs assemblées populaires voient le jour dans certains quartiers montréalais ainsi qu'à l'extérieur de la métropole.



Il y aurait donc un lien direct entre les casseroles et les APAQ. C'est du moins l'avis de plusieurs personnes que nous avons interrogées. Pour Amy<sup>41</sup>, de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, bien que les rassemblements de casseroles étaient porteurs de solidarité et sans aucun doute populaires à leurs débuts, ils ont tout de même commencé à s'étioler rapidement alors que plusieurs personnes ne désiraient pas pour autant arrêter leur mobilisation. Elle avoue ainsi : « on était tanné de juste taper sur des casseroles, on avait envie de plus, donc on est allé vers une organisation de nos énergies, de notre colère ». Marie, de Rosemont-Petite-Patrie, abonde dans le même sens en affirmant que lorsque les casseroles se sont essouffées, les APAQ sont devenues « un moyen de faire continuer les manifestations, mais d'une autre façon, d'une façon plus concrète ». Mélissa, elle aussi de Rosemont-Petite-Patrie, voit les APAQ comme la suite logique des casseroles : « c'est le deuxième wagon du même train, parce que c'est à partir du moment où les gens se sont connus et reconnus dans les rues, dans leur propre quartier, qu'on pouvait imaginer une APAQ possible ». Elle ajoute par la suite que « sans les casseroles, l'idée aurait pu germer, mais laisse-moi [en] douter ». Deux participant.e.s de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie écriront aussi qu'

au milieu de ce beau tintamarre, les gens dans les quartiers se redécouvrent, un peu surpris de se regarder et de se sourire. Plusieurs développent l'envie de prolonger ce regard, de se parler, de s'organiser, de lutter ensemble. Ainsi naissent, vers la fin du printemps, les Assemblées populaires et autonomes de quartier (Lincourt et Fontaine, 2012 : 6).

Les APAQ sont donc issues d'un contexte particulier, d'une conjoncture favorable à leur apparition (la grève et ensuite les casseroles), d'autant plus que, aux dires de plusieurs, des organisations politiques comme celles-ci n'ont pas existé depuis longtemps au Québec, voire il n'y en a jamais eu<sup>42</sup>. En d'autres termes, les APAQ

---

<sup>41</sup> Les prénoms qui apparaissent sont parfois réels, parfois fictifs, selon le choix des personnes interviewées de demeurer anonymes ou non.

<sup>42</sup> Ce qui pourrait se rapprocher le plus des APAQ dans l'histoire récente du Québec sont les Comités d'action politique (CAP) du début des années 70 à Montréal, sorte d'organes politiques du Front

sont non seulement les produits de l'évolution de la grève étudiante de 2012, mais elles doivent aussi être comprises comme des expériences originales de par leur mode de fonctionnement.

Considérant l'importance des casseroles dans la venue des APAQ, il importe de s'y arrêter quelques instants afin de mieux comprendre la suite des événements. Notons d'abord que l'attitude du gouvernement Charest et, plus précisément, son projet de loi 78, a d'une certaine façon encouragé l'éclosion de nouvelles pratiques collectives. Mathieu Labrie affirme d'ailleurs à ce sujet que

[s]i l'objectif du gouvernement était de désamorcer la tension entre les manifestants et les autorités et mettre fin au conflit, tel que cela a été suggéré dans les médias, l'adoption du projet de loi 78 semble avoir eu l'effet contraire. En effet, le droit d'occuper l'espace public est venu s'ajouter aux autres revendications des manifestants et a motivé davantage de citoyens à descendre dans la rue (2015 : 14).

De son côté, le Collectif de débrayage, dans son essai sur la grève de 2012 *On s'en câlisse*, présente le contexte exceptionnel né des casseroles ainsi :

Il ne fait pas de doute que l'expérience des casseroles entraîne des transformations existentielles considérables, l'espace d'un éclair. Dans cette ambiance absolument inattendue où les rues sont dérobées à la circulation, la subjectivité est prise de plein fouet par un sentiment d'intensification et de densification de la présence, rendant méconnaissables les lieux comme les personnes. On se dirait transporté vers un autre monde, une autre époque, et autre dimension, sortie de sa latence pour actualiser ses potentialités. Cette dimension en puissance compose les mêmes êtres en un autre ensemble, en modifiant la nature de ce qui les relie : plutôt que le lien social, le lien filial ou la relation de travail, ils et elles se rencontrent dans un geste de résistance commun (2013 : 192).

---

d'action politique (FRAP) implantés dans quelques quartiers montréalais, mêlant à la fois pouvoir populaire et politique municipale institutionnelle. Les CAP se rapprochent peut-être des APAQ quant à leur forme populaire et locale, mais ils s'en éloignent incontestablement au niveau de l'autonomie et des rapports avec la politique institutionnelle. Voir à ce sujet, Jean-Pierre Augustin (1979), « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », *Études canadiennes*, vol. 6 ; Jean-François Léonard et Pierre Hamel (1978), « Les groupes populaires dans la dynamique sociopolitique québécoise », *Politique d'aujourd'hui*, n. 7-8 ; Pierre Hamel et Jean-François Léonard (1981), *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Nouvelle optique et ; Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer (1982), *Les mobilisations populaires urbaines*, Montréal, Nouvelle optique.

À en croire ces lignes, les casseroles ont été le théâtre de moments et situations hors du commun, surtout pour des quartiers où la contestation politique est plutôt rarissime. Ces éruptions populaires ont permis d'ouvrir une brèche dans le cours normal des choses, permettant ainsi une réunion des potentialités contestatrices, et ce, même si ce n'était que pour quelques instants. Toutefois, il convient de préciser que les casseroles n'ont pas surgi de nulle part : elles ont été précédées de plusieurs mois de luttes politiques, combinant parfois plusieurs manifestations par jour, blocages et autres actions directes ainsi que diverses activités festives auxquelles les participant.e.s aux casseroles et ensuite aux APAQ n'étaient pas étrangers et étrangères. La nouveauté tient cependant au fait que l'action politique, qui se déroulait jusqu'à ce moment surtout dans le centre-ville (pour le cas de Montréal, du moins) et dans les institutions scolaires, a migré en partie vers différents quartiers résidentiels, permettant ainsi à de nombreuses nouvelles personnes de s'exprimer politiquement, et ce, près de chez elles, dans leur environnement quotidien.

Marie-Lise Drapeau-Bisson, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici notent de leur côté l'accessibilité d'une telle tactique politique en plus de son caractère convivial et communautaire (2014 : 154-155). Comme nous le notions plus tôt à travers les paroles d'une participante à une APAQ, les casseroles ont permis la création de liens entre des gens partageant, d'une part, un ou des buts communs<sup>43</sup> et, d'autre part, un espace géographique précis, le quartier. L'apparition des casseroles a sans aucun doute été un terreau fertile à la poursuite des événements dans différents quartiers. En effet, il est possible d'illustrer cette proposition à partir des tout premiers documents produits par les APAQ.

---

<sup>43</sup> Bien que la raison d'être initiale des casseroles pourrait se résumer à la contestation de la loi spéciale et, de manière plus générale, du gouvernement libéral de Jean Charest, on peut supposer que de nombreuses raisons ont poussé les gens à sortir pour taper sur leur casserole, et ce, tout particulièrement parce que plus le temps avançait plus les gens échangeaient entre eux et partageaient leurs frustrations.

Par exemple, un tract circulant dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à la fin du mois de mai 2012 invitait les gens participant aux casseroles à se réunir plus tôt afin de discuter entre eux, laissant ainsi entrevoir une APAQ-en-devenir :

Depuis l'adoption de la loi 78 [12], le mécontentement de la population a pris la forme de tintamarres se déroulant dans les quartiers de Montréal. On se rencontre entre voisins et voisines, on tape sur nos casseroles et on prend la rue à tous les soirs. Surtout, on tisse de nouveaux liens. Pour apprendre à se connaître plus encore, pourquoi ne pas se rencontrer plus tôt ? Qui sommes-nous ? Que voulons-nous pour le Québec et notre quartier ? Quel avenir désirons-nous ? Assemblée de casseroles, rendez-vous tous les jours (dès le mercredi 30 mai) à 19h, à la place Valois.

À ce moment, les casseroles existaient depuis déjà plusieurs jours. Des liens sont créés, des paroles sont échangées, des réflexions sur la suite des choses surgissent. D'ailleurs, sur le même tract, on retrouvait aussi l'invitation à la première APAQ de ce quartier (3 juin 2012) :

Le conflit social actuel et la loi spéciale (loi 78) nécessitent une réponse collective et communautaire. Nous vous convions donc à une première assemblée populaire de notre quartier ; cet espace de parole sera égalitaire, et par conséquent non-sexiste et non-raciste. Ce sera l'occasion de nous connaître, échanger, discuter et décider collectivement comment notre communauté peut s'engager dans ce conflit, en enracinant la résistance dans notre milieu de vie. [voir annexe A]

Cet appel reprend en fait presque textuellement le texte du tract de la première initiative d'APAQ lancée quelques jours plus tôt dans Rosemont-Petite-Patrie, assemblée qui eut lieu le 26 mai 2012 [voir annexe B]. Suite à celle-ci, une invitation élargie à créer des APAQ dans les quartiers montréalais fût faite par courriels et contacts interposés en y joignant le texte d'invitation utilisé pour cette première occasion, ce pour quoi il est possible de retracer ce court texte à travers différents quartiers, tantôt identique, tantôt légèrement modifié. Au final, tant dans l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie que d'Hochelaga-Maisonneuve l'emphase est mise, d'un côté, sur la nécessité et le potentiel d'un engagement collectif et populaire pour répondre au contexte sociopolitique particulier et, de l'autre, sur la forme que devrait ou

pourrait prendre une telle chose ainsi que sur quelques principes de base – assemblée, populaire, égalitaire, non-sexiste, non-raciste.

Une des personnes derrière l'initiative dans Rosemont-Petite-Patrie ne cache pas qu'un des objectifs en créant l'APAQ était de s'organiser au sein d'une structure totalement horizontale, avec un fonctionnement en comités et une alternance au niveau des rôles et des tâches. L'inspiration principale de ce modèle, les assemblées de quartier d'Argentine du début des années 2000, permettait d'imaginer des espaces politiques où la délibération et l'organisation évoluent (le plus possible) sans hiérarchies, sans secrétariat et autres instances bureaucratiques ou exécutives<sup>44</sup>. Cela étant dit, l'appel à former une assemblée populaire de quartier demeurait relativement ouvert. Même si un ordre du jour prévoyait déjà une plénière et la formation de comités, c'était tout de même aux gens présents de décider ce qu'ils voulaient en faire, de la diriger dans telle ou telle direction, ce qui a, non sans surprendre, provoqué des différends idéologiques et pratiques de toute sorte, thèmes que nous traiterons plus loin.

Fait intéressant, il y a eu dans Rosemont-Petite-Patrie une autre initiative d'assemblée populaire de quartier émanant des casseroles. Jean-François, l'une des personnes à l'origine de cet autre projet, et dont l'appel a été lancé quelques jours à peine après le premier, mais sans que l'un ou l'autre des deux noyaux organisateurs ait conscience de l'existence de l'autre, nous a raconté comment l'idée lui est venue pendant un rassemblement de casseroles :

Après deux minutes, j'ai tout de suite eu un « flash » : ça ne peut pas juste être de taper sur des casseroles [...], il faut créer quelque chose. Je suis allé voir des amis [...], on s'est réuni et on a décidé de partir un organisme ; qu'est-ce que ça allait être, on ne le savait pas, en réaction à la loi 78 ; et donc on s'appelait au départ le

---

<sup>44</sup> Sur les assemblées de quartier d'Argentine, voir Naggh (2004), *Nouvelles de l'assemblée générale du genre humain*, Paris, Belles Lettres et Marina Sitrin (2012), *Everyday revolutions. Horizontalism and autonomy in Argentina*, New York, Zed.

Rassemblement populaire de La Petite-Patrie, on a fait un tract et on l'a affiché un peu partout.

Bien que dans les jours suivants les deux initiatives ont fusionné en une seule, cela montre qu'il émergeait des casseroles un fort désir de s'organiser sur une base locale et surtout d'ouvrir des espaces de parole collective. Le tract que Jean-François et son ami distribuaient à ce moment illustre lui aussi le besoin qui se faisait sentir à l'égard d'espaces de discussions démocratiques et populaires. On pouvait ainsi y lire :

Parce que nous croyons à la liberté d'expression. Parce que nous croyons que le véritable pouvoir appartient au peuple. Parce que nous avons le pouvoir de changer les choses. Parce que tout le monde mérite de se faire entendre. Organisons-nous, redonnons un vrai sens à la démocratie. Créons notre assemblée populaire. [voir annexe C]

De ces quelques phrases ressort un préjugé favorable à la participation politique populaire, sorte d'agoraphilie politique (Dupuis-Déri, 2011). Le stade strictement contestataire des casseroles se voit ainsi dépassé : l'assemblée se pose désormais comme moyen d'organiser concrètement les énergies et de poser des actions au-delà des casseroles.

En effet, comme l'affirme le Collectif de débrayage, mais aussi quelques personnes que nous avons interrogées, l'une des plus importantes limites d'une action comme les casseroles est sa nature cacophonique, rendant tout dialogue presque impossible. En l'espace d'une à deux semaines, c'est à cette limite que les APAQ sont venues répondre. Ainsi, le Collectif de débrayage explique que « la nécessité de construire d'autres espaces où les participants aux casseroles pourraient partager une volonté, élaborer des projets et coordonner une stratégie commune vient donc à l'idée tout naturellement » (2013 : 202).

À ce sujet, outre les deux initiatives dans Rosemont-Petite-Patrie, notons que dans le quartier voisin, Villeray, des « pique-niques rouges » avaient lieu depuis déjà quelques semaines et ressemblaient en certains points à des assemblées de quartier.



Ainsi, dans le compte rendu de l'APAQ de Villera y datant du 9 juin 2012, on peut y lire :

L'Assemblée d'aujourd'hui est née de l'initiative des pique-niques qui avaient lieu depuis deux semaines au parc Jarry. L'idée étant de regrouper les habitant.e.s de Villera y pour partager nos envies, projets, idées d'actions pour le quartier, dans le contexte de la grève étudiante, de la loi 78 [12] et du mouvement des casseroles qui a vu le jour en réaction à cette dernière. Pour s'assurer que l'après-midi se déroule bien, il est proposé quelques principes de base, soit que l'assemblée soit un espace inclusif, non-raciste, non sexiste et non-partisan.

Selon les dires d'Édouard, un participant aux pique-niques rouges et ensuite à l'APAQ de Villera y, l'idée de faire des assemblées plus organisées était latente au sein des pique-niques au parc Jarry. Le nom « APAQ », par contre, a directement été emprunté à celle de Rosemont-Petite-Patrie. En ce qui concerne les autres quartiers, nous n'avons pas d'information nous permettant d'affirmer si des embryons d'assemblées ont pris place avant que des APAQ s'y implantent. Il est cependant possible de supposer que le modèle de l'APAQ a réussi à se propager de la sorte parce qu'il était révélateur pour beaucoup de gens, qu'il correspondait à un certain besoin, de s'organiser et de continuer la lutte autrement.

En somme, que nous enseigne cette analyse événementielle de la naissance des APAQ ? En premier lieu, comme nous l'avons déjà brièvement soulevé plus haut, du discours entourant les casseroles et les APAQ transparait une agoraphilie politique. Les gens évoquent leur capacité à prendre la parole, à discuter d'enjeux politiques, à s'organiser politiquement. Il y a évidemment des individus derrière les initiatives, souvent plus expérimentés, qui ont mis en branle ou aidé à la formation de tels espaces politiques, mais il est aussi vrai que les casseroles et ensuite les APAQ ont été l'occasion pour un grand nombre de personnes de prendre la rue et de se réunir dans les parcs.

En deuxième lieu, il est important de souligner le caractère ouvert, peu défini et en construction des APAQ. Chacune a pris des directions différentes, selon les idées et intérêts promus par les gens présents, selon les préoccupations particulières liées au

quartier, selon le nombre de personnes, etc. Par exemple, les comités variaient d'une APAQ à l'autre : celle de Villeray était la seule à avoir un comité sur un projet de centre social autogéré pour le quartier<sup>45</sup> tandis que celle de Rosemont-Petite-Patrie avait un comité abordant la question de la répression policière, ce qui n'a pas été le cas ailleurs à notre connaissance. De son côté, l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve avait un comité « démocratie et politique » qui veillait à produire des réflexions sur les formes et définitions de la démocratie. D'autres différences entre les APAQ pourraient être mentionnées, comme celles des procédures délibératives et décisionnelles ou encore le rapport vis-à-vis des institutions, autres thèmes que nous aborderons plus loin. Pour l'instant, du moins, nous pouvons affirmer que ces variantes sont entre autres le résultat des personnes qui s'y impliquaient et de leur bagage politique et militant respectif. C'est ainsi que le projet de centre social autogéré dans Villeray provient en grande partie du désir de militant.e.s vivant anciennement dans le quartier Pointe-St-Charles qui étaient proches de militant.e.s associé.e.s au Centre social autogéré (CSA)<sup>46</sup> de ce quartier qu'un projet similaire voit le jour dans Villeray. D'ailleurs, l'APAQ de Villeray a invité des gens du CSA à venir leur partager leur expérience en cours pour ainsi nourrir et enrichir sa propre initiative<sup>47</sup>.

Ce qui frappe également quant à la naissance des APAQ, c'est l'importance accordée à l'horizontalité dans leur processus de création même. Tel que défini par Marianne Maeckelbergh, l'horizontalité renvoie à une absence de hiérarchie et à une

---

<sup>45</sup> Le projet de centre social autogéré était d'abord pris en charge par le comité « action permanente », mais celui-ci a éventuellement changé de nom pour comité « centre social autogéré » lorsque son unique but était de mettre en place un tel projet.

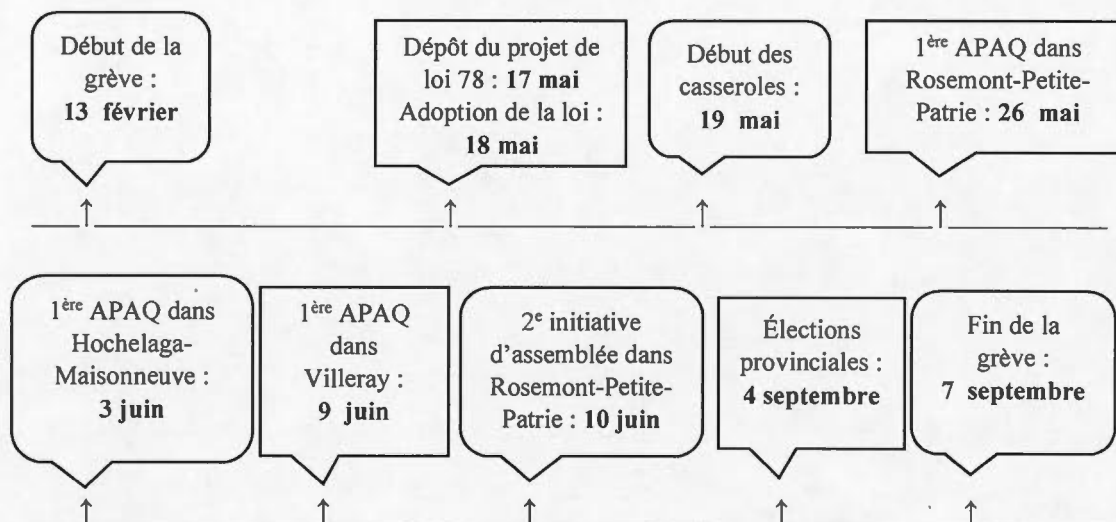
<sup>46</sup> À ce sujet, voir le livre écrit par le collectif La Pointe libertaire, *Bâtiment 7*, Montréal, Écosociété, 2013, qui raconte en détail l'histoire et les stratégies mises en place dans le projet de Centre social autogéré à Pointe-St-Charles.

<sup>47</sup> Le projet n'a finalement pas pris forme concrètement, et ce, pour diverses raisons dont la diminution du nombre de personnes s'impliquant dans les comités, mais aussi et surtout parce que le bâtiment convoité par l'APAQ, une église abandonnée au coin des rues Jarry et Chateaubriand, s'est révélé être un bâtiment classé patrimoine culturel et anciennement utilisé par la communauté haïtienne de Montréal, ce qui a refroidi l'engouement autour du projet.

décentralisation des pouvoirs au sein d'une organisation, autant sous la forme de valeurs que de pratiques (2011a : 10). Dans la formation des APAQ, les principes de base (égalité, inclusion, non-sexisme, non-racisme, etc.) ainsi que les modes organisationnels proposés (assemblée délibérative, rotation de l'animation, comités autonomes dans leurs décisions, etc.) montrent déjà la tendance horizontale qui s'en dégage. Toutefois, l'horizontalisme ne surgit pas de nulle part ni n'est le fruit d'une illumination militante soudaine. Il n'émane pas non plus d'un guide pratique, décrivant étape par étape le « bon » horizontalisme. Au contraire, il est un mélange d'expériences et de savoir-faire militant en provenance de certains milieux politiques. Ainsi, il n'est pas étonnant qu'un tel mode organisationnel ait été mis de l'avant dans les APAQ lorsqu'on constate que bon nombre des personnes aux origines des assemblées de quartiers étaient issues de milieux comme ceux du féminisme radical ou de l'anarchisme, là où l'égalité et l'horizontalisme sont perçus comme des principes fondamentaux. Ce n'est pas sans rappeler les observations de Luck et Pereira sur les organisations anarchistes françaises contemporaines : le fait de s'organiser horizontalement tend à favoriser à la fois l'égalité et la participation entre les personnes (2011 : 3).

Les assemblées de quartier n'ont pas été les seules investies par ce type de militant.e.s puisque d'autres groupes autonomes comme Profs contre la hausse ont été fondés et étaient en partie composés de gens avec de l'expérience dans le mouvement altermondialiste et dans les réseaux libertaires (Le Saux et De Grosbois, 2012 : 30). L'influence organisationnelle d'une partie du mouvement étudiant est elle aussi non négligeable. En effet, nombreux étaient les gens aux APAQ qui supportaient la franche plus combative du mouvement de grève – incluant entre autres la CLASSE ainsi qu'une multitude de groupes et d'associations formels et informels – et les principes d'autonomie, de démocratie et de décentralisation qui y étaient mis de l'avant. Ces principes sont d'ailleurs facilement observables à même les différentes raisons d'être des APAQ.

Figure 3.1 Chronologie de la grève, des casseroles et des APAQ en 2012



### 3.2 Raisons d'être des APAQ

Le tour d'horizon des raisons d'être que nous proposons ici sera l'occasion de faire ressortir les grandes lignes du discours justifiant ces réunions et, par le fait même, de voir en quoi cela nous informe sur les conceptions et orientations politiques des APAQ. À l'instar des casseroles, il est clair que les APAQ se sont formées en appui au mouvement étudiant et, plus particulièrement, en réaction à la loi 12 et aux arrestations qui se faisaient plus fréquentes<sup>48</sup>. Mais outre ces raisons initiales, il est

<sup>48</sup> Sur les arrestations et la répression policière pendant la grève étudiante de 2012, voir Francis Dupuis-Déri et David L'Écuyer (2014), « Printemps de la matraque. Répression et autorépression », dans Ancelovici, Marcos et Francis Dupuis-Déri (dir.), *op. cit.* Voir aussi le rapport produit par un collectif d'auteur.e.s portant spécifiquement sur la question de la répression et de la discrimination politiques lors de cette même grève étudiante : *Répression, discrimination et grève étudiante. Analyses et témoignages* (2013), disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport-2013-repression-discrimination-et-greve-etudiante.pdf>. Pour une analyse plus récente et s'échelonnant sur plusieurs années, voir le plus récent rapport de la Ligue des droits et libertés, *Manifestations et répressions. Points saillants du bilan sur le droit de manifester au Québec*

possible de déceler un ensemble de motifs sous-jacents. Certains de ces motifs, nous le verrons, n'étaient pas nécessairement explicites dès les débuts des APAQ : ils ont pris sens au fur et à mesure que les gens leur donnaient de l'importance.

Le manifeste de l'APAQ de Villeray, lancé en août 2012, est un bon exemple montrant le glissement de la raison d'être initiale vers une ouverture à des enjeux plus larges, englobant des réflexions sur le quartier, la démocratie, la collectivité, etc. :

Nous désirons rendre permanente la mobilisation issue de l'opposition [au projet de loi 78 et du mouvement des casseroles. Nous désirons rassembler le plus de gens possible pour agir ensemble dans un espace inclusif, non-raciste, non-sexiste, non-partisan, indépendant de l'État et non-autoritaire. Nous désirons vivre une expérience collective, instaurer une « vie commune » dans notre quartier basée sur les valeurs de solidarité, de dignité et de respect. Nous désirons vivre une autre démocratie, directe et participative, dans laquelle nous pourrions avoir une réelle emprise sur les décisions importantes qui nous concernent et nous affectent. (*Villeray Clâme*, n.1 [août 2012], p. 3)<sup>49</sup>

Bien que cet extrait de manifeste illustre que les raisons d'être de l'APAQ se soient modifiées de celles du tout début, il ne faudrait guère y voir là une irrégularité puisqu'elles n'ont jamais été fixées précisément et durablement. Et c'est là une caractéristique commune aux APAQ, d'être en évolution constante et permanente, d'aller de l'avant sans connaître parfaitement le chemin ni le point d'arrivée. Au départ, les objectifs explicites sont assez larges et ambitieux, soit de réunir les gens d'un même quartier pour délibérer de divers enjeux, d'instaurer une vie commune et collective, de vivre dans une démocratie véritable, etc. Par contre, la façon dont ils devraient être atteints est assez claire. La série de principes et valeurs est évocatrice d'une forme préfigurative d'action politique : solidarité, dignité, respect, inclusif, non-raciste, non-sexiste, non-partisan, indépendant de l'État, non-autoritaire. Au final, si les objectifs sont vastes, la forme pour les atteindre, quant à elle, l'est moins. Les moyens deviennent en quelque sorte les fins, ce qui rappelle ce que Marianne

---

(2015), disponible à l'adresse suivante : [http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport\\_manifestations\\_repressions\\_ldl.pdf](http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport_manifestations_repressions_ldl.pdf).

<sup>49</sup> Le manifeste en entier se retrouve en annexe.

Maeckelbergh (2011a) entend par politique préfigurative pour qualifier une telle manière d'entrevoir le changement politique et social, de préfigurer autant que possible l'idéal politique à atteindre dans l'immédiat.

L'extrait du manifeste témoigne également de l'agoraphilie politique des APAQ. Les appels à « rassembler le plus de gens possible pour agir ensemble » et à « avoir une réelle emprise sur les décisions importantes qui nous concernent » montrent encore une fois ce préjugé favorable à la participation politique du plus grand nombre (Dupuis-Déri, 2011). L'APAQ se présente ainsi comme une alternative politique permettant la concrétisation d'espaces démocratiques de discussion et d'action. Il n'est pas non plus sans importance qu'on juge pertinent de préciser que l'APAQ est indépendante de l'État et des partis (même si cela sera sujet à débat) et qu'elle désire incarner une autre démocratie. Ces deux éléments, à première vue indépendants l'un de l'autre, sont en fait interdépendants : d'abord, l'autonomie des APAQ vis-à-vis de toutes organisations (incluant l'État) est perçue comme essentielle à son fonctionnement démocratique, c'est-à-dire que les gens s'y impliquant doivent aussi être ceux qui la contrôlent. Ce n'est pas sans rappeler la proposition de Castoriadis pour qui la politique est une activité d'abord collective et qui questionne sans cesse les institutions existantes (2010 : 47). Ensuite, d'après plusieurs personnes ayant participé aux APAQ, l'État et les institutions qui le composent ne sont que très peu, voire pas du tout démocratiques, de là l'importance de créer des lieux où la démocratie s'active véritablement. On remarque donc cette distinction entre étatisme et politique démocratique dont nous discutons au chapitre précédent, deux grandes tendances politiques qui ont marqué l'histoire selon Murray Bookchin.

Les personnes interviewées indiquent elles aussi comment les APAQ sont rapidement devenues des espaces politiques où divers questionnements et réflexions allant au-delà de leur raison d'être de départ ont émergé. De manière générale, il ressort que les APAQ venaient combler un besoin de s'organiser collectivement et de s'exprimer politiquement, choses que plusieurs ont avoué ne pas toujours avoir la possibilité



d'expérimenter en d'autres occasions. Les assemblées, qui avaient lieu chaque semaine ou aux deux semaines ou plus selon les quartiers, commençaient généralement par une plénière (thématique ou non) afin de permettre au plus grand nombre de personnes d'exprimer leurs idées. Cette période pouvait parfois donner lieu à la création d'un comité sur un enjeu particulier ou encore de (re)lancer un débat sur un thème jugé important. Les comptes rendus des assemblées montrent une longue liste d'enjeux discutés, revenant parfois d'une rencontre à l'autre : l'éducation (ainsi que les services sociaux en général), la grève étudiante, la brutalité policière, la démocratie, les partis politiques, les élections et le système électoral, le quartier et la gentrification, la pauvreté, l'accessibilité alimentaire et à un logis, la grève sociale et l'élargissement des luttes, le capitalisme et le néolibéralisme, l'austérité, l'environnement, etc. Plusieurs de ces thèmes ont d'ailleurs été l'objet de séances d'éducation populaire organisées par certaines APAQ dans le but de rejoindre plus largement la population des quartiers.

### *Raisons d'être et pratiques collectives*

De l'expérience même des APAQ a émergé un constat : la capacité pour toutes et tous de faire de la politique, c'est-à-dire de s'occuper des affaires collectives à travers la délibération, l'égalité et la pluralité. Marie, de l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie, lorsque questionnée sur les raisons d'être de l'APAQ, partage ce constat : « Pouvoir prendre la parole et montrer qu'on était là, qu'on était tout aussi capable de réfléchir à des problèmes politiques qu'on essaie de nous faire croire comme étant complexes ». Donc, d'une part, on remarque cette capacité de discuter et de faire de la politique et, d'autre part, une tentative de déprofessionnalisation de la politique, c'est-à-dire non réservée à une classe politique restreinte et privilégiée (Lamoureux, 2013 : 23).

Il est d'ailleurs intéressant de voir ce que les APAQ signifiaient pour certain.e.s plus le temps avançait, et ce, même une fois la grève terminée et la contestation sociale

redevvenue rare. Rappelons que vers la fin de l'été 2012, lorsque la question de la poursuite de la grève se posait en vue de la rentrée scolaire, certaines APAQ se sont mobilisées en appuyant les cégeps de leur quartier. Cependant, certaines personnes ont remis en question la pertinence des APAQ après les élections provinciales du 4 septembre et la défaite du Parti libéral au profit du Parti québécois (ce parti ayant promis pendant la période électorale d'annuler la hausse des frais de scolarité et la loi 12 et d'organiser un sommet sur l'éducation post-secondaire<sup>50</sup>). Jérôme, participant de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve, résume le questionnement politique existentiel qui a surgi quant à la pertinence de continuer ou non :

Les gens se sont dit : l'APAQ a une raison d'être parce qu'on a besoin de cet espace-là pour exister politiquement finalement, ailleurs que juste dans les associations étudiantes, ou dans les élections et dans les syndicats ; on veut avoir une existence politique qui est autonome de ces structures-là, on veut être capable de les critiquer.

À noter qu'il y avait au moment de cette réflexion commune (automne 2012) beaucoup moins de personnes dans les différentes assemblées de quartier – certaines ayant été abandonnées depuis un certain temps déjà – et que seule une poignée d'irréductibles maintenaient les assemblées actives. Il semble donc que plusieurs personnes aient « voté avec leurs pieds », selon la formule consacrée, choisissant de se désengager des APAQ avec la fin de la grève étudiante et du règne du Parti libéral. Les APAQ étaient désormais moins populeuses et peut-être aussi étaient-elles formées en majorité d'individus plus expérimentés politiquement – quoique cela n'est pas démontrable empiriquement par les sources dont nous disposons. Néanmoins, le constat demeure : l'APAQ était à ce moment, pour les personnes qui la faisaient vivre, une manière d'exister politiquement parce que les espaces politiques de ce type sont soit rares ou simplement absents, mais aussi parce que la politique plus

---

<sup>50</sup> Organisé à l'hiver 2013, ce forum, réunissant plusieurs acteurs du milieu de l'éducation et d'ailleurs, a entre autres donné lieu à l'annonce par le gouvernement péquiste d'indexer les frais de scolarité de 3% annuellement. Plusieurs décriront cette décision comme une augmentation déguisée, d'où le slogan étudiant « l'indexation, c'est la hausse éternelle » et les nombreuses « ostie de grosses manif de soir contre la hausse éternelle ».

traditionnelle ne semble ni correspondre ni répondre à leurs attentes d'un engagement politique. Nous avons vu au chapitre précédent la proposition de Rancière selon laquelle le pouvoir du peuple, contrairement au pouvoir étatique et oligarchique, ne peut être institutionnalisé mais seulement pratiqué par des collectifs et groupes politiques (2008 : 174). Les personnes qui ont décidé de continuer à faire vivre les APAQ en tant que lieux politiques non institutionnalisés expriment en quelque sorte cette volonté d'élargir la figure traditionnelle du « citoyen électeur » et de rendre un peu plus permanent le pouvoir du peuple, bien que les APAQ demeurent une tentative relativement modeste à cet égard.

Nous l'avons déjà dit plus tôt, il n'y avait pas de consensus autour de l'idée de continuer ou d'arrêter les APAQ. D'un côté, il y a les personnes comme Amy qui affirme que les « gens qui ont trouvé que les APAQ n'avaient plus leur raison d'être se sont peut-être arrêtés à cet enjeu-là [les frais de scolarité] sans creuser un peu pour voir que c'était juste la pointe de l'iceberg, que c'était soutenu par tout un édifice, qui est le reste de la vie en société » ; ou Dominic, de Villeray, pour qui continuer l'APAQ s'avérait pertinent, voire nécessaire : « on voulait que ça reste quelque chose de permanent parce qu'il y a toujours quelque chose à faire, il y a toujours de la contestation, il y a toujours des raisons de manifester, de s'offusquer, il y a toujours eu des choses à combattre, des causes à défendre ». D'un autre côté, Réal, participant à l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie, affirme qu'une fois la grève étudiante terminée et la loi spéciale abrogée,

le but initial des APAQ n'existait plus ; donc à ce moment-là tu dissous une organisation, son but initial n'était plus utile, mais toutes les APAQ continuaient à vivoter sur des petites luttes affinitaires : hop! on va appuyer la lutte des postiers, même si les postiers ne se battent pas.

Selon Réal, l'APAQ essayait de se maintenir en vie artificiellement en soutenant diverses causes et luttes politiques ici et là. Il est vrai que les APAQ toujours existantes à l'automne 2012 et plus tard s'étaient tournées pour la plupart vers des enjeux plus locaux tels que la gentrification, l'accessibilité alimentaire et la lutte

contre les compteurs intelligents d'Hydro-Québec en tenant respectivement, par exemple, des actions de visibilité contre des projets de condos, en organisant des activités de cuisine collective et en partageant de l'information critique sur les compteurs. En conséquence, il est probable que des gens aient délaissé les assemblées parce qu'elles s'étaient trop éloignées des raisons d'être pour lesquelles ils s'y étaient joints au départ.

Il semble donc que deux interprétations différentes s'opposaient quant à la raison d'être des APAQ, soit (1) que sont des lieux politiques important à conserver, peu importe les activités et les causes qui y sont choisies et qui, de toute manière, sont appelées à se modifier, ou (2) qu'il est essentiel qu'une organisation politique serve un but précis, voire un but révolutionnaire. Étant donné que quelques APAQ ont poursuivi leurs actions au-delà de la grève, on peut supposer que, chez celles-ci, c'est la première conception qui s'est imposée. D'après le discours des gens qui ont continué à s'y impliquer, cela leur permettait d'expérimenter une autre forme de politique et, comme l'exprimait un participant plus haut, d'exister politiquement. De plus, d'autres facteurs comme l'influence du leadership et l'intensification des liens et des réseaux sociaux ont probablement conduit à des redéfinitions de l'identité sociale et collective des participant.e.s en plus d'influer sur le taux de participation dans le temps.

En jetant un coup d'œil aux bilans et autres documents produits par certaines APAQ après plusieurs mois d'existence, il est également possible de voir émerger ce questionnement politique : à quoi sert une APAQ pour les gens qui la composent ? Ainsi, dans le deuxième numéro du journal de l'APAQ de Villeray, publié à l'hiver 2013, soit plusieurs mois après la grève, on peut y lire ceci en guise de préambule :

L'APAQ vise à mettre sur pied des espaces de discussion et d'organisation. Elle s'inscrit dans la foulée des casseroles, des pique-niques rouges et des nombreux gestes de solidarité ayant eu cours dans le quartier pendant la grève étudiante de 2012, qui démontraient une volonté de s'unir face à l'injustice. Ce groupe est un

espace de discussion ouvert à tous et à toutes, inclusif, non raciste, non sexiste, non partisan et égalitaire. (*Villeray Clâme*, n. 2, p. 1).

Près d'un an plus tard, en novembre 2013, lors d'une assemblée faisant suite à plusieurs mois d'inaction de l'APAQ de Villeray, ce court bilan se retrouve dans le compte rendu de la rencontre :

Née avec la mouvance du printemps étudiant, au son des casseroles, dans une volonté de mobilisation des forces vives contre la désappropriation tranquille, pour proposer une incarnation de la démocratie directe. Divers comités avaient été mis en place dans les premiers mois : éducation populaire, journal, Centre Social Autogéré, etc. Plusieurs ont mené des projets à terme, mais tous sont aujourd'hui sur la glace (7 novembre 2013).

Ces deux extraits rappellent donc le lien organique de l'APAQ à la grève étudiante et aux casseroles. Toutefois, on présente l'APAQ comme étant, ou plutôt pouvant être, un espace délibératif et d'actions circonscrit par un ensemble de principes ainsi qu'une incarnation de la démocratie directe. En juxtaposant ces deux énoncés, on voit que la démocratie (mais aussi la mobilisation), pour s'incarner, doit prendre place dans certaines conditions favorables à son émergence.

Au final, notre analyse des raisons d'être des APAQ dans la durée montre d'abord qu'elles n'étaient pas figées, s'orientant en fonction des choix des gens et de leur expérience, tout en étant néanmoins guidées par certains principes fondamentaux. Les fluctuations de nombre de personnes présentes ont probablement elles aussi affecté ces changements, car plus le temps avançait, moins de gens y étaient, ce qui pouvait modifier considérablement les thèmes et activités choisis en assemblées et dans les comités. D'autant plus que plus le nombre de personnes diminuait, plus celles-ci avaient des intérêts en commun et pouvaient s'organiser sur des bases se rapprochant de l'affinitaire. Par exemple, une fois la grève terminée, l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie poursuit ses activités avec plus ou moins les mêmes personnes, ressemblant ainsi à un comité de mobilisation, mais s'éloignant du groupe affinitaire en ce que les réunions sont annoncées publiquement (sur Facebook, notamment).

Ensuite, notre analyse montre que les APAQ apparaissent ainsi comme des « zones d'improvisation démocratiques » (Graeber, 2005 : 72), car elles ont expérimenté la démocratie à la fois hors des institutions étatiques mais aussi en favorisant des expériences diversifiées d'organisation démocratique. En tant que zones d'improvisation démocratiques, les APAQ représentent une forme préfigurative de politique. En effet, faire l'expérimentation de la démocratie nécessite un respect de certains principes (inclusion, autonomie, ouverture d'esprit, égalité, etc.), lesquels sont énoncés dans les différents textes de présentation des APAQ et qui sont souvent compris comme l'assise de l'organisation démocratique. De plus, il est révélateur que plusieurs personnes nous aient parlé des APAQ comme des sortes de laboratoire politique et social où l'on discutait d'idées parfois nouvelles pour certain.e.s (la démocratie par consensus, le fonctionnement par comité, l'anticapitalisme, la gentrification, etc.). Nous donnerons plus loin quelques exemples de l'étonnante diversité idéologique dans les premières semaines des APAQ. En fait, cette diversité apparaissait tout particulièrement lorsque venait le temps de discuter et décider des structures et du fonctionnement général des assemblées.

### 3.3 Fonctionnement et structure des assemblées

Depuis leur début, les APAQ ont été le théâtre de questionnements à l'égard de leurs pratiques collectives et de leurs dynamiques internes, des structures organisationnelles ou des modes de fonctionnement à adopter. Au fond, c'est aussi de la démocratie et de sa mise en pratique qu'il est question. Dans les pages qui suivent, nous ferons état de quelques-uns de ces débats dans le but de voir en quoi ils nous informent sur la manière dont s'activent les pratiques démocratiques – leurs limites, leurs avantages, etc. – et, plus généralement, sur ce qu'elles peuvent nous apprendre sur l'idée même de démocratie et de sa mise en pratique.



Tant dans les pratiques, dans les structures ou dans les relations interpersonnelles, l'idée de s'organiser de manière horizontale s'avère directement liée à la démocratie. Marina Sitrin en a fait un objet d'étude à travers son analyse des assemblées de quartier en Argentine du début des années 2000. Selon elle, l'horizontalisme engage une dimension préfigurative – donc comprise comme un outil et un but, comme un moyen et une fin – dans toutes les facettes de l'organisation et de l'action politique, des relations aux modes décisionnels, en passant par les principes et les valeurs (2012 : 8-9). De plus, Sitrin prend soin de préciser que l'horizontalisme est une idée et une pratique en constant changement (*ongoing process, ever-changing experience*) qui fait de la lutte aux hiérarchies et de la pratique de la démocratie des processus à retravailler continuellement (*ibid.*). Enfin, d'après Luck et Pereira et leur étude de groupes anarchistes français, il devient possible de conjuguer principes et pratiques au sein d'assemblées lorsque certains mécanismes sont mis en place et permettent à la démocratie de s'activer pleinement (2011 : 11).

Nous avons déjà souligné l'importance accordée à l'horizontalité au sein des APAQ. Par exemple, suite à la première APAQ dans le quartier Rosemont-Petite-Patrie, le 26 mai 2012, le compte rendu de l'assemblée se termine sur ces quelques remarques :

L'assemblée ce n'est pas choisi de chef, ni de représentant-e ou de porte-parole. Aucun vote n'a été demandé ni n'a été pris. Pour faciliter un partage de la parole, les tours de parole étaient accordés en priorité aux personnes qui n'avaient pas encore pris la parole.

D'abord, la référence à l'absence de chef, de représentant ou de porte-parole doit être comprise comme une manière de briser tout rapport vertical et hiérarchique pour ainsi placer toutes les personnes sur un pied d'égalité, du moins en principe. Nous verrons plus loin les limites d'une telle approche lorsque mise en pratique. La décision de ne pas voter peut surprendre davantage, surtout que le vote est généralement associée à la démocratie (une personne, un vote). Dans ce cas précis, cette décision tient probablement au fait que cette première assemblée est demeurée un espace davantage délibératif que décisionnel. Les choses se sont modifiées par la suite et plusieurs

débats ont eu lieu quant à la légitimité ou non de prendre des décisions au nom de toutes et tous. En fait, chaque APAQ a adopté des mesures lui étant propres, prenant ici les décisions à majorité simple, là-bas sous forme de consensus, alors que l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie n'a presque jamais pris de décision, laissant les comités s'organiser et agir à leur guise. Le choix de cette dernière a néanmoins fait surgir son lot de critiques chez certain.e.s participant.e.s, comme Réal, qui affirme qu'à « un moment donné il fallait faire des propositions, fallait agir, et ce qui est arrivé et que j'ai considéré comme malsain, une espèce d'angélisme anarchiste, que toutes les opinions sont bonnes et qu'on ne peut pas voter » et donc, toujours selon lui, « on ne votait jamais puisque ça aurait brimé quelqu'un, ce qui n'est pas démocratique, pour moi la démocratie c'est accepter un vote majoritaire ». Ces divergences montrent comment les points de vue sur les procédures et les structures à adopter sont autant liés à des considérations stratégiques qu'à la compréhension même de la démocratie, tantôt comprise comme le vote à majorité, tantôt comme le rejet de tout référent à des éléments de majorité ou de minorité (en ne prenant pas de décision ou en fonctionnant par consensus, par exemple). Ces modes décisionnels ont aussi été appelés à changer et à s'adapter, variant par exemple en fonction du nombre de personnes présentes aux assemblées.

Les débats internes quant aux structures à adopter montrent plusieurs désaccords tant pratiques qu'idéologiques. Tout particulièrement à leur début, les APAQ étaient composées d'un ensemble assez hétéroclite d'individus. En effet, bien que certains facteurs rassemblaient les gens présents – la lutte contre la loi spéciale, la hausse des frais de scolarité et le gouvernement libéral de l'époque –, plusieurs tendances idéologiques s'y sont côtoyées au courant de l'été 2012. On y retrouvait autant des gens adeptes d'idéologies révolutionnaires (anarchistes, marxistes-léninistes, maoïstes, etc.) que des partisans de l'électoralisme et de partis politiques divers (Parti québécois, Québec solidaire, Option nationale, Parti vert). Selon Dominic, de

Villeray, cette diversité avait toutefois certaines limites, car des idées et des façons de faire majoritaires venaient encadrer l'action et le discours de participant.e.s :

À certaines assemblées, il y a des gens qui sont venus et qui étaient pleins de bonne volonté, et c'est une assemblée populaire donc tout le monde est bienvenu, mais ils se sont rendus compte que finalement, comme la majorité des gens qui participaient aux assemblées avait une certaine façon de voir les choses, une certaine philosophie, ceux qui ne rentraient pas dans cette philosophie pouvaient participer, mais ils se retrouvaient un peu isolés.

Cela vient en effet relativiser quelque peu l'ouverture et l'inclusion des APAQ, deux principes difficiles à assurer entre autres en raison du contexte politique et social mouvementé à ce moment (des gens voulaient agir, parfois rapidement, plutôt que de voir à l'intégration et au bien-être de toutes et tous) et du nombre élevé de participant.e.s.

Néanmoins, bien que cette mixité idéologique ait pu mener parfois à d'intenses différends, il est aussi surprenant que des gens autant éloignés politiquement aient réussi à s'organiser sur des bases communes et à développer des projets ensemble. Comme le raconte François, d'Hochelaga-Maisonneuve, il y avait, dès la formation des premiers comités, des compromis entre des adeptes de tendances idéologiques assez éloignés. Par exemple, s'identifiant lui-même à l'anarchisme, il devait composer avec des partisans du Parti québécois au sein du comité Politique et démocratie, dans lequel ces derniers désiraient créer des liens avec les élu.e.s municipaux. Suite à des débats sur la pertinence d'agir ainsi, le comité a finalement décidé qu'il n'appuierait aucun politicien.ne, mais qu'il allait en quelque sorte « surveiller » leur travail en allant notamment au conseil municipal de l'arrondissement. Ces dynamiques sont non négligeables, car elles montrent qu'au sein des comités s'exprimaient des rapports de force qui pouvaient donner lieu à des compromis entre ce qu'on désigne généralement comme des « ennemis politiques ».

Pour revenir au thème des structures et du fonctionnement des assemblées, c'est surtout au niveau des idées et opinions quant aux « meilleures » formes

d'organisation que des conflits ont ressurgi ou même que des personnes ont quitté. À notre connaissance, c'est à l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie que ce débat a été le plus intense. Résumé simplement, disons que d'un côté certaines personnes désiraient formaliser et centraliser les structures (en créant, par exemple, un comité exécutif, ou encore en élisant une présidente ou un président) ainsi que former un réseau inter-APAQ, tandis que d'autres voulaient garder un format horizontal, local et décentralisé, ce qui était la norme depuis le début<sup>51</sup>. Les premières blâmaient les « anarchistes » de ne pas vouloir plus de structures et d'ainsi nuire à l'élargissement de la lutte, alors que les deuxièmes critiquaient les « communistes » de vouloir que l'APAQ soit dotée d'une structure centralisée, modifiant donc sa particularité horizontale. Jean-François, appartenant à ce moment davantage au camp favorisant une centralisation des structures au sein de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, explique comment son départ a été influencé par ce débat : « Moi c'est pas parce que c'était trop radical que j'ai quitté, c'est parce que c'était pas organisé. Ce que j'espérais, c'est que tu as un président qui décide et qui demande aux gens ce qu'ils pensent de ça [...] et on lui donne des mandats ». Réal, de la même APAQ, présente quant à lui ses frustrations à l'égard des refus du projet de création d'une structure pan-APAQ :

Une mouvance anarchiste s'est opposée radicalement à ça, même si on a dit que ce serait pas des gens qui contrôlèrent l'APAQ Rosemont, mais ils ne voulaient pas de ça ; ça aurait été des délégués de l'APAQ qui auraient été là-bas et, en plus, révocables en tout temps [...]. Donc ça, ça n'a pas passé, encore le mouvement anarchiste, qui eux ont dominé en disant « non, non on ne veut pas de centralisation, on ne veut pas être dominé ».

Il convient de préciser que, pour Réal, cette position s'insère dans un contexte stratégique particulier : créer davantage de structures afin de favoriser l'élargissement des luttes politiques en un mouvement de masse prolétarien.

---

<sup>51</sup> Le chapitre de Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici (2014), *op. cit.*, fait brièvement mention de ce débat.

En ce sens, l'Assemblée populaire autonome de Montréal (APAM) fût créée le 9 décembre 2012 entre autres dans le but de réunir les différentes APAQ (bien que n'excluant pas les gens désirant y participer à titre individuel) sous une structure élargie et ainsi se pencher sur des enjeux qui débordent des quartiers respectifs, par exemple le règlement municipal P-6 qui pose des limites au droit de manifester. Dans le tout premier compte rendu de l'APAM, on y lit que « l'APAM se veut un lieu de coopération pour ressusciter la vie des quartiers et s'unir, entre autres avec des comités de travail » tout en précisant ensuite « [q]ue l'APAM n'est pas une instance de coordination, mais bien une assemblée »<sup>52</sup>. Ce qui n'empêchera pas certaines APAQ de refuser de participer à l'APAM. Cette dernière critiquera d'ailleurs la « mentalité “localiste” » des APAQ de Rosemont-Petite-Patrie et de Villieray, car « concentrées sur les activités du quartier » (compte rendu du 3 mars 2013) et « vivant en autarcie » (compte rendu du 23 août 2013). Ces divergences n'empêcheront tout de même pas certaines collaborations, puisque lorsque l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie lança l'initiative d'une manifestation de casseroles critiquant la première année de mandat du Parti québécois, le 4 septembre 2013, l'APAM répondra à l'appel en publicisant massivement l'événement. Enfin, suite à quelques activités et campagnes pendant l'année 2013, et un effort important d'affichage pour annoncer diverses mobilisations, l'APAM n'est plus réellement active depuis le milieu de 2014.

L'autre position, bien que ne s'opposant pas directement et complètement à celle-ci, prône plutôt l'horizontalisme et le localisme, ce qui signifie aussi le rejet ou la méfiance à l'égard de structures élargies. Mélissa, elle aussi de Rosemont-Petite-Patrie, est de cet avis ; elle témoigne d'ailleurs d'une de ces tentatives vers une centralisation des structures : « Y'a eu cette personne qui souhaitait vraiment centraliser, qui trouvait ça épouvantable de fonctionner en comités, qu'on devrait avoir une structure vraiment beaucoup plus hiérarchique avec un leader

---

<sup>52</sup> Les comptes rendus de l'APAM sont disponibles à l'adresse suivante : <http://apa-montreal.info/content/proc%C3%A8s-verbaux>

charismatique ». Toujours selon elle, « il fallait [...] maintenir la structure horizontale parce que c'était un peu le projet initial ». Elle avoue s'être questionnée si favoriser la structure horizontale n'était pas une façon d'imposer cette manière de faire à tout le monde, mais après réflexion, elle juge que c'est ce mode organisationnel qui a été valorisé à l'APAQ à la suite des débats sur les structures. Anne-Marie, de Villeray, indique elle aussi que le projet d'APAM ne correspondait pas aux principes prônés par son APAQ :

On ne voulait pas qu'il y ait une entité qui chapeaute notre quartier, on trouvait que ça ne correspondait pas à la hiérarchie à laquelle on s'opposait. Qu'est-ce qu'on fait si eux se proclament pour ou contre telle chose et que nous ce n'est pas ça [...] On voulait pouvoir conserver cette autonomie et cette liberté-là [...]. Justement, c'est là le autonome, le mot autonome dans APAQ, il est vraiment fort : on veut faire nos propres choses pas parce qu'on s'en fout des autres, mais parce qu'on veut s'assurer de la plus grande indépendance possible, de la plus grande liberté possible.

Bien que ce soit le désir de rester autonome qui refroidissait plusieurs personnes à l'égard du projet d'une pan-APAQ, aux dires de quelque un.e.s, il régnait aussi une certaine confusion autour des buts et du fonctionnement d'une structure comme celle-là. François, une des personnes qui a poussé pour que le projet se concrétise, affirme qu'

on a vu tout plein de craintes un peu bizarres qui sont sorties par rapport à cette instance-là, comme quoi ça allait être un modèle centralisateur, pis que tout allait être « callé » à l'APAM, mais ça, c'est visiblement ceux qui ne sont pas venus aux réunions, car ils auraient vu que ça ne tient pas la route. Mais pour moi c'était logique d'avoir une instance plus formelle de liaison entre les différentes assemblées, pour se solidariser les unes des autres, pis d'avoir des luttes qui dépasse le strict cadre des quartiers, comme par exemple la Ligne 9, le pipeline.

Au final, le problème tenait peut-être davantage au fait que l'autonomie n'était pas comprise de la même manière par tout le monde, d'autant plus que le rôle accordé aux différentes structures (potentielles) variait selon les objectifs que leur prêtaient les gens, et ce, qu'ils soient pour ou contre une structure pan-APAQ.



Mais la question des structures est loin de s'être limitée à deux positionnements opposés (pour ou contre). En effet, elle s'est confrontée tant aux limites qu'aux possibilités jusque-là inconnues par plusieurs à l'égard du fonctionnement démocratique. Ce qui surprend, toutefois, c'est que les limites sont parfois directement liées à de nouvelles manières de concevoir l'organisation politique, celles-là horizontales et démocratiques. Dominic, de l'APAQ de Villeray, explique comment le mode de fonctionnement et les structures sont à la fois porteurs de difficultés et de potentialités :

Au départ, y'avait vraiment une volonté unanime de n'avoir aucune hiérarchie dans l'APAQ, aucune structure rigide et pas de relations d'autorité entre les différents membres [...]. C'est un mode de fonctionnement différent de ce à quoi on est habitué dans les organisations hiérarchiques, ça demande beaucoup de bonne foi des gens et de volontarisme parce que quand les gens s'engagent à faire quelque chose et qu'ils ne le font pas, y'a personne pour dire « ben là ! », y'a pas de conséquences directes ou rapides, du moins. Les APAQ c'était vraiment une expérience de démocratie directe, c'était comme un laboratoire social, à très petite échelle.

L'organisation horizontale et démocratique a certes ses défauts, du moins surtout quand on prend la question à partir de l'efficacité. C'est parfois plus long, plus laborieux, plus désordonné. Cependant, tout dépend du sens donné à la stratégie et à l'efficacité derrière les choix des modes organisationnels. Selon Marianne Maeckelbergh, la question de la stratégie au sein de groupes et mouvements politiques est parfois strictement associée à l'accomplissement d'objectifs prédéfinis qui, par le passé, ont souvent justifié une organisation verticale et hiérarchique afin d'en « diriger » l'avancement (2011a : 5-6). Par contre, pour Maeckelbergh, l'approche préfigurative de l'organisation horizontale et démocratique peut être *en soi* comprise comme stratégique ; la façon de s'organiser devient en quelque sorte une préfiguration de l'objectif à atteindre (*ibid.*). Si on prend la question des structures des APAQ de ce point de vue, peut-être Dominic a-t-il raison d'affirmer qu'il s'agissait là d'un laboratoire politique, faisant des assemblées une manière d'expérimenter concrètement la démocratie, et ce, malgré certaines frustrations

lorsque vient le temps de mesurer l'efficacité de l'engagement politique. Il ajoute ainsi :

Du point de vue de l'efficacité [...] c'est impossible d'arriver à un moment où tout ce qu'on veut faire on le fait, donc on est content d'avoir juste un certain nombre d'activités qui sont organisées, et si on est assez de monde, ça fait qu'y'a des choses qui se font. Mais il faut accepter que des choses qu'on voulait faire ne se fassent pas.

Anne-Marie offre une analyse similaire, affirmant que de s'organiser démocratiquement peut parfois signifier des longueurs et des frustrations, mais qu'

[i]l faut être prêt à accepter ce désavantage-là, de cette forme d'organisation là, de cette forme de gestion là, qui est de l'autogestion, t'sé j'imagine que toutes les formes d'organisation ont des côtés négatifs ; c'est dur d'offrir autant de liberté à tout le monde pis d'être « aussi efficace, rapide et productif », des termes qu'on utilise souvent pour d'autres types d'organisation, mais nous autres aussi on en veut quand même de l'efficacité.

En somme, il s'agit moins de constater les inconvénients propres à la démocratie, mais plutôt de voir comment elle modifie le rapport à l'efficacité (et à la notion de stratégie). Ce rapport se voit chargé d'une conception davantage axée sur le *comment* que sur le *quoi*, c'est-à-dire qu'il préfigure l'objectif visé dans la manière même de l'atteindre. Par exemple, le mode de prise de décision par consensus de certaines APAQ montre que la façon de parvenir à une décision implique un moment délibératif où toute personne a le droit à son opinion et où le résultat final est le produit d'une entente entre les gens présents, ce qui peut parfois prendre du temps.

Dans la même veine, Valérie, participante à l'APAQ de Villers, discute de la question des structures comme une forme de tension constante entre différentes possibilités d'organisation : « Si tu veux que les gens s'impliquent, tu ne peux pas faire quelque chose de trop structuré, de trop formel, de trop hiérarchique, mais si c'est trop vague, où tout le monde est sur le même pied d'égalité, là il y a des guerres de personnalité, des conflits ». Les structures, d'une certaine façon, se retrouvent comme pouvant être autant une source de problèmes que comme la possible solution

à ces mêmes problèmes. Néanmoins, cette tension ne doit pas non plus être interprétée comme une impasse, car, à ce sujet, les APAQ ont su expérimenter des manières de pallier à différentes problématiques en ce qui a trait au déroulement des assemblées et à la participation, évoluant ainsi en tant que zones d'improvisation démocratiques (Graeber, 2005 : 72).

### *Fonctionnement des assemblées*

Parmi les manières de faire visant à favoriser la participation, la division de l'assemblée en comités ou groupes de travail avait plusieurs avantages. Certaines personnes, mal à l'aise en public, ont grandement apprécié le fait de scinder l'assemblée en petits groupes afin de discuter des enjeux abordés par les APAQ. En ce qui concerne les comités, ils ont créé une autre sorte de division au sein des APAQ, celle-là plus affinitaire. En effet, quelques personnes nous ont mentionné que c'est cette structuration en termes d'affinités – une personne pouvait proposer la création d'un comité associé à un thème précis, et il était possible à quiconque intéressé par ce thème de rejoindre le comité – qui a aidé ou permis le regroupement d'individus se retrouvant sur un spectre idéologique relativement étendu. Par exemple, les personnes qui désiraient préparer des fêtes de quartier se regroupaient entre elles, celles qui voulaient discuter des différents modèles de démocratie (et, dans certains cas, préparer des ateliers en ce sens) ou celles qui souhaitaient organiser des activités festives ou des manifestations le faisaient de leur côté. L'assemblée demeurait leur point d'ancrage commun, mais les initiatives, dans la majorité des cas, étaient autonomes et plurielles. En bref, la flexibilité d'un tel modèle horizontal permet, d'une part, la construction d'un espace politique un tant soit peu diversifié et hétérogène (quoiqu'avec le temps les APAQ sont devenues de plus en plus homogènes idéologiquement) et, d'autre part, une multiplication des orientations

politiques et des champs d'action, venant ainsi affirmer le caractère ouvert et pluriel des APAQ.

Outre la division des assemblées en petits groupes, plusieurs APAQ favorisaient la participation en procédant à l'alternance des tours de parole entre les hommes et les femmes ainsi qu'en fonction du nombre d'interventions des individus sur un même sujet (1<sup>er</sup> tour, 2<sup>e</sup> tour). La première mesure vise à pallier la sous-représentation de la parole des femmes, phénomène généralement présent dans de tels espaces politiques, voire dans tous les espaces. Certaines femmes nous ont mentionné que les APAQ faisaient assez bonne figure à cet égard. Une des raisons l'expliquant, toujours selon elles, était la présence d'une forte proportion de femmes avec de l'expérience dans les milieux politiques et militants et avec les caractéristiques correspondantes (ton de la voix, maîtrise d'un langage particulier, facilité à parler en public, etc.). La deuxième mesure, quant à elle, vise à éviter que la parole ne soit monopolisée par les mêmes personnes, en donnant la priorité à celles qui parlent moins souvent. Toutefois, ces deux mesures ne règlent pas tous les problèmes de participation, ni les facteurs structurels encourageant ou décourageant la prise de la parole. De plus, à propos des mesures favorisant l'inclusion, l'APAQ de Villeray a par exemple proposé dès ses débuts de la traduction dans plusieurs langues (anglais, arabe, espagnol, polonais et portugais) afin que les nombreuses personnes du quartier ne parlant pas le français puissent s'y joindre (même si au final peu sont venues). Plusieurs APAQ ont aussi offert des services de garderie dans le but de permettre aux parents d'assister aux assemblées en toute quiétude. À Hochelaga-Maisonneuve, il a aussi été organisé des séances d'accueil pour les personnes nouvelles aux assemblées où, 30 minutes avant leur début, on leur expliquait le fonctionnement général, les principes et les projets de l'APAQ.

Un autre point important lorsqu'il est question de structure, de participation et de démocratie est celui de la prise de décision. À ce sujet, il existe une grande diversité d'opinions quant à savoir quel est le meilleur modèle pour tel ou tel contexte, type de

groupe, nombre de personnes, etc.<sup>53</sup>, et les APAQ n'ont pas échappé à ces débats. Au contraire, certaines d'entre elles ont pendant de longs moments, parfois à plusieurs occasions, délibéré pour décider quel processus décisionnel serait le mieux adapté pour leur groupe.

La question de la prise de décisions n'est pas exclusivement d'ordre procédurier ou pratique. En effet, les délibérations sur cet enjeu ont souvent été liées à des questionnements quant au statut de ces espaces politiques, mais aussi sur ce qu'est ou devrait être la démocratie. Ainsi, dans le compte rendu de la rencontre du 14 juillet de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve, on peut y lire : « Dans une expérience de démocratie directe et dans une optique de critique de la démocratie actuelle, il faut penser à comment on veut prendre les décisions dans nos assemblées ». Finalement, l'assemblée a décidé d'opter pour le vote à majorité simple. Jérôme, membre de cette APAQ à ce moment, explique comment le processus ayant mené à ce choix n'est pas anodin ; il révèle en fait toute l'importance de procéder démocratiquement lorsque vient le moment de trancher sur un mode décisionnel associé à la démocratie, sorte de préfiguration entre le moyen et la fin. Jérôme raconte ainsi :

On a décidé de poser la question aux gens : est-ce qu'on prend des décisions collectives et, si oui, de quelle manière ? Quand tu t'impliques dans une association ou un syndicat, on ne se pose pas cette question-là. Mais dans les APAQ on a décidé de la poser, et je trouve que la réponse était surprenante, c'est-à-dire que les gens décidaient que oui ils voulaient que l'APAQ puisse s'exprimer en tant qu'entité politique et que les décisions allaient être prises à majorité simple ; ça je trouve que ça a été un des débats les plus intéressants, juste l'exercice de se poser cette question-là ce n'est pas futile. [...] Quelque chose comme comment on prend les décisions, pour moi c'est fondamental à l'existence d'un groupe politique et je ne suis pas mécontent qu'on ait pris le temps de le faire.

---

<sup>53</sup> Il existe différentes sources (livres, zines, etc.) qui argumentent en faveur d'un modèle ou d'un autre. Sur la prise de décision par consensus, on notera le livre de Peter Gelderloos (2006), *Consensus. A New Handbook for Grassroots Social, Political, and Environmental Groups*, op. cit. Fervent critique du consensus, Murray Bookchin a quant à lui favorisé la démocratie fonctionnant à la majorité (50+1) à plusieurs moments dans son œuvre. Voir, entre autres, ses ouvrages *Social Ecology and Communalism* (2007), Oakland, AK Press et *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism* (1995), San Francisco, AK Press.

Jérôme compare entre autres cet exercice à celui tenu à l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie où le choix de ne pas prendre de position au nom du groupe a été fait dès les débuts de l'APAQ. Pour lui, c'est un processus, quitte à revenir sur des décisions antérieures. La pratique de la démocratie, ainsi comprise, n'est pas figée dans le temps ; elle s'adapte aux nouvelles situations, aux personnes qui la font vivre et à leurs principes politiques. Comme nous l'avons souligné précédemment, s'organiser horizontalement requiert un processus constant de questionnements, ce qui engage donc parfois des reformulations organisationnelles diverses (Sitrin, 2012 : 8-9).

À l'APAQ de Villeray, par exemple, une discussion a eu lieu en août 2012 à propos du processus délibératif et décisionnel. Il en a résulté un énoncé de principes afin d'orienter la prise de décisions :

Prioriser l'inclusion plutôt que l'efficacité ; être respectueux-euses de la diversité des points de vue ; éviter la personnalisation des discussions ; développer une culture du débat ; préserver le dynamisme des processus collectifs au sein de l'APAQ ; préserver la cohabitation de la curiosité et de la critique (compte rendu du 14 août 2012).

On note d'abord la référence à l'efficacité qui, ici encore, est relativisée en fonction d'un principe apparaissant comme plus important (l'inclusion). Il ressort également de cet énoncé une volonté de garantir la pluralité des opinions à travers le respect, le débat et une ouverture face à la critique. Ce n'est pas sans rappeler l'importance accordée par Marianne Maeckelbergh aux *conflictive spaces* dans son étude de la démocratie au sein de groupes altermondialistes : de la diversité des points de vue viennent de nouvelles idées et de nouvelles façons d'approcher les problèmes et de les régler (2009 : 99-100).

Les nombreux débats sur les structures, mais aussi les mesures prises pour favoriser la participation montrent que les APAQ ne sont pas des espaces politiques uniformes ou homogènes, qu'elles sont constamment en évolution selon les contextes et les personnes qui s'y présentent. La mise en pratique de la démocratie par les APAQ illustre en effet qu'il y a une multiplicité de possibilités de le faire et que ce faisant,



autant les processus (outils, moyens) menant à leur création que l'espace en tant que tel (but, fin) peuvent être démocratiques et horizontaux. Cependant, les APAQ montrent également les limites de la conflictualité à l'intérieur d'une organisation ou d'un espace politique démocratique. En effet, même si de nouvelles idées et façons de faire peuvent émerger de la conflictualité, tant nos entrevues que notre observation participante nous indiquent que les débats sur les structures ont fait fuir des personnes en raison de leur longueur et leur redondance. On pourrait même supposer qu'une surabondance de conflictualité et de diversité idéologique mène dans certains cas à l'éclatement de groupes s'organisant démocratiquement (et non démocratiquement, cela dit). D'ailleurs, nous nous tournerons maintenant vers un de ces éléments illustrant la vulnérabilité de la démocratie ainsi que des réponses possibles lors de telles situations.

### 3.4 Rapports de pouvoir

Pour clore ce chapitre, nous aborderons la question des rapports de pouvoir au sein des APAQ afin de montrer que les espaces et organisations horizontales et démocratiques n'en sont pas à l'abri. Ainsi, nous pourrions non seulement constater que la démocratie est constamment aux prises avec des dynamiques de pouvoir, mais aussi que cela affecte la conception de la démocratie chez les personnes qui en font l'expérience. Deux aspects plus particuliers seront abordés, soit le leadership et les leaders et les formes de résistance aux rapports de pouvoir.

Dans nos entrevues, lorsque nous discutons des rapports de pouvoir au sein des APAQ, la question du leadership et des leaders a fait surface à plusieurs occasions. Pour certaines personnes, le fait que l'influence soit distribuée inégalement dans les assemblées est perçu négativement, surtout dans un espace ou groupe politique à prétention démocratique. Par exemple, Véronique, de Rosemont-Petite-Patrie, explique que même si les leaders tendent à surgir de manière naturelle dans une

organisation comme les APAQ, la démocratie devrait signifier une absence de leader. Il est sans doute vrai que des leaders ont occupé des positions (formelles ou informelles) leur permettant d'influencer davantage, tout particulièrement les gens responsables d'organiser et préparer les assemblées (généralement via le comité suivi)<sup>54</sup>. Il en a résulté un certain déséquilibre entre les participant.e.s et, du même coup, des rapports de pouvoir liés aux capacités d'influencer de chacun.e.

De manière générale, ces capacités d'influence pouvaient se manifester de diverses manières, par exemple, les sujets soumis à discussion en assemblée ou la direction prise par un comité. Aussi, elles pouvaient être liées à plusieurs compétences particulières comme la connaissance des enjeux, des acteurs et d'un vocabulaire spécifique, les aptitudes oratoires et organisationnelles, etc. et être implicites ou explicites, souhaités ou non. En ce sens, Dominic nous a dit que « [m]ême s'il n'y a pas de hiérarchies, il y a des leaders, il y a toujours des gens qui sont plus actifs que d'autres et qui vont entraîner les autres et qui vont les motiver ». Il est ainsi peut-être juste d'affirmer que la démocratie s'en retrouve minée – donc que l'égalité entre les participant.e.s est réduite –, mais il est tout aussi juste de relativiser la portée et le rôle du leadership en démocratie.

Pour Marina Sitrin, s'organiser de façon horizontale implique une absence de hiérarchie, mais pas nécessairement une absence de leaders, car il est fort peu probable qu'un groupe ou un espace politique en soit totalement exempt. Le problème avec le leadership, selon elle, tient plutôt aux occasions où il n'est pas identifié collectivement, pouvant ainsi causer confusion et exclusion chez les participant.e.s (2012 : 78). De plus, d'autres auteures affirment que le leadership n'est pas nuisible à la démocratie tant qu'il ne se traduit pas en concentration de pouvoir ou en avantage personnel (Maeckelbergh, 2009 : 119) et qu'il peut même s'avérer bénéfique pour les

---

<sup>54</sup> Nous tenons cette information à la fois de notre propre expérience, de personnes qui ont directement assumé ce rôle que de gens qui l'ont ressenti indirectement. Le texte de Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici (2014), *op. cit.* présente lui aussi cette dynamique au sein des APAQ.

individus et les groupes qui en font l'apprentissage, comme par le développement d'aptitudes propres à la délibération (Polletta, 2002 : 211). Bien que nous ayons trop peu d'information nous permettant de confirmer ces propositions dans le cas précis des APAQ, nous pensons, d'une part, que très rarement le leadership a été associé à une accumulation de pouvoir ou à des privilèges, entre autres parce que des résistances prenaient place pour les contrer (sans oublier que les APAQ sont en partie des lieux immatériels, sans locaux, sans compte de banque, etc., et que les leaders ne peuvent pas en tirer d'avantages en termes de ressources matérielles) ; d'autre part, qu'il a été possible pour plusieurs personnes d'expérimenter les dynamiques d'une assemblée, développant ainsi leur capacité à prendre la parole devant un groupe, à développer un argumentaire mais aussi d'écouter celui des autres, etc.

Les gens que nous avons interrogés et qui ont exercé un rôle de leadership avouent ne pas avoir été toujours à l'aise avec leur rôle. Par contre, l'influence pouvait être atténuée par certains mécanismes, par des résistances collectives venant d'une partie du groupe ou même de luttes pour le leadership entre individus. Au niveau des mécanismes, nous retrouvons l'alternance des positions clés comme celle de l'animation de l'assemblée. Changer de personne responsable de l'animation d'une assemblée à l'autre ne signifie tout de même pas l'éradication des rapports de pouvoir entre la personne volontaire et le reste des gens présents – et encore faudrait-il que tout le monde veuille animer, ce qui n'est manifestement pas le cas. Néanmoins, plusieurs personnes nous ont mentionné que les gens qui animaient faisaient preuve de maturité politique en étant conscients de leur rôle particulier, et ce, surtout dans les premières semaines des APAQ où celles-ci étaient plus populeuses. À ce sujet, François, de l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve, affirme que « [les individus à l'animation] ont usé du petit pouvoir qu'ils avaient de façon vertueuse, c'est-à-dire qu'ils en ont profité pour que les gens se l'approprient ensuite, ils en ont pas profité, ils l'ont juste utilisé pour le bénéfice des gens ». Ainsi, dans le cas qui nous concerne, le fait d'occuper un poste clé ou de leadership ne semble pas systématiquement

associé à une forme de contrôle ou à des avantages personnels. Il y a sans nul doute des rapports de pouvoir qui en découlent – diriger implicitement l'assemblée dans telle ou telle direction, vers une centralisation ou une décentralisation des structures, par exemple –, mais le fonctionnement démocratique ne se retrouve pas complètement miné, d'autant plus que différents facteurs contingents entre en jeu.

À cet égard, la question du nombre est non négligeable. Certaines personnes nous ont mentionné comment les assemblées plus populeuses semblaient moins influencées par les rapports de pouvoir et les leaders. Soit l'influence se voyait diluée au sein du groupe, donc moins perceptible, soit prenaient place des formes de résistance collective à l'encontre de gens qui tentaient de diriger l'assemblée. Comme l'indique Amy, si certain.e.s ont cherché à diriger l'assemblée, en même temps il y avait « [d]es gens qui ont résisté à des personnes qui auraient pu vouloir le faire, sauf que reste qu'il y a des gens qui avaient l'air plus solides, qu'on écoutait plus ou qui avait plus d'influence ». Il y avait également des résistances de ce type à l'intérieur de plus petits groupes, comme dans les comités. Valérie, de l'APAQ Villeray, raconte la réaction de gens d'un comité vis-à-vis d'une personne qui y exerçait un trop grand leadership. Lorsque cette personne donnait des idées, explique Valérie, « il n'y avait pas d'approbation par le reste du groupe, on déviait le sujet, on ne le regardait pas dans les yeux, on lui coupait la parole ». De plus, lorsque venait le temps de décider du moment de la prochaine rencontre et que cette personne ne pouvait pas, les autres insistaient sur la possibilité de lui faire un résumé une fois la rencontre tenue, ce qui donnait l'impression, toujours selon Valérie, d'une préférence à ce qu'elle n'y assiste pas. On peut donc y voir une forme de résistance collective envers les rapports de pouvoir et le leadership. Le fonctionnement démocratique, tel que l'illustre ce cas, demande des ajustements lorsqu'une ou plusieurs personnes s'accaparent plus d'influence que ce que le reste des gens veulent bien leur accorder, comme si la majorité veillait à garantir un minimum d'égalité entre les participant.e.s. C'est en effet ce que nous rapportions au chapitre précédent : pratiquer la démocratie requiert

une tendance vers la liberté, ce qui se traduit à la fois comme un refus de la domination et d'une participation égalitaire entre les personnes (Breugh, 2007 : 12).

Nous avons mentionné plus haut qu'au sein d'espaces et groupes politiques démocratiques, il est primordial que soient apportées des réflexions collectives vis-à-vis des rapports de pouvoir afin d'en atténuer dans la mesure du possible les effets négatifs (Sitrin, 2012 : 78). Dans le cas des APAQ, il n'y a pas eu à notre connaissance énormément de discussions collectives à cet égard, mais plus des prises de conscience individuelles au regard des rôles occupés. Jérôme, d'Hochelaga-Maisonneuve, décrit son impression de cette façon :

On ne peut pas dire qu'il n'y avait pas de rapports de pouvoir entre les différentes personnes qui participaient aux APAQ. Je pense que ce qui était intéressant par contre, mon impression à moi, c'est que les gens qui avaient le plus dans le rapport de pouvoir, la plupart en étaient conscient et travaillaient là-dessus, qu'il y avait une perspective de participation qui était autocritique et qui visait à déconstruire ça en quelque sorte. Mais c'est jamais parfait.

Amy, de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, a sensiblement la même réflexion quant au potentiel de sensibilisation à l'égard des rapports de pouvoir et de l'influence entre les participant.e.s : « On est dans un espace où la plupart des gens sont prêts à réfléchir à ce type de réflexes, de comportements et où techniquement personne non plus ne prend les décisions pour tout le monde ». Elle donne en exemple un moment lors d'une des premières assemblées (donc populeuse) où les problèmes ne se réglaient pas arbitrairement, même si le climat était tendu :

Il y avait une personne qui prenait des photos, et une personne qui a été prise en photo a réagi et a demandé à ce qu'on expulse le photographe. Et la façon dont les gens réagissaient ça a été très intéressant, parce que personne n'a pris de décision, on leur a laissé un peu de temps de s'expliquer entre eux, mais personne n'a dirigé, personne n'a dit « non ils restent, non ils partent », les choses se sont faites toutes seules, pis ça, c'était inhabituel pour moi, mais c'était cool de voir que ça pouvait se passer comme ça.

En somme, la majorité des personnes que nous avons interrogées ont trouvé les dynamiques collectives et interpersonnelles relativement bonnes à l'intérieur des

APAQ, sans trop de relations de pouvoir problématiques (sexisme, racisme, homophobie, etc.).

Il y a tout de même quelques exceptions. Sur la question des structures, notamment, plusieurs personnes ont trouvé qu'une influence plutôt grande était exercée par des anarchistes. D'autres trouvaient au contraire que la dynamique conflictuelle et les rapports de pouvoir à ce sujet provenaient de personnes – celles qui pointaient du doigt les anarchistes – qui voulaient « dénaturer » les APAQ en les centralisant. Cela laisse supposer qu'une certaine course au leadership avait pour but de favoriser telle ou telle direction, que ce soit tant au niveau des structures que des enjeux et thèmes discutés. En tant qu'espaces politiques démocratiques et hétérogènes, les APAQ n'ont ni évolué en vase clos ni dans un vacuum idéologique et conflictuel ; elles ont en effet été traversées par une diversité de dynamiques de pouvoir et de résistance. À ce sujet, Mélissa, de Rosemont-Petite-Patrie et qui a exercé le rôle d'animatrice à plusieurs occasions lors des premières semaines, dont celle de la toute première APAQ le 26 mai, nuance le portrait relativement positif rapporté précédemment à propos des rapports de pouvoir :

C'est pas vrai que c'était une dynamique collective où tout le monde réfléchissait ensemble à amoindrir ces rapports de pouvoir là ; au contraire, c'était un espace où il y avait une lutte d'intérêt pour le contrôle des structures notamment. Donc on est loin d'avoir l'espace pour réfléchir à comment on se comporte entre nous, si ce n'est qu'à l'animation il faut avoir le souci de laisser la parole vraiment à tout le monde.

Il y avait donc un certain manque de réflexion et de discussion collective en la matière, éléments essentiels dans la construction et le maintien d'espaces et groupes politiques horizontaux.

Les APAQ ont aussi pu être victimes d'un certain flou dans les structures, ce qui vient parfois exacerber les relations de pouvoir, tel que l'a montré l'auteure féministe Jo Freeman dans son article « The Tyranny of Structurelessness » (1972). Dans un groupe politique démocratique, une absence de structure n'est pas nécessairement mieux qu'un excès de structure. Selon Freeman, il vaut mieux rendre transparents et



formels les rôles et les fonctions dans le but d'éviter que des leaders apparaissent informellement sans avoir à rendre des comptes. Sur ce thème, Dominic, participant à l'APAQ de Villeray, décrit une des leçons qu'il retire de son expérience dans un espace politique horizontal : « Ma conclusion, c'est qu'en politique il faudrait toujours viser le moins de hiérarchie possible. On doit avoir des structures, mais ça ne doit pas être des hiérarchies ». Réfléchissant à ce qui aurait pu être fait pour améliorer la situation à l'APAQ, il ajoute que « [s]ans créer des structures strictes parce que c'était un peu contre nos principes, on aurait pu mieux définir les choses » et que, nuanciant quelque peu ses propos précédents, « dans la pratique, on peut quand même appeler "démocratie" un système où il y a des structures, une certaine hiérarchie ». Comme quoi la démocratie et l'organisation horizontale ne peuvent prendre place sans un minimum de structures, de réflexivités, de discussions collectives et de prise de conscience sur les rapports de pouvoir au sein d'un groupe.

En somme, l'agoraphilie politique d'organisations et espaces comme les APAQ n'est ni absolue ni parfaite ; elle est parfois remise en question par certains comportements individuels et dynamiques de groupe, mais aussi par des causes plus macros, hors de contrôle par les APAQ. Par exemple, le fait que la plupart du temps seulement une minorité d'individus prenait réellement la parole lors des premières assemblées montre la distance entre, d'un côté, la volonté d'être un espace le plus ouvert et inclusif possible et, de l'autre, un ensemble de facteurs venant limiter l'extension de la participation politique. Parmi ces facteurs, notons le contexte sociopolitique agité du printemps et de l'été 2012, lequel a vu énormément de personnes joindre en même temps des groupes et espaces politiques, ce qui a pu rendre leur inclusion plus difficile et leur participation plus limitée, surtout à moyen et long termes.

~ ~ ~

Finalement, outre d'avoir brossé un tableau du fonctionnement et de l'historique général des APAQ, éléments somme toute essentiels à leur étude, ce chapitre nous permet de nuancer quelques propositions théoriques et conceptuelles concernant la démocratie. D'abord, bien que la démocratie renvoie à une mise en pratique égalitaire et ouverte de la politique, dans les faits, il est possible qu'elle s'éloigne parfois de ses principes de base. À première vue, les APAQ pourraient rappeler la position de Rancière sur la démocratie, qu'elles étaient un regroupement de ceux et celles qui n'ont pas de titre à gouverner. Cependant, même si personne ne pouvait prétendre diriger les APAQ, nous avons vu que des rapports de pouvoir influençaient de diverses manières les orientations des assemblées, que ce soit sous forme de leadership ou de conflit idéologique. Donc, bien qu'aucun titre officiel ne permettait en principe de « gouverner » les APAQ, elles étaient tout de même traversées par des dynamiques structurelles et conjoncturelles exerçant des tensions entre, d'un côté, une démocratie relativement égalitaire et, de l'autre, des dérives possibles remettant en question cette dernière. En somme, une conception purement théorique de la démocratie, la décrivant comme le pouvoir de n'importe qui ou de ceux et celles qui n'ont ni de titre à gouverner ni à être gouverné.e.s, n'est peut-être pas au final le meilleur point de départ pour comprendre des espaces et organisations politiques comme les APAQ dans toute leur complexité. C'est entre autres pourquoi nous insistons autant sur le fait que la démocratie n'est pas statique, que même si une agoraphilie politique et une approche préfigurative d'organisation politique prenaient place dans les APAQ, elle se voit constamment confrontée à des imprévus, des remises en question, des rapports de pouvoir, des remaniements dans les structures, des compromis, etc. Ce chapitre montre donc qu'étudier la démocratie en allant à la rencontre d'organisations et de personnes qui en font l'expérience nous permet de mettre la main sur des nuances et des détails qui en apparence peuvent sembler superficiels, mais qui au final nous indiquent un nombre de difficultés (et des manières pour les résoudre) liées au fait de s'organiser horizontalement dans des

groupes qui rassemblent des gens avec des niveaux d'expérience politique et des orientations idéologiques variées.

## CHAPITRE 4

### LES APAQ ET LA DÉMOCRATIE

Ce chapitre répondra plus directement à notre questionnement initial sur la démocratie radicale, cherchant à saisir à même les APAQ comment s'articulent les débats et les pratiques en lien à la démocratie, en interprétant le discours de participant.e.s et de documents produits en lien avec les assemblées, sans oublier notre propre regard et expérience. Nous explorerons plus spécifiquement quatre facettes des APAQ nous permettant d'interroger le concept de démocratie. Premièrement, nous présenterons la critique de l'étatisme portée par les participant.e.s des APAQ, mais aussi leurs discours et pratiques mettant en lumière une autre manière de comprendre et vivre la politique, celle-là démocratique et horizontale. Deuxièmement, nous aborderons la question du pouvoir afin de montrer comment les APAQ ont permis l'affirmation de pouvoirs collectifs, s'activant en tant qu'agir-en-commun et force émancipatrice. Troisièmement, nous montrerons que la démocratie est étroitement reliée à des processus de subjectivation politique, c'est-à-dire qu'apparaissent chez les participant.e.s aux APAQ de nouvelles manières de se concevoir en tant que sujet social. Finalement, nous traiterons du caractère indéterminé de la démocratie en observant la flexibilité, l'ouverture, le désordre et l'imprévisibilité, mais aussi la stabilité et la continuité liées à la mise en pratique de la démocratie dans les APAQ. À quelques reprises, nous alimenterons la discussion à l'aide d'exemples en provenance d'autres mouvements sociaux faisant usage de pratiques démocratiques.

#### 4.1 Entre critique de l'étatisme et pratique de la démocratie

La vraie démocratie commence ici  
 APAQ Hochelaga-Maisonneuve<sup>55</sup>

Nous avons vu au chapitre II la distinction entre les formes hiérarchisées, centralisées et bureaucratisées du politique – l'*étatisme* d'après Bookchin, la *police* selon Rancière – et les formes démocratiques du politique, la *politique*. Il existe des différences fondamentales entre les deux. L'étatisme est autant caractérisé par certaines institutions (les gouvernements, les partis politiques, les bureaucraties, etc.) que par son mode de gouvernance hautement hiérarchisé, limitant le pouvoir décisionnel à un petit groupe, à une classe politique privilégiée et séparée du reste de la population. À la suite de Rancière, nous parlons d'une *oligarchie libérale* qui garantit, malgré son caractère élitiste, un ensemble de droits et libertés qui, la plupart du temps, ont été gagnés au prix de luttes sociales. La politique démocratique, quant à elle, ne se limite pas aux institutions – en fait, son rapport aux institutions varie d'un cas à l'autre, comme nous le verrons avec les APAQ – et s'inscrit à travers des pratiques égalitaires, horizontales et délibératives.

Les APAQ, mais aussi l'ensemble de la grève étudiante de 2012, ont été marquées par plusieurs débats sur les institutions de nos systèmes politiques contemporains et, sans surprise, sur la démocratie (Lebrun, 2012 ; Dupuis-Déri, à paraître). Pascale Dufour et Louis-Philippe Savoie ont noté que « le conflit étudiant de 2012 a provoqué la construction d'un clivage politique temporaire autour duquel s'articulaient des idées et des intérêts distincts et qui divisait aussi la population en deux camps » (2014 : 9). Ce clivage a été réduit à sa plus simple expression par le gouvernement à l'époque, le PLQ, mais aussi par divers chroniqueurs et chroniqueuses demandant de

---

<sup>55</sup> Tract de l'APAQ invitant à la 4<sup>e</sup> assemblée, soit vers la mi-juillet 2012.

manière rhétorique si la démocratie est l'affaire de la rue (et des manifestations) ou du parlement (et des élections) (Dupuis-Déri, à paraître). En ce sens, Daniel Weinstock (2012) affirme que Jean Charest et le PLQ avaient une conception extrêmement restreinte de la démocratie<sup>56</sup>, la réduisant au simple fait de voter. De leur côté, les étudiants et les étudiantes proposaient des pratiques originales et nécessaires à tout système politique se disant démocratique (désobéissance civile, assemblée, délibération, débat, etc.).

Dufour et Savoie (2014 : 21-23) ajoutent que la grève a modifié le rapport au politique pour de nombreuses personnes qui s'y sont impliquées, que ce soit en consolidant leur critique et leur méfiance envers les institutions ou encore en leur donnant envie de continuer leur engagement politique une fois le conflit terminé (dans un parti politique, un collectif affinitaire, etc.). Selon Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, « la grève a d'ailleurs ouvert d'importants espaces pour vivre la politique autrement, hors du cadre de la politique officielle qui cherche à nous faire croire que la démocratie est dans l'urne électorale » (2014 : 366). C'est donc à la fois la politique et la démocratie qui ont été questionnées. Ces concepts ont pris un sens nouveau pour beaucoup de gens, tout particulièrement lorsque ces derniers ont su les mettre en pratique de manière originale. Que l'on pense à la démocratie étudiante (Ancelovici et Roy-Allard, 2014 ; Nadeau-Dubois, 2013 ; Delvaux et Sanschagrin, 2012) ou aux assemblées de quartier, ce sont plusieurs centaines, voire des milliers de personnes qui ont (re)donné chair à ces concepts fondamentaux de la science politique.

Au sein des APAQ, la critique de l'étatisme se faisait sentir, tout comme la promotion d'une autre forme de politique, celle-là plus démocratique et horizontale. Mais il

---

<sup>56</sup> Dans sa discussion sur le Parti libéral du Québec et sa conception de la démocratie, Weinstock fait explicitement référence à l'économiste Joseph Schumpeter pour qui la démocratie se résume au choix des gouvernements par l'entremise d'élections, légitimant ainsi la présence d'une élite gouvernant au nom du peuple. Voir la section sur la démocratie libérale au chapitre II du présent mémoire.



subsistait tout de même une tension entre les deux, telle qu'illustrée dans le compte rendu de la première assemblée de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, le 26 mai 2012 :

Quelques interventions ont traité de l'importance ou non de prévoir une participation aux audiences du Conseil municipal d'arrondissement ou aux luttes électorales, d'exiger la fin du financement privé des partis politiques, d'exiger un mode de scrutin proportionnel alors que d'autres interventions rappelaient que la « démocratie » ne signifie pas de voter pour élire des chefs, mais plutôt de se rassembler par quartier et de décider par et pour nous-mêmes.

Au final, le fait que les APAQ étaient des organisations politiques clairement définies comme autonomes ne laissait que peu de marge de manœuvre en ce qui concerne leur relation aux institutions politiques officielles. Comme l'explique Édouard, de Villera, en « [s]'assurant de mettre les mots "autonome", "populaire", "non partisan" dans les premiers tracts, c'était stratégique [...], on a pu contrer des tentatives un peu plus partisans ou de se faire instrumentaliser ». Le caractère autonome des APAQ, c'est-à-dire affilié à aucune organisation partisane, syndicale ou communautaire, vient en quelque sorte affaiblir la tension entre étatisme et démocratie, entre partisanerie et autonomie, car dès leur origine les APAQ étaient davantage associées à l'un plus qu'à l'autre. Tel que nous l'avons indiqué au chapitre précédent, cette définition originelle est le reflet de l'expérience militante (anarchisme, féminisme) des individus ayant mis sur pieds les assemblées de quartiers, priorisant certains principes et en rejetant d'autres. De plus, on ne peut passer sous silence l'influence du contexte sociopolitique de la grève sur les APAQ, car la frange la plus active du mouvement, la CLASSE et les collectifs affinitaires, entre autres, misaient sur l'autonomie et le rejet de la partisanerie.

Cela illustre les propos de Marina Sitrin lorsqu'elle affirme que l'autonomie – par rapport à l'État, surtout – est primordiale dans la construction d'espaces politiques démocratiques et horizontaux. Ceux-ci ne visent pas une prise de contrôle de l'État, mais plutôt l'établissement de nouvelles manières de s'organiser collectivement qui, justement, ne reproduisent pas le modèle politique de l'État (Sitrin, 2012 : 6-7). On peut ainsi supposer que si l'autonomie des APAQ vis-à-vis des partis politiques et de

L'État était aussi importante aux yeux de plusieurs participant.e.s, c'est, d'une part, parce que leur création s'est produite en réaction à un parti politique ainsi qu'à des décisions gouvernementales perçues comme illégitimes et antidémocratiques (la loi 12, entre autres)<sup>57</sup> et, d'autre part, pour éviter que l'espace soit constamment aux prises avec des luttes partisans. Par la même occasion, ce modèle politique – l'étatisme – se retrouvait catégorisé négativement, car jugé autoritaire, peu ou aucunement démocratique ou comme bafouant les libertés fondamentales.

Le manifeste de l'APAQ de Villeray illustre en partie ce refus et cette critique vis-à-vis de l'État ainsi que les nouvelles potentialités politiques découvertes grâce à la grève étudiante :

Trop longtemps, nous nous sommes laissé-e-s endormir par les politiciens-nes et les médias qui sont au service des riches et des puissants. Trop longtemps, nous nous sommes laissé-e-s piétiner par ceux et celles qui prétendent gouverner en notre nom mais mettent de l'avant des politiques contraires à nos intérêts [...] Nous sommes outré-e-s par la loi 78 [12] et les autres lois spéciales destinées à nous empêcher de signifier notre refus des politiques qui nous appauvrissent et nous affaiblissent. Nous avons été inspirés par la vigueur des étudiant-e-s qui nous ont montré qu'en s'unissant, nous avons la possibilité de ne plus être impuissant-e-s face à ces affronts. Nous ne voulons plus jamais nous laisser isoler. Nous ne voulons plus jamais nous laisser marcher dessus par ceux et celles qui nous dépossèdent de notre bien collectif et de notre liberté. Réuni-e-s en assemblées populaire autonome dans chacun de nos quartiers, nous joignons nos forces pour défendre nos droits, œuvrer au bien-être collectif et opposer un contre-pouvoir (*Villeray Clâme*, n.1 [août 2012], p. 3).

La critique du modèle politique centralisé et hiérarchisé ouvre ainsi la porte à une affirmation de la politique qui soit collective, émancipatrice, autonome et locale. Dans cette dernière, le rapport au politique est teinté d'agoraphilie (politique) et, dans une certaine mesure, la légitimité et la présence d'une classe politique séparée du reste de la population sont questionnées. Autonomie et démocratie s'entrecoupent donc, ce qui n'est pas sans rappeler les propos de George Katsiaficas sur les

---

<sup>57</sup> On peut aussi supposer que cette réaction s'est matérialisée chez certaines personnes en joignant un autre parti politique, un qui s'opposait aux mesures du Parti libéral du Québec.

mouvements autonomes en Italie et en Allemagne entre les années 1970 et 1990, mais aussi des mouvements féministes aux États-Unis :

[t]he goal of autonomous social movements is the subversion of politics: the decolonization of everyday life and civil society, not the conquest of state power. Based on a politics of the first person and a desire to create direct democracy, these movements oppose the false universality of the control center under whose guise behemoth governments and corporations seek to impose their wills. The subversion of politics would mean more democracy (2001 : 555).

C'est en quelque sorte ce que les APAQ proposaient en assurant l'autonomie autant des assemblées que des comités – non pas d'affronter directement la politique officielle, mais d'être en position de subversion vis-à-vis de ses modes organisationnels et d'étendre l'autonomie là où l'État a tendance à la contrecarrer (aux niveaux individuel, du quartier, de la ville, etc.).

À ce sujet, il est intéressant de noter les changements qu'ont vécu certaines personnes vis-à-vis de concepts comme la politique et la démocratie suite à leur passage dans une APAQ et, de manière plus large, suite à leur implication dans la grève étudiante. Cela dit, ces modifications sont surtout observables chez les individus avec moins d'expérience politique des milieux militants radicaux, là où l'autonomie et la démocratie sont plus répandues. En effet, chez les personnes habituées à ces idées politiques, leur présence dans les APAQ semble avoir été en partie motivée par un désir de diffuser et d'élargir certaines pratiques qu'elles ont connues ailleurs. Quant aux gens avec moins d'expérience, Anne-Marie, participante de l'APAQ de Villeray, montre comment sa pensée vis-à-vis de la démocratie s'est modifiée :

Disons qu'avant [...] la démocratie c'était "on vote" [...] Je savais que ce n'était pas juste ça, mais je n'étais pas capable de me l'expliquer en fait. On se dit vivre dans un système politique démocratique, mais pourquoi on n'est pas dans un système démocratique ? Parce que c'est peu de personnes qui décident de tout.

Elle continue en expliquant que la démocratie signifie désormais pour elle « le pouvoir par le peuple ». Valérie, elle aussi de Villeray, affirme que c'est la grève étudiante qui lui a fait douter des prétentions démocratiques du système politique

étatique actuel et que l'APAQ s'est présentée comme une tout autre manière de comprendre la démocratie : « l'assemblée populaire, c'est un début de démocratie, parce qu'en fait on n'a pas tant de pouvoir, mais au moins notre opinion est prise en compte et on essaye de construire quelque chose ». Dans les deux cas que nous venons de citer, l'APAQ se présente comme une alternative radicalement plus démocratique lorsque comparée à la politique officielle. Non pas limitée au vote tous les quatre ans et aux choix des gouvernements, la politique telle que pratiquée par les APAQ se traduit par une possibilité de participation concrète ainsi que par un sentiment plus grand, entre les participant.e.s, de reconnaissance politique. Cela devient possible entre autres en raison des processus collectifs de délibération et de prise de décision ainsi que par l'organisation d'actions et d'activités prises en charge par les gens eux-mêmes, sans intermédiaires. Même comparativement à la démocratie étudiante, les APAQ sont considérées par plusieurs comme plus horizontales parce qu'elles n'ont pas de noyaux organisateurs (conseil exécutif) qui, au sein des associations étudiantes, contrôlent selon certain.e.s un peu trop les décisions et le déroulement des assemblées. En somme, comme l'affirme Mélissa de Rosemont-Petite-Patrie, les APAQ constituaient une brèche dans les manières habituelles de réfléchir la politique et la démocratie : « on ouvre la possibilité dans la tête des gens [...] que c'est possible de s'organiser sans partis politiques, que faire du politique c'est possible à l'extérieur des organisations officielles ».

### *Les APAQ et les élections*

L'affirmation du caractère démocratique des APAQ en comparaison aux institutions officielles s'est tout particulièrement manifestée au moment des élections provinciales à la fin de l'été 2012, dont le déclenchement a été annoncé le 1<sup>er</sup> août. En effet, les élections, qui pouvaient être perçues par certain.e.s comme la façon de mettre fin au conflit entre les étudiant.e.s et le gouvernement – sorte de « référendum

» sur la question des frais de scolarité et, plus globalement, sur l'héritage du PLQ –, étaient également comprises comme une illustration de l'absence de démocratie dans les régimes étatistes. Le mouvement étudiant lui-même était divisé sur cette question. Comme à leur habitude, la FEUQ et la FECQ avaient annoncé avant même le déclenchement des élections qu'elles appelleraient les « jeunes » à voter, précisant aussi qu'elles tenteraient d'influencer le vote dans les circonscriptions où l'avenir du PLQ était plus incertain<sup>58</sup>. De son côté, la CLASSE ne se prononcera pas directement sur les élections, mais publiera en date du 12 juillet le manifeste « Nous sommes avenir », dans lequel elle défendra la démocratie directe, celle « [q]ui s'exprime dans les assemblées : à l'école, au travail et dans les quartiers » (2012). Elle y critiquera également le jeu électoral en affirmant que la démocratie représentative « [n]e se vit qu'une fois tous les quatre ans et ne sert trop souvent qu'à changer les visages. Élections après élections, les décisions restent les mêmes [...] » (*ibid.*).

Nous avons déjà observé au chapitre II quelques critiques de la « démocratie représentative » : d'une part, les élections sont l'illustration qu'une classe politique professionnelle et privilégiée est aux commandes (Lamoureux, 2013 : 23; Manin, 1995 : 305), limitant l'action politique de la majorité de la population au vote ; d'autre part, les élections et plus précisément le choix de représentant.e.s n'ont historiquement que très peu à voir avec la démocratie, mais plutôt avec des formes aristocratiques et oligarchiques du politique (Graeber, 2005; Rancière, 2005 : 60-61). La démocratie, au contraire, comme nous l'avons vu longuement au chapitre II, renvoie à la prise en charge directe et horizontale des affaires communes.

Les discussions portant sur les élections dans différentes APAQ étaient souvent chargées de méfiance, voire de doute quant à leur caractère prétendument

---

<sup>58</sup> Pour un exemple de cet appel au vote, on notera la lettre ouverte parue le jour des élections et signée par la présidente de la FEUQ de l'époque, Martine Desjardins, où on peut y lire que « la période électorale constitue maintenant une nouvelle opportunité d'expression et d'implication. C'est aussi une occasion rêvée pour mettre fin à un conflit historique ». La lettre est disponible en ligne à l'adresse suivante <http://m.ledevoir.com/politique/quebec/358363/voter-pour-faire-la-difference>.

démocratique. Ainsi, à l'APAQ de St-Henri, après avoir clarifié que l'assemblée ne s'associerait avec aucun parti politique, il a été proposé « [q]u'au moment du déclenchement des élections, l'APAQ fasse circuler un tract indiquant la date de la prochaine assemblée de quartier et présentant l'assemblée comme une façon de promouvoir une instance plus démocratique que le système électoral » (compte rendu du 23 juillet 2012). Un peu plus d'un mois plus tard, cette même APAQ appelait à joindre la manifestation du 16 septembre sous le slogan « Une élection ne fait pas la démocratie ». À l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve, d'intéressants débats ont eu lieu sur la thématique des élections, sur le rôle de l'APAQ à cet égard ainsi que sur la démocratie. Le compte rendu de l'assemblée du 7 août rapporte les propos suivants : « Ce sur quoi on devrait se concentrer n'est pas les élections et leur résultat mais bien le pouvoir qu'on est en train de se donner, le balbutiement de démocratie qu'on est en train de vivre ». Les interventions n'allaient cependant pas toutes en ce sens, certaines soutenant plutôt une réforme du système électoral afin de le rendre plus démocratique (réforme du financement des partis, inclusion d'éléments de proportionnalité, etc.).

À notre connaissance, l'APAQ du Mile-End a fait figure d'exception en encourageant le vote aux élections provinciales en invitant ses membres à distribuer du matériel de mobilisation. Le comité Élections a d'ailleurs produit un tract informatif sur « comment s'enregistrer pour voter » ainsi qu'un questionnaire « amenant une réflexion sur les choix lors du vote » (compte rendu de l'assemblée du 2 août 2012). Son initiative se rapprochait de celle de la FEUQ et de la FECQ, encourageant le vote des « jeunes » pour n'importe quel parti sauf le PLQ. L'APAQ du Mile-End était donc plus nuancée sur la question des élections. Elle sortait en quelque sorte de l'autonomisme rigide vis-à-vis des institutions officielles, ligne qui dominait dans la plupart des APAQ, et affirmait par exemple « que les élections ne règlent pas tout, mais elles ont un impact » (compte rendu de l'assemblée du 9 août). Comme nous n'avons pas d'informations sur les participant.e.s présent.e.s à cette période dans l'APAQ du Mile-End, nous ne pouvons que soumettre des hypothèses ayant mené à



cette distinction, comme son affiliation à d'autres organisations, la moins forte présence de militant.e.s radicaux ou, au contraire, une affluence de personnes pour qui les élections sont des moyens d'action à favoriser.

Mais dans l'ensemble, la défiance envers le système représentatif et étatiste était présente et il importait même de l'entretenir. Ainsi, pour Édouard, de Villeray, « l'APAQ, c'était promouvoir la méfiance de toutes les institutions existantes et c'est pour moi une sorte de contrepouvoir contre les institutions [...], une nouvelle façon de faire de la politique ». Pour certaines personnes donc, ce sentiment de méfiance ne se limitait pas à un refus catégorique envers toute forme de politique. Les expressions « reprise de pouvoir » ou « c'est un début de démocratie », revenant à plusieurs reprises dans nos entrevues, indiquent comment la politique pratiquée par les APAQ représentait une rupture avec la politique officielle, mais comment, du même coup, la méfiance envers une forme de politique pouvait se transformer en espoir en une autre.

### *Tensions entre étatisme et démocratie*

Il est tout de même important de noter qu'un refus de l'étatisme ne signifie pas nécessairement un désintérêt total ou une absence de critique à son égard, bien au contraire. D'ailleurs, des groupes politiques comme les APAQ évoluant à contre-courant de la logique étatiste, et ce tout particulièrement dans un monde où cette dernière fait figure de référence lorsqu'il est question de politique, ne peuvent en faire abstraction ni s'y opposer trop directement, sans quoi ils risqueraient de s'aliéner une grande partie de la population. À ce sujet, autant notre observation que certaines personnes interviewées confirment que des gens ont quitté les APAQ en raison de discours jugés trop radicaux, anticapitalistes notamment. Pendant les assemblées, il était possible de constater des signes d'impatience chez quelques participant.e.s, par exemple lorsqu'une personne se lançait dans une envolée lyrique sur la nécessité d'organiser le prolétariat international ou encore sur le fait de refuser l'accès aux

assemblées aux propriétaires (autant ceux et celles de la boulangerie du coin que ceux et celles d'une multinationale ou d'une banque). Il est à noter toutefois que les discours plus prescriptifs n'ont pas seulement été l'apanage de plus radicaux, mais aussi de gens près de partis politiques, ceux-ci allant parfois jusqu'à appeler l'assemblée à se rallier à tel ou tel parti (le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale, notamment) pour faire tomber le gouvernement.

De nos entrevues, François, d'Hochelaga-Maisonneuve, est celui qui a le mieux exprimé cette délicate position des APAQ, c'est-à-dire de s'affirmer en tant qu'alternative politique tout en demeurant inclusives, de ne pas reproduire les formes étatistes du politique tout en n'apparaissant pas trop radical :

Je dirais qu'il y a un souci d'une part de ne pas être un groupe radical qui fait "*fuck you* le parlement on le brûle" et d'un autre côté de ne pas jouer la *game* institutionnelle. Dans le fond, on est sur une espèce de fil de fer, d'incarner de fait une critique fondamentale du parlementarisme sans appeler les gens à ne pas voter.

Dit autrement, les APAQ ont été l'occasion de « faire vivre aux gens l'expérience de l'anarchie sans parler d'anarchisme »<sup>59</sup>. Nous pouvons confirmer que plusieurs anarchistes se retrouvaient dans les assemblées, ce qui n'est guère surprenant, car les APAQ étaient en quelque sorte une mise en application d'un idéal politique lié aux traditions anarchistes que l'on retrouve au Québec (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton, 2012) : s'organiser localement, démocratiquement et horizontalement dans le but de favoriser la participation politique, la liberté et l'égalité. Mais les APAQ n'étaient pas des organisations anarchistes à proprement parler, même si leur fonctionnement et leurs valeurs véhiculées pourraient en laisser croire autrement. Peut-être serait-il plus approprié de les associer à la tradition antiautoritaire (Delisle-

---

<sup>59</sup> Propos rapporté d'un participant à l'APAQ du Plateau-Mont-Royal dans Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici (2014), *op. cit.*, p. 174. De plus, au sujet de mettre en pratique et véhiculer des principes et valeurs anarchistes sans le déclarer ouvertement, on notera le livre de Mark Bray où celui-ci décrit comment l'organisation et le discours d'Occupy Wall Street étaient anarchisants, et ce, même dans ses interactions avec les médias, sans pourtant y faire directement référence. Voir Mark Bray (2013), *Translating Anarchy. The Anarchism of Occupy Wall Street*, Winchester, Zero Books.

L'Heureux et Sarasin, 2013), mais tout en admettant qu'elles aient été « [i]nitiées par des anarchistes dans le cadre de la grève » et qu'elles prouvent « [q]ue l'anarchie est possible et fait partie du potentiel politique humain » (Bellemare-Caron, Cyr, Dupuis-Déri et Kruzynski, 2013 : 333). Édouard, par exemple, nous a mentionné qu'en tant que sympathisant de l'anarchisme, il n'était « pas là pour créer un mouvement anarchiste, [mais] pour que les gens reprennent contrôle sur leur vie » ; en d'autres termes, il voulait moins s'acharner à défendre une idéologie à coup de débats que de soutenir et d'encourager les gens à s'organiser de manière autonome et égalitaire.

Cela corrobore en quelque sorte l'idée de Rancière selon laquelle les formes politiques démocratiques s'affirment d'abord et avant tout dans une logique de présupposition de l'égalité (1998 : 82-83). Si les assemblées réunissaient des gens – des anarchistes et des féministes, entre autres – pour qui il est fondamental qu'il y ait l'égalité au sein d'espaces politiques, c'est en partie parce que dès leur début elles étaient fondées sur certains principes dont l'égalité entre les participante.s, et que cette dernière ait continué de s'affirmer au fil du temps. Les APAQ illustrent également la tension dont parle Rancière entre démocratie et étatisme (*police*) (*ibid.* : 83-84) : se situant davantage du côté de la première de par leur volonté d'éviter toutes formes politiques centralisée, hiérarchisée et bureaucratisée, il demeure néanmoins que les frontières ne sont pas toujours claires entre les deux. En effet, comme les APAQ étaient à leur début des organisations regroupant une surprenante diversité d'individus, il se pouvait que des idées et des positions idéologiques divergentes s'y affrontent. Ainsi, il était possible que des discours et des pratiques influencés par la politique officielle (étatiste) s'y retrouvent<sup>60</sup>, mais les personnes porteuses de la logique horizontale et démocratique des APAQ reprenaient généralement le dessus, fermant la porte aux initiatives partisans et laissant amers les gens qui espéraient voir dans les assemblées de quartier des véhicules pouvant influencer le jeu électoral.

---

<sup>60</sup> Nous en avons donné quelques exemples au chapitre précédent, tout particulièrement dans les sections sur les structures et les rapports de pouvoir.

Par exemple, à la deuxième assemblée dans Hochelaga-Maisonneuve, soit presque deux mois avant le déclenchement des élections, on rappelait l'importance de « ne pas céder à la tentation de la partisanerie », mais on affirmait du même souffle qu'il serait possible de faire « une vigie des élu.e.s du quartier » tout en faisant « circuler des textes et des informations pour réfléchir sur la et les démocraties » (compte rendu du 16 juin 2012).

En fait, la présence de discours variés, la diversité d'opinions et de modes d'action réaffirment le caractère pluriel (Arendt) et de mise en débats (Bertho) propres à la politique et que la démocratie suppose justement leur coexistence. Cela dit, aux dires de certain.e.s, les APAQ n'ont pas été des modèles parfaits à cet égard, par exemple en laissant parfois des leaders ou des courants politiques s'imposer. On peut même constater que le modèle des APAQ est en soi en projet politique, c'est-à-dire que des personnes travaillent à diffuser un ensemble d'idées et de pratiques, mais aussi à faire en sorte que d'autres ne s'imposent pas. C'est ce qui fait dire à Réal qu'un « courant anarchiste a dominé très vite les APAQ », que celui-ci était animé par une « mentalité anarchiste de l'autogestion » et qu'« il y a même des APAQ, comme je pense à Pointe-St-Charles, où les gens étaient tous des membres d'un collectif anarchiste, donc ce n'était pas une APAQ, c'était un regroupement de ce collectif-là »<sup>61</sup>. Cet exemple montre comment il pouvait être difficile d'orienter les APAQ dans des directions différentes que celles qu'elles s'étaient fixées à leur départ. Il y a donc certaines limites à ce qu'un espace politique soit le lieu d'une grande diversité d'idées et de pratiques. Dit autrement, les idées et pratiques ne peuvent trop s'éloigner des buts et principes mis de l'avant lors de la création d'organisations comme les APAQ sans affecter l'intention ou le projet politique d'origine.

---

<sup>61</sup> Réal renvoie probablement au collectif La Pointe libertaire. Comme nous n'avons ni le nombre de personnes qui s'impliquait dans ce collectif à ce moment ni le nombre de personnes présentes à l'APAQ de Pointe-St-Charles pendant l'été 2012, il nous est impossible de confirmer ou d'infirmier cette affirmation.

Dans un autre registre, les APAQ illustrent aussi la conception de la politique de Bookchin qui, rappelons-le, correspond à « [l]a gestion directe des affaires communautaires par les citoyens dans des institutions démocratiques face à face, surtout dans les assemblées populaires » (Biehl, 1998 : 33). Par contre, il serait faux de prétendre que les APAQ gèrent les affaires communautaires ; dans la plupart des cas, nulle n'en était leur intention, et si ce l'était, elles en étaient très éloignées. Cela dit, elles se rapprochent en certains points des modèles politiques historiques admirés par Bookchin, entre autres parce qu'elles étaient décentralisées et qu'elles fonctionnaient selon une démocratie de face à face. Par la même occasion, elles dénoncent ce que Bookchin entend par systèmes étatistes, ceux qui « [u]surpent l'identité de la démocratie et travestissent les idéaux démocratiques auxquels ils rendent cyniquement hommage lors des appels périodiques à "l'électorat" » (*ibid.* : 32).

Au final, les APAQ ont été un exemple de démocratie radicale là où on est peu habitué d'en retrouver au Québec – à l'échelle des quartiers<sup>62</sup>. La démocratie y prend donc effectivement place hors des institutions politiques officielles, mais elle demeure néanmoins influencée par celles-ci, par exemple lors de moments particuliers comme les élections, qui sont des sujets de débats internes avant leur déclenchement. Bref, elle n'évolue pas en vase clos et est influencée par différents facteurs externes, notamment le discours politique partisan et électoraliste. Enfin, en refusant la logique politique hiérarchique et centralisatrice de l'étatisme et en

---

<sup>62</sup> On pourrait objecter que les expériences de budgets participatifs présents dans quelques villes au Québec et dans certains quartiers montréalais sont en quelque sorte une expression de la démocratie « par le bas ». Toutefois, à la lumière de notre conception de la démocratie, nous croyons que les budgets participatifs s'en éloignent en ce qu'ils ne brisent pas la relation entre représentant.e.s et représenté.e.s, entre gouvernant.e.s et gouverné.e.s. À propos des budgets participatifs à Montréal, notons le travail de Caroline Patsias, Anne Latendresse et Laurence Bherer (2013), « Participatory Democracy, Decentralization and Local Governance: the Montreal Participatory Budget in the light of 'Empowered Participatory Governance' », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n. 6, pp. 2214-2230. Voir aussi, au sujet des budgets participatifs de la ville de Porto Alegre au Brésil, Marion Gret et Yves Sintomer (2002), *Porto Alegre : L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte.



proposant une alternative à celle-ci, les APAQ font ressortir, d'une part, un ensemble de difficultés et limites liées à la pratique de la démocratie radicale, et ce, tout particulièrement dans un contexte où le discours politique ambiant légitime en grande partie l'étatisme et, d'autre part, l'impact sur les individus et leur conception de la politique et de la démocratie suite à une telle expérience.

#### 4.2 Démocratie et pouvoir collectif

« Que veut-on faire du pouvoir que l'on est en train de se réapproprier, ici dans notre quartier ? ». Telle était l'une des interrogations se retrouvant dans le compte rendu de la toute première APAQ dans Hochelaga-Maisonneuve, le 3 juin 2012. Telle aussi était l'une des nombreuses références au concept de pouvoir au sein des APAQ. Par exemple, dans la déclaration de principes de l'APAQ du Plateau-Mont-Royal intitulée « Exerçons notre pouvoir citoyen », on y lit que les APAQ « [e]xpriment notre soif de démocratie directe. Elles sont basées sur la volonté d'agir ensemble dans un espace non partisan ». À l'APAQ de Verdun, le texte de présentation de l'assemblée met l'accent à la fois sur le pouvoir populaire créé dans le contexte particulier de la grève et sur le potentiel de s'organiser localement, de manière autonome et démocratique :

Après être sortiEs dans les rues à maintes reprises depuis déjà trois mois, après avoir frappé sur nos casseroles avec constance tous les soirs depuis déjà deux semaines, le sentiment d'impuissance grandit et la colère reste. Le gouvernement n'a pas écouté nos revendications, pire, il les nie et les ridiculise. Mais le pouvoir est entre nos mains. La démocratie participative, ça commence chez nous, dans nos quartiers. Nous avons en nous les graines du changement, il suffit de leur laisser la chance de germer dans la discussion et l'entraide. Le mouvement est en branle, de nombreux quartiers montréalais s'organisent en assemblées autonomes pour échanger et passer ensemble à l'étape suivante, celle de la mise en commun des idées et de leur mise en action.

Pouvoir et démocratie se voient ainsi liés, presque interchangeables. Au chapitre II, nous avons montré que la démocratie signifie une potentialité, une capacité de faire des choses, donc un pouvoir d'agir collectivement. De plus, nous avons vu que le pouvoir préfiguratif s'affirme précisément entre et par des individus se regroupant au



sein d'espaces et groupes horizontaux et démocratiques. Selon Marianne Maeckelbergh, c'est d'abord dans une logique créatrice et émancipatrice que s'exerce ce pouvoir : « Prefigurative power is a decentralised, non-hierarchical, *collective* power of a group of people to take control of their lives, work, neighbourhood, community » (2009 : 115). Quelque chose de nouveau se voit ainsi créé dans la mise en commun d'énergies et d'efforts pluriels, remplaçant ou désirant remplacer par la même occasion tout rapport vertical et hiérarchique, d'où l'aspect préfiguratif.

Dans le cas des APAQ, la constatation de ce pouvoir collectif ne s'est pas faite instantanément, ou plutôt, sans une prise de conscience préalable par les participant.e.s de ce qui précède et constitue ce pouvoir. D'abord, comme l'indique le texte cité ci-haut de l'APAQ de Verdun, mais aussi d'après plusieurs de nos entrevues, le contexte de la grève a été pour de nombreuses personnes révélatrices d'une impuissance vis-à-vis de la politique officielle, c'est-à-dire se rendre compte du fait que les gouvernements peuvent imposer leurs décisions sans trop se soucier de la mobilisation populaire. D'ailleurs, ce constat était probablement encore plus intense pour ceux et celles qui ne faisaient pas partie de groupes organisés pour prendre part à la contestation, se retrouvant ainsi plus isolé.e.s<sup>63</sup>. Ensuite, avec la création des APAQ – mais aussi d'innombrables autres projets, collectifs, groupes, etc. en lien avec la grève – c'était l'occasion pour plusieurs de s'organiser, de passer à l'action collectivement et donc, d'une certaine façon, de constater un renversement du sentiment d'impuissance à un sentiment de pouvoir. Même si ce pouvoir collectif apparaissait plutôt modeste pour plusieurs, il s'est révélé porteur de potentialités politiques non négligeables pour d'autres.

---

<sup>63</sup> Pour beaucoup, seules les grandes manifestations mensuelles (chaque 22 du mois) ou d'autres événements très rares étaient des moments collectifs de mobilisation.

L'exercice de la démocratie est en effet lié à une force émancipatrice. Par exemple, Amy, de Rosemont-Petite-Patrie, rapporte cette réflexion à l'égard du pouvoir, de la démocratie et de l'APAQ :

Quand je suis arrivée à l'APAQ, c'était pour poursuivre l'action, mais ce n'était pas dans une perspective de reprise de pouvoir, c'est pas quelque chose que j'avais en tête, mais c'est quelque chose qui est arrivée [...] Les mots reprise de pouvoir me semblent décrire ce que j'ai ressenti et ce que je ressens qui est nécessaire pour qu'on parle d'une démocratie. On est capable de faire tout ça et on devrait faire tout ça : prendre les décisions qui nous touchent et qui ont des impacts énormes.

Elle ajoute au sujet du pouvoir à l'intérieur de l'APAQ que « c'est un pouvoir qui est différent parce que ce n'est pas celui que tu as sur quelqu'un, en fait c'est seulement celui que tu as sur toi-même pis que tu peux partager avec d'autres » et que, contrairement à l'idée traditionnelle du pouvoir perçu comme une accumulation de richesse ou de gloire, c'est « quelque chose qui peut nous libérer plutôt qu'asservir quelqu'un d'autre ». Cet exemple montre que le pouvoir collectif, comme l'affirme Raul Zibechi, est libéré lorsque les communautés s'organisent politiquement et prennent en charge leurs affaires de manière autonome et que, ce faisant, elles évitent la concentration du pouvoir dans l'État et se donnent les moyens de s'émanciper de ce dernier (2010 : 11). Cependant, les APAQ n'ont pas été aussi loin que ce dont discute Zibechi à propos des assemblées de quartier en Bolivie, entre autres parce que contrairement à ces dernières, elles n'étaient pas là pour répondre aux besoins fondamentaux des gens, mais pour s'organiser à l'échelle du quartier dans le cadre d'un mouvement social plus large – bref, que la charge émancipatrice n'est pas comparable.

Un des exemples récents généralement évoqués pour parler de ce pouvoir est celui des assemblées de quartier en Argentine au début des années 2000. Le pouvoir, explique Marina Sitrin, y était moins compris comme quelque chose dont on s'empare que quelque chose que l'on crée (2012 : 122) ; il est donc en mouvement, en

changement continuuel et s'affirme en tant que potentialité et capacité<sup>64</sup> (*ibid.* : 102). Tout comme dans le cas précédemment mentionné de la Bolivie, les assemblées en Argentine répondaient dans la plupart des cas aux besoins fondamentaux des gens résidant dans les quartiers. Cela étant dit, il est tout de même possible de constater des ressemblances entre les APAQ et ces assemblées, surtout la façon dont les participant.e.s expriment leur conception du pouvoir. À ce sujet, Dominic, membre de l'APAQ de Villeray, souligne différentes significations conceptuelles du pouvoir en lien avec l'APAQ :

Dans les expériences de l'APAQ justement, on essayait le plus possible d'éviter les relations de pouvoir, mais évidemment si on élargit la définition de pouvoir, là on parle des relations de pouvoir entre les gens, où quelqu'un impose quelque chose à un autre, mais il y a aussi le pouvoir de faire des choses, c'est un autre pouvoir, pouvoir dans le sens de possibilités. C'est sûr que le fait de s'unir en groupe, ça donne plus de pouvoir, c'était dans la raison d'être de l'APAQ, de s'unir pour avoir plus de pouvoir, pour avoir un impact. Avoir un impact ça veut dire, dans les faits, avoir du pouvoir, mais là c'est un pouvoir collectif.

On retrouve ici la distinction entre pouvoir sur et pouvoir de, le premier s'exerçant dans un rapport de domination tandis que le second « [a]dvient lorsque des hommes [et des femmes] agissent de manière concertée » et s'organisent horizontalement plutôt que verticalement (Breugh, 2007 : 315). De son côté, Jérôme, d'Hochelaga-Maisonneuve, affirme que le pouvoir n'est pas strictement une affaire de nombre, mais aussi une capacité à poser des actions, à organiser des activités, à débattre de politique : « On a eu l'expérience du pouvoir, on a eu à mon sens un impact, quoique

---

<sup>64</sup> Le collectif Naggh (2004) remarque quant à lui que les assemblées en Argentine n'ont ni exercé de pouvoir ni représentées une forme de démocratie : « La démocratie n'est pas une intention ou une apparence de fonctionnement, mais l'exercice effectif d'un pouvoir. Les assemblées en Argentine non seulement ne représentaient que leurs participants – c'est-à-dire une frange très étroite de ce qu'on peut appeler un peuple – mais elles n'ont exercé aucun pouvoir. Elles ont même eu une position contraire : elles ont refusé d'exercer un pouvoir. Elles ont nié systématiquement et régulièrement tout pouvoir, à commencer par le leur. Les assemblées en Argentine ne sont donc en rien une expérience de la démocratie ; elles sont même le premier embryon de la critique de la démocratie », dans *Nouvelles de l'assemblée générale du genre humain*, Paris, Belles Emotions, p. 461. L'utilisation du concept de « démocratie » par Naggh renvoie toutefois à l'exercice effectif du pouvoir par *l'ensemble du peuple*, ce qui s'éloigne considérablement de notre conception et ce qui rend du même coup toute comparaison difficile.

minime, mais un impact plus grand que si on s'était cantonné sur nos balcons à taper de la casserole ». Le pouvoir, ainsi compris, rappelle les propos de Lamoureux lorsqu'elle affirme que « pouvoir de » « [i]mplique un "agir ensemble" et [...] suppose une pluralité d'individus qui se rassemblent pour agir de concert » (2013 : 50). C'est ce que permettaient les APAQ, d'ouvrir des espaces pour discuter de politique et mettre en pratique la démocratie, comprise donc dans son sens originel, comme une potentialité d'élaboration de formes originales d'organisation (mais aussi de longueurs, de frustrations, de départs, etc.).

Pour plusieurs personnes donc, le passage dans une APAQ a considérablement modifié leur conception de ce qu'est le pouvoir et, surtout, de découvrir ce qu'il permet de faire. Non plus seulement associé à l'État, aux gouvernements et aux décisions qui leur sont imputées, il s'insère dans un contexte local et ne prend pas nécessairement appui sur des institutions. Ainsi, selon Anne-Marie, de Villeray,

L'APAQ, elle prenait son propre pouvoir, ni plus, ni moins. Ni plus parce qu'on ne décide pas à la place des autres, ni moins parce qu'on est engagé [...] L'APAQ c'était un espace de pouvoir pour les gens du quartier. Qu'est-ce qu'on faisait de façon concrète ? Je le sais pas, mais juste le fait d'y aller pis de le vivre pis d'y participer, tu sentais te réapproprier ton pouvoir que le gouvernement te fait perdre d'un autre côté.

Le pouvoir n'est pas conquis à une autre instance – bien que le terme « réapproprié » puisse être source de confusion –, il est créé. Il prend forme dans la participation concrète des gens dans un espace politique comme les APAQ. On peut ainsi affirmer, à la suite de Fox Piven, que le pouvoir collectif est diffus, qu'il traverse le corps social et qu'il s'alimente par les liens d'interdépendance et de coopération qui prennent place entre les sujets sociaux (2008 : 5). Que ce soit en raison de l'expérience en soi des assemblées (le mode de fonctionnement, les délibérations, les thématiques et sujets abordés, etc.) ou encore des projets et activités menés par les APAQ et leurs comités, l'agir-en-commun marque les individus puisqu'il s'avère révélateur d'un potentiel politique important, d'un sentiment de pouvoir, et ce, tout particulièrement pour les personnes nouvelles avec ce type de groupes et d'espaces

politiques. Lors d'une activité de récolte de fonds au Marché Jean-Talon à la fin de l'été 2012 pour venir en aide à des étudiant.e.s s'étant fait annuler leur versement d'aide financière en raison de la grève, nous avons nous-mêmes été surpris de commentaires de gens qui, lorsqu'ils nous laissaient le temps de leur expliquer la situation à laquelle nous tentions de remédier et avec quels moyens nous le faisons, étaient étonnés que nous agissions au nom d'une assemblée de quartier affiliée à aucune organisation et que nous parvenions tout de même à orchestrer une telle action de solidarité. Mentionnons également les activités de trocs et d'échange de services entre voisin.e.s, les ateliers d'éducation populaire ou encore les nombreuses fêtes de quartiers préparées dans différents quartiers par les APAQ et qui, dans la plupart des cas, demandaient un important travail de préparation et de coordination. Toutes ces actions, parce qu'organisées et mises en actes par les gens eux-mêmes, sans intermédiaires, ont permis l'apparition de sentiments de pouvoir collectifs et d'*empowerment* chez les personnes organisatrices et participantes. De plus, comme le montre l'exemple du Marché Jean-Talon, les personnes n'ayant qu'observées de l'extérieur ces expériences ont elles aussi pu constater ces sentiments, par exemple en discutant avec d'autres personnes directement impliquées dans le processus – tout particulièrement lorsque ces dernières apprenaient le contexte dans lequel les initiatives avaient été faites, de manière autonome et horizontale.

Par ailleurs, la dimension locale des APAQ montre comment il est plus aisé et plus sensé de s'organiser politiquement de manière démocratique à l'échelle d'un quartier<sup>65</sup> qu'à des niveaux plus grands comme le pays ou la province<sup>66</sup>. En effet,

---

<sup>65</sup> Notons tout de même que les APAQ, en tant qu'assemblées de « quartier », couvraient des territoires relativement grands. Démographiquement, des quartiers ou arrondissements comme Rosemont-La-Petite-Patrie et Hochelaga-Maisonneuve comprennent plus de 100 000 habitant.e.s. On peut donc supposer qu'il faudrait plus d'une assemblée par quartier pour que la participation demeure possible et concrète dans le cas où plus de gens se rendraient à ces assemblées.

<sup>66</sup> Sur la question de la démocratie, du pouvoir et de la taille et l'échelle de l'organisation démocratique, voir le texte de Jane Mansbridge, « A Paradox of Size », dans C. George Benello (1992), *From the Ground Up*, Boston, South End Press. Nous nous permettons également de renvoyer

discuter de politique en face à face au sein d'assemblées nécessite que les gens qui se rassemblent aient des points de références communs (le quartier ou un enjeu particulier, par exemple). Selon Lamoureux, un des principes<sup>67</sup> sur lequel reposaient les APAQ est celui de la proximité : « La proximité explique qu'elles soient des associations locales visant à renforcer les liens de voisinages [...] et les liens qui peuvent se créer à l'échelle d'un quartier » (2012 : 29). Pour Dominic, de Villeray, il ne fait aucun doute que les APAQ ont permis de constater mais aussi d'imaginer le potentiel positif que peut engendrer davantage de proximité entre les gens d'un même quartier :

Dans l'APAQ, tu réalises que le quartier c'est la première unité collective après la famille [...] Pourquoi pas en prendre avantage ? Ça veut dire de l'entraide entre voisins, comme des gens l'ont proposé dans l'APAQ, de créer des réseaux d'entraide où les gens se rendent service [...] C'était ça l'idée, de créer un site web où on peut échanger des coordonnées avec des gens qui offrent des services selon leurs compétences [...] Quand tu y réfléchis un peu, c'est quelque chose qui saute aux yeux, qu'on devrait vraiment faire, mais qu'on fait pas beaucoup.

De telles listes ont existé, même que certaines sont les dernières traces existantes d'APAQ comme celle de Villeray, quoique qu'il n'y a rarement plus d'un message diffusé par mois. Avec ce lien de proximité, il devient aussi plus facile de délibérer sur des sujets connus minimalement par tout le monde, qui peuvent être traités de manière concrète. Du même coup, la participation politique peut être plus grande, bien que, tel qu'illustré au chapitre précédent, divers facteurs rendent difficile une participation totalement égalitaire. Comme le montre l'extrait suivant d'un tract de l'APAQ de Pointe-St-Charles invitant à la 3<sup>e</sup> assemblée (25 juin 2012), le fait de s'organiser localement permet de traiter d'enjeux qui touchent directement les gens et d'ainsi instiller un début de pouvoir collectif :

---

à sa monographie portant sur la démocratie directe et la démocratie représentative, *Beyond Adversary Democracy* (1983), Chicago, University of Chicago Press, et tout particulièrement le chapitre 20 qui porte sur la question de la démocratie en fonction de la taille d'une entité politique.

<sup>67</sup> Deux autres principes sont présentés par Lamoureux, soit l'engagement, c'est-à-dire la participation directe des personnes aux délibérations et aux décisions et l'action, comprise comme la mise en acte de moyens visant l'émancipation collective (2012 : 29).



Les assemblées citoyennes sont un espace collectif où l'ensemble de la population peut réfléchir et discuter des enjeux auxquels elle fait face afin de trouver des solutions et de les appliquer en coordonnant ensemble nos efforts et notre travail. Elles nous permettent de rassembler nos forces afin de récupérer notre pouvoir décisionnel et de construire le pouvoir populaire. C'est un espace horizontal qui par sa simple présence constitue une alternative politique.

L'aspect créatif et émancipateur que révèle tant l'organisation que l'objectif de l'APAQ montre que c'est en créant des espaces politiques préfigurant une alternative à ce qui est dénoncé que prend vie un début de pouvoir collectif – dans le cas qui nous intéresse, des assemblées démocratiques, locales et populaires. Il s'en dégage un ensemble de potentialités s'exprimant à travers des liens de solidarité et d'interdépendance, mais aussi de nouvelles possibilités d'action et de nouvelles subjectivités pour les participant.e.s

#### 4.3 Démocratie et subjectivités politiques

Nous avons souligné précédemment comment les APAQ – une des facettes, rappelons-le, d'un ensemble beaucoup plus grand, la grève étudiante de 2012 – ont été des expériences importantes au niveau individuel (micro). Chercher les effets des APAQ au sein des institutions politiques officielles et de l'État (macro), par exemple, risque fort de donner peu de résultats. Les plus grandes transformations, nous croyons, sont plutôt à chercher au niveau biographique<sup>68</sup> et subjectif. En effet, que ce soit les perceptions et opinions à l'égard des gouvernements, de l'État, des élections, de la démocratie, du pouvoir, etc., ou encore en ce qui concerne l'engagement politique suivant une telle expérience (Dufour et Savoie, 2014), nombreux ont été les changements notés par les personnes impliquées dans les APAQ ainsi que dans les organisations et événements en lien avec la grève. Dans le cas qui nous intéresse ici, nous prendrons la question de la subjectivation politique – le processus menant à la

---

<sup>68</sup> Ancelevici et Dupuis-Déri font l'hypothèse que des transformations biographiques (tant positives que négatives) pourraient à moyen long terme découler de la grève étudiante de 2012 (2014 : 361-362).

création de sujets politiques – et de son rapport à la démocratie. En cherchant à même les processus créateurs de subjectivité liés aux APAQ, l'implication des personnes dans les assemblées et leurs activités, mais aussi leur réflexivité à l'égard de cette implication, il sera possible de voir en quoi l'expérience de la démocratie peut influencer les individus.

Au chapitre III, nous avons cité un participant affirmant que l'APAQ constituait un espace permettant aux gens d'exister politiquement. Non pas que le sentiment d'exister politiquement soit complètement absent ailleurs (militariser, par exemple, dans les associations étudiantes, les syndicats, les partis politiques, ou même voter car pour plusieurs, déposer un bulletin dans l'urne est un moment solennel très important), mais qu'il représentait cette fois-ci un potentiel politique nouveau et différent en raison, d'une part, de son caractère horizontal, autonome et démocratique et, d'autre part, du fait qu'il résulte d'une implication directe au processus de création et d'élaboration d'un espace politique. Bien sûr, ce phénomène peut varier énormément d'une personne à l'autre et il semble avoir été plus prononcé pour les gens avec moins d'expérience politique similaire à celle des APAQ.

Les assemblées de quartier signifiaient pour plusieurs d'avoir une voix au chapitre, de s'exprimer et d'exister politiquement d'une façon qui leur permettait de se définir en tant que sujet politique. À ce sujet, à l'APAQ Rosemont-Petite-patrie, les premières assemblées s'ouvraient par une plénière assez longue où quiconque pouvait s'exprimer librement, ce qui a parfois donné l'occasion de discours aux envolées lyriques qui prenaient l'assemblée comme audience, et qui indiquaient un désir réel d'être vu et entendu. Amy, de cette APAQ, indique ainsi que « pendant la période libre, où on pouvait parler de la situation, juste s'exprimer librement, y'avait plein de discours enflammés, des points de vue assez différents. Ça a été très encourageant, et j'ai eu envie de continuer là-dedans, de me joindre à un comité ». Cette pratique sera finalement abandonnée au profit de discussion portant sur des questions plus concrètes, par exemple l'organisation d'actions collectives. Il s'agissait donc d'une

remise en question du rôle souvent véhiculé du « bon citoyen démocratique » dans les systèmes politiques étatiques, c'est-à-dire celui qui, résumé simplement, demeure à l'affût des décisions gouvernementales et des programmes des partis politiques et exerce son « devoir de citoyen » en allant voter<sup>69</sup>.

La subjectivation politique qui nous intéresse ici passe surtout par des questionnements et réflexions individuels s'inscrivant au sein d'expériences politiques collectives. À cet égard, Amy, de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, montre comment une expérience politique comme l'assemblée de quartier et la grève peut être un élément déclencheur de transformations sur la façon de se reconnaître socialement et politiquement comme individu :

Ça a soulevé des questions que je ne m'étais jamais posées, pis là je ne donnerai pas tout le crédit à l'APAQ, mais de rencontrer des gens qui m'amenaient complètement ailleurs, ça m'a intéressé. J'ai commencé à lire sur ce type d'expérience là, ou sur des questions, comme par exemple féministes – c'est vraiment à travers l'APAQ que je me suis intéressée à ça. Dans la façon de me percevoir aussi, comme sujet social, je pense que ça a changé mon comportement, la façon dont je mène ma vie, mais justement la façon de percevoir mon rôle socialement.

De son côté, Valérie, de Villeray explique que c'est moins l'APAQ que la grève qui a engagé son processus de réflexions (critiques) par rapport à la politique et la démocratie, mais que l'assemblée de quartier a par la suite permis qu'elle poursuive ce cheminement en offrant d'autres manières de comprendre et d'expérimenter ces concepts :

---

<sup>69</sup> Cela dit, nous sommes conscients que cette description contient une part de caricature, mais pour donner un exemple de ce type de discours, nous nous permettons de renvoyer à l'Institut du Nouveau Monde (INM), organisme qui, parfois en étroite collaboration avec l'État via le Directeur général des élections du Québec, milite aux élections dans le but d'encourager la participation électorale. Il produit entre autres une panoplie de documentation sur le sujet. En 2014, dans un document intitulé « Participation électorale : L'INM propose d'instituer un rite de passage civique pour les jeunes », il y est entre autres fait la promotion du vote obligatoire et d'un service civique volontaire à la fin du secondaire. Quant au faible taux de participation politique chez les jeunes, explique l'INM, il est un « drame », « un suicide politique générationnel » provoquant une perte de légitimité pour les gouvernements (2014 : 5).

C'est avec la grève étudiante que je me suis rendu compte que mon opinion n'était pas prise en compte. C'est ça qui m'a fait croire que la démocratie n'existait pas pour vrai. Et l'assemblée populaire, wow, c'est un début de démocratie, parce qu'en fait on n'a pas tant de pouvoir, mais au moins notre opinion est prise en compte et on essaye de construire quelque chose [...] On parlait des enjeux politiques, on parlait de la vie sociale, on parlait de l'avenir, de comment on pourrait améliorer nos situations, pour moi c'est un peu ça la politique [...] T'sé je pouvais ne pas être d'accord avec les idées politiques majoritaires en place, mais quand même faire de la politique.

À partir de ces deux exemples, on peut observer deux principales facettes qui forment le processus de subjectivation : d'un côté, un ensemble de réflexions et d'expérimentations provoque une politisation de la personne ainsi que de la manière dont elle conçoit son existence personnelle ; d'un autre côté, c'est son rôle et sa place en tant qu'individu au sein d'un tout plus grand (le monde social) qui se voient questionnés et modifiés. Comme l'affirme Diane Lamoureux,

Devenir sujet politique [...] c'est passer du statut de l'anonymat à celui de « quelqu'un » qui n'est pas l'auteur de ses actions, mais, parce qu'il ou elle prend la parole et agit, enclenche une dynamique de politisation, i.e. de subversion des hiérarchies sociales organisées et cherche à instaurer une autre dynamique, imprévisible (2013 : 65).

Les APAQ montrent comment la subversion des hiérarchies sociales organisées se retrouve justement dans le fait de s'organiser horizontalement, dans la mise en pratique de la démocratie, là où chaque sujet politique est égal aux autres. Ainsi, la subjectivation politique s'y effectue à partir de modes organisationnels et d'actions subversifs (des assemblées populaires autonomes, des actions visant les décisions des élites, etc.) et par le refus ou la remise en question d'identités et de rôles politiques attribués arbitrairement (le « bon citoyen démocratique », celui qui s'exprime politiquement de les « bonnes » façons).

Plusieurs personnes que nous avons interrogées ont insisté sur le fait que les APAQ leur ont permis de constater concrètement qu'elles n'étaient pas seules, que d'autres gens pensaient comme elles. Non seulement c'était un soulagement que d'en prendre conscience, mais c'était également l'occasion de s'identifier à d'autres personnes, de

partager et construire une expérience collective. À ce sujet, Anne-Marie, de Villeray, déclare : « Moi je me nourrissais beaucoup de l'énergie de tout le monde, l'énergie de ce soulèvement populaire pour m'impliquer, pour lire tous les matins pendant une heure ou deux », ajoutant ensuite que les APAQ « c'était pas juste de faire des activités, c'était de rencontrer des gens qui ont les mêmes valeurs que nous [...] C'était de se reconnaître avec d'autres personnes, parmi d'autres personnes ». Elle note également, à propos de sa réflexion sur la démocratie, que c'est « cette expérience-là d'APAQ qui m'a permis de me donner du temps pour y réfléchir, pour la constater et pour en faire l'expérience ». C'est donc en partageant l'expérience avec d'autres que le rapport au politique et à la démocratie se voit changé. Rencontrer des gens auparavant inconnus, se reconnaître avec et en eux, échanger sur divers sujets politiques, débattre d'enjeux locaux, préparer des activités, etc., tout cela participe à enclencher un processus de subjectivation politique – de voir se modifier son rapport au monde (ou au quartier, à la ville, etc.) en tant que sujet politique.

Dans la même veine, Valérie, aussi de Villeray, explique comment son expérience à l'APAQ lui a donné une nouvelle image de son quartier ainsi qu'un désir de s'y impliquer davantage :

Ça a changé ma perception de mon quartier. J'ai vu qu'il y avait des gens vraiment motivés, qui avaient le gout de travailler pour le quartier, et ça m'a donné le gout d'aller voir les groupes qui fonctionnent dans le quartier, de voir ce qu'ils font [...] Quand j'étais aux assemblées populaires, ça m'a fait un relâchement de voir qu'on n'était pas tout seul pour vrai.

Véronique, de l'APAQ Rosemont-Petite-Patrie, indique elle aussi que l'APAQ lui a permis d'apercevoir et rencontrer d'autres gens qui comme elle avaient envie de s'indigner face à la situation : « C'est plus les côtés de moi, en moi, que j'avais tout le temps vu comme tout seul, que je me bats toute seule contre le monde entier, mais ça m'a permis de le voir, de le partager ». Se rencontraient alors au sein des assemblées des gens qui ne trouvaient pas à s'exprimer politiquement ailleurs (ou que trop peu), ou même qui n'existaient pas politiquement en d'autres lieux. De plus, plusieurs

personnes nous ont expliqué comment l'expérience de la grève et des assemblées a considérablement modifié certaines facettes de leur vie. Par exemple, Amy a complètement revu sa relation avec sa fille, se refusant d'avoir trop de rapports d'autorité avec elle et en lui accordant plus de liberté dans son cheminement personnel. Anne-Marie nous a expliqué qu'elle a modifié son rôle d'enseignante auprès des jeunes enfants, leur laissant dorénavant plus de place dans le choix des activités et dans la gestion générale de la classe. Enfin, Dominic, a emménagé dans une coop d'habitation où se trouvaient d'autres participant.e.s de l'APAQ Villeray, modifiant du même coup son réseau social.

### *Autres exemples de subjectivations politiques*

En regardant des exemples d'assemblées de quartier comme celles d'Athènes et de l'Argentine, il est possible de déceler des similitudes avec les APAQ quant aux phénomènes de subjectivation. Dans le cas d'Athènes, lorsqu'un jeune homme fût tué par la police en décembre 2008, d'importantes mobilisations plongèrent la ville dans un climat insurrectionnel de quelques jours. De cette « crise » politique ont émergé différentes initiatives locales, dont des assemblées de quartier, des reprises d'espaces urbains dans le but de les transformer en jardins communautaires, des occupations d'universités et de collèges, etc. Ce contexte politique et social exceptionnel a été, comme avec les APAQ, révélateur d'une nouvelle manière d'exprimer son rapport au politique et de se percevoir comme membre d'une communauté :

We formed neighbourhood assemblies, primary unions, groups of solidarity with people we would have never imagined standing next to us. Being different was not a reason to stay separate, but to mount a multiple collective not reducible to the strands that brought us together. By living an egalitarian moment, we changed in one night the terms of inclusion and exclusion. We were transformed from invisible solitary figures rambling around in our urban misery into political subjects who managed to challenge, not the solutions that had to be applied to a situation, but the situation itself (Kouki, 2011: 169).



Les différences entre les gens ne les empêchaient pas de se rassembler, de former des espaces dans lesquels ils pouvaient discuter et mettre en branle des actions collectives. Il est également intéressant de noter comment la dimension égalitaire de l'expérience politique semble avoir modifié la manière dont les gens se percevaient entre eux, tant au sujet de l'inclusion et de la diversité de l'espace en soi qu'en termes de subjectivation politique, que les gens se voyaient transformés en sujets politiques à travers leur mobilisation et leur participation. Certaines assemblées de quartier d'Athènes sont demeurées actives dans le temps, d'autres ont disparu et de nouvelles sont nées dans les années suivantes lors de subséquents soulèvements et mobilisations populaires. Elles discutaient et s'organisaient surtout autour d'enjeux locaux, comme de luttes antifascistes et d'économies alternatives (Stephens, 2013), mais elles prenaient aussi part à des contestations plus larges (nationales) – contre de nouvelles taxes ou des projets de privatisation, par exemple – en se coordonnant entre plusieurs assemblées (Schneider, 2011).

Le cas argentin est tout aussi intéressant. Dans son étude sur les assemblées de quartier créées dans la foulée de la crise économique et de l'impressionnant soulèvement à la fin de l'année 2001 et au début de l'année 2002, Marina Sitrin (2012) accorde un chapitre spécifiquement à la question de la subjectivité. Elle y explique entre autres comment le contexte social et politique particulier a changé le cours habituel des choses – le quotidien des gens se retrouvant chamboulé, leurs relations de voisinage décuplées, etc. Selon Sitrin, l'expérience des assemblées (mais aussi des usines occupées et autogérées) a modifié leurs rapports au politique puisque la manière dont ils et elles s'organisaient et se percevaient entre eux et elles était fondée sur l'horizontalisme et l'autonomie, donc en rupture avec ce qui est généralement associé à la politique :

Clearly what they are doing is political, but for them, and many in the autonomous movements, politics alone does not suffice to describe what they are doing. They do not call themselves activists, but rather protagonists or social subjects. This is in part

because the political frame as is has no space for them, for this way of creating, but also because the newness creates a need for a new language (*ibid.* : 84-85).

Sitrin continue, en citant un participant d'une assemblée de quartier afin de rendre compte du processus de subjectivation politique :

We're historical subject. We are no longer passive subjects, as the system tries to make us, that same system that pushes us to vote. We are no longer marginal subjects, empty and excluded, but are now historical subjects, active subjects, participating subjects. We are actors in our own lives (Emilio, cité dans Sitrin, 2012 : 85).

Ces nouvelles façons de s'identifier politiquement prennent ancrage, selon Sitrin, dans l'importance donnée à l'horizontalité par les participant.e.s (2012 : 85). Tant dans la manière de s'organiser que dans les relations interpersonnelles créées, l'horizontalisme est mis de l'avant comme nouvelle conception du social et du politique. Par conséquent, s'organiser démocratiquement au sein d'assemblées permet de donner un poids politique à tous les gens qui s'y impliquent, ce pour quoi il leur est possible de se dire sujets historiques et acteurs et actrices de leur propre vie.

Ces deux exemples nous aident à apprécier le lien entre subjectivité politique et démocratie, bien qu'il demeure parfois subtil. D'abord, faire l'expérience de la démocratie engage un bouleversement des catégories traditionnelles du politique, d'où la nécessité d'un nouveau langage, de nouveaux termes pour en parler (Sitrin, 2012 : 84-84 ; Lamoureux, 2013 : 31-32). Non pas exclusivement responsable de la création de subjectivités politiques, la démocratie y joue tout de même un rôle important en ce qu'elle procure l'occasion, dans le cas des APAQ et de ceux que nous venons de présenter à tout le moins, de subvertir les rôles et les fonctions politiques habituelles et, surtout, d'assurer une participation politique concrète. Il n'est donc guère surprenant que plusieurs voient leur rapport au politique transformé, se définissant désormais en tant que sujet politique (plus) actif, (plus) libre et (plus) autonome. Au final, même si participer à des assemblées populaires dans un univers politique monopolisé en grande partie par l'État semble marginal, les témoignages des participant.e.s montrent que les identités politiques ainsi que les rapports au

politique se transforment à travers leur expérience aux assemblées et leur participation à des actions collectives.

#### 4.4 Indétermination et stabilité de la démocratie

La démocratie, tel un fleuve impétueux qui déborde  
sans cesse hors de son lit, ne saurait « rentrer à la  
maison », se soumettre à l'ordre établi.

Miguel Abensour, *La démocratie contre l'État*

La pratique de la démocratie n'est pas statique. Au contraire, elle évolue constamment et il s'avère souvent difficile de prévoir la direction qu'elle prendra. C'est ce qui nous amène à croire qu'il s'agit d'un trait fondamental de la démocratie, à savoir qu'elle demeure indéterminée car indéterminable et inachevée car inachevable. Ainsi, nous proposons d'illustrer cette idée plus en détail à l'aide des APAQ et d'écrits théoriques en la matière. Cela dit, certains éléments nous permettront de nuancer quelque peu cette proposition et de montrer que certaines tensions existent tout de même entre indétermination et stabilité.

Selon plusieurs personnes que nous avons interrogées, le modèle des APAQ était flexible et laissait place au changement ; il permettait une adaptation vis-à-vis des problèmes, des contextes et des nouvelles réalités rencontrés. Amy, de Rosemont-Petite-Patrie, présente l'APAQ comme un projet intéressant « [p]arce qu'il n'est pas fixé d'avance et parce qu'on était plusieurs là-dedans à explorer, à construire, donc que ça ne vienne pas avec un mode d'emploi ». Elle continue par la suite en expliquant que

l'avantage de l'APAQ [...], c'est la flexibilité du modèle [...] Y'avait moyen de faire évoluer le déroulement des assemblées et y'avait moyen aussi, quand on se rendait compte qu'il y avait des gens qui monopolisaient la parole, ben de réagir à ça : on limite le temps de parole par exemple, ou on préfère donner la parole à tel type de personnes, donc on pouvait en groupe réagir aux problèmes qu'on rencontrait.

L'APAQ avançait à tâtons, expérimentant d'autres manières de procéder, de s'organiser, de délibérer, etc. Mais les APAQ pouvaient néanmoins être influencées par ce qui se faisait ailleurs, autant dans d'autres groupes et collectifs politiques que dans les autres assemblées de quartier. Nous avons déjà présenté que l'idée d'APAQ avait un point d'origine et qu'elle s'est ensuite diffusée à d'autres quartiers. Avec l'idée donc venait une série de principes et pratiques à reproduire telle quelle ou en partie. Il n'est donc guère surprenant de retrouver des textes de présentation (déclaration de principes, affiches d'invitation aux assemblées) d'un quartier à l'autre qui soient pratiquement identiques, illustrant une certaine homogénéité entre les APAQ. Il était courant que des gens se rendent à d'autres APAQ que celle de leur quartier ou tout simplement qu'il y ait des échanges entre assemblées, ce qui pouvait provoquer autant des changements et des innovations (découvrir une nouvelle façon de faire qui semble bien fonctionner) que favoriser la continuité (constater l'échec d'une pratique ou d'une idée ailleurs, et donc refuser de l'implanter).

À propos des premiers projets d'assemblées de quartier, Jean-François affirme que dès le départ son initiative dans Rosemont-Petite-Patrie était « [d]e mettre les gens ensemble pour essayer de faire quelque chose politiquement [...] mais sans penser exactement ce que ça pourrait être ou devrait être [...] C'était un *work in progress* dans le fond ». Il est intéressant que des gens à l'origine d'initiatives d'assemblées les aient pensées comme un projet à explorer plutôt qu'à planifier. Par contre, les premières assemblées étaient planifiées dans une certaine mesure : non seulement des principes étaient prévus comme axes centraux de l'APAQ afin de guider les activités des assemblées et des comités, mais l'ordre du jour était aussi parfois déjà rédigé, prévoyant par exemple la formation de comités ou de discussions sur des thématiques particulières. Les différents « comités suivis » s'assuraient généralement de ce type de tâches, de coordonner et de planifier les prochaines assemblées, d'assurer l'animation, de rédiger les comptes rendus, etc., formant ainsi une force stabilisatrice à l'égard du changement, tout particulièrement face aux nouvelles personnes.

Certains individus ont même poussé à l'extrême l'idée que les APAQ étaient planifiées, qu'elles étaient en fait une sorte de complot ou stratagème de la part d'anarchistes faisant entre autres partie d'un groupe de l'Université de Concordia, le *Quebec public interest research group* (QPIRG)<sup>70</sup>. Drapeau-Bisson, Dupuis-Déri et Ancelovici (2014 : 172) font état d'un commentaire d'un certain Clode Hamelin trouvé sur le site Vigile.net selon qui « les fameuses APAQ ont été créées et organisées par le QPIRG de Concordia et des regroupements de l'UQAM, par des sociologues spécialisés dans les mouvements sociaux, le réseautage par Internet, et des politicologues profs et élèves<sup>71</sup> ». Cette rumeur sur les agissements du QPIRG et autres groupes nous a également été rapportée par Marie, de Rosemont-Petite-Patrie :

Une fois y'a tout un groupe qui a décidé de s'en aller, et en fait moi j'ai voulu comprendre pourquoi ce groupe-là décidait de partir et j'ai rencontré une des personnes qui avait un peu incité les autres à s'en aller, et il m'a expliqué que pour lui, les APAQ c'était une expérience mise en place par Concordia ! Voilà. C'était sa théorie du complot, que c'était Concordia qui nous avait tous manipulés pour mettre les APAQ en place, [...] partout dans Montréal.

Cette théorie est invraisemblable pour qui connaît l'histoire réelle des APAQ. Évidemment, il y avait des personnes à l'origine des initiatives, mais y voir une manœuvre politique ayant pour but de manipuler les gens ne concorde pas avec ce que faisaient et étaient réellement les APAQ – des espaces politiques démocratiques de délibération et de soutien à la grève, organisant des actions et des activités en ce sens. Cela dit, le QPIRG a réellement été impliqué auprès des assemblées, reprenant des informations sur les APAQ (les lieux et dates des rencontres, par exemple) pour les diffuser sur son site et peut-être a-t-il apporté un soutien technique quelconque (impression d'affiches, de tracts, etc.), mais sans plus.

---

<sup>70</sup> Le QPIRG est un groupe affilié à l'Université de Concordia, mais lui en demeure néanmoins autonome. Son budget est tiré à même les cotisations des étudiant.e.s. Il milite pour diverses causes sociales et politiques, étudiantes ou non, dans une perspective d'autonomisation et anti-oppressive de lutte. Voir son site web pour de plus amples détails : <http://www.qpirgconcordia.org/?lang=fr>

<sup>71</sup> Le texte complet suivi des commentaires est disponible à l'adresse suivante : [www.vigile.net/L-anarchisme-du-monde-ouvrier-a-la](http://www.vigile.net/L-anarchisme-du-monde-ouvrier-a-la)

### *Désordre et imprévisibilité de la démocratie*

Martin Breaugh (2013), discutant des événements de la place Tahrir (Égypte) en 2011 et du mouvement *Occupy* à l'aide de son concept d'*expérience plébéienne*, note que la pratique de la démocratie renferme une forme de désordre, c'est-à-dire qu'elle est nécessairement indéterminée et conflictuelle : « L'expérience plébéienne montre alors que la logique de la démocratie implique une remise en cause sans fin de ses formes concrètes et matérielles : en d'autres termes, la démocratie se réalise dans la perpétuelle mise à jour de ses conditions de possibilité (2013 : 178). » Dans le cas des APAQ, son caractère flexible, expérimental et évolutif relève en quelque sorte d'une forme de désordre qui ne doit pas être compris négativement, mais plutôt comme faisant partie intégrante de la logique même de la démocratie. C'est en découvrant de nouvelles méthodes d'organisations, en délibérant et en débattant sur les avantages et inconvénients de telle ou telle structure, de tel ou tel processus décisionnel que la démocratie devient ce qu'elle est, à savoir une forme du politique rattaché à un cycle (in)constant d'indéterminations, de changements, mais aussi de continuités et de conflits.

Le même constat ressort de l'étude du mouvement *Occupy* en Slovénie par Maple Razsa et Andrej Kurnik (2012). Selon les deux auteurs, la démocratie telle qu'ils l'ont observée sur le terrain à Ljubljana, capitale slovène, prend des formes et des directions imprévisibles de par la confrontation d'idées et l'expérimentation d'actions collectives :

The practice of the democracy of direct action itself indicates that direct democracy must be conceived of as an open-ended process that will involve unexpected new forms. In this spirit, movement organization and decision making themselves must be submitted to critical reflection, must be opened to a process of becoming (2012 : 252).



La démocratie est un processus de changements permanents qui implique une certaine souplesse, voire pour les participant.e.s de se placer dans un état d'ignorance à l'égard de son devenir, de ses formes à venir. Le manifeste de l'APAQ de Villeray, ou plutôt l'idée entourant son adoption, illustre cette dimension d'indétermination d'un groupe ou d'un espace démocratique. Dans le compte rendu de l'assemblée du 4 août 2012, on y lit que le manifeste tel qu'amendé et adopté par l'assemblée « [s]era un Manifeste en mouvement pour refléter son état transitoire, nécessairement inachevé et à réactualiser<sup>72</sup> ». Dans les mois suivant son adoption, il a été modifié afin de mieux coller au contexte social suite à la grève étudiante. Cela montre qu'il est difficile de fixer même un document censé « (re)présenter ». En permettant une diversité d'idées et de pratiques, il résulte nécessairement une forme de désordre et des questionnements auxquels les groupes démocratiques ne peuvent vraiment échapper ; notre discussion sur les conflits idéologiques et les débats sur les structures au sein des APAQ l'a illustré amplement.

D'ailleurs, Rodrigo Nunes (2005) affirme que si la démocratie et l'horizontalité ne peuvent être fixées, c'est qu'elles ne sont pas des modèles mais des pratiques. L'auteur reprend à son compte un slogan populaire des mouvements altermondialistes ('This is what democracy looks like') en le déformant afin d'illustrer l'impossibilité de définir définitivement la démocratie : *Nothing is what democracy looks like !* Nunes affirme ainsi : « [a]s a practice, it remains permanently open to the future and to difference. As soon as one says 'this is what it looks like', one is closing the door to all future and different things that might come under that name » (2005 : 310). Comprises ainsi, la démocratie et l'organisation horizontale constituent en quelque sorte un laboratoire politique, un terrain d'expérimentation. C'est ce à quoi réfère Jérôme d'Hochelaga-Maisonnette pour parler de l'APAQ. En tant qu'une des

---

<sup>72</sup> À l'APAQ de Rosemont-Petite-Patrie, même si le projet de manifeste a avorté pour diverses raisons, une idée similaire a été soulevée. Dans le compte rendu de l'assemblée du 9 septembre 2012, il est discuté de la possibilité de faire « un projet de manifeste en gestation » où il serait possible pour les gens qui le souhaitent d'apporter des modifications.

personnes ayant mis sur pied le projet d'assemblée dans son quartier, il explique que dès le début « on ne voulait pas imposer quelque chose de particulier, on voulait expérimenter, on voulait faire des rencontres avec un format invitant dans lequel les gens pouvaient s'exprimer, pas juste écouter les autres ». Dans ces conditions – en favorisant un climat de liberté, inclusif et horizontal – une diversité d'idées, de pratiques, de projets, etc. peut émerger et ainsi favoriser une certaine forme de créativité démocratique<sup>73</sup>. De ce bouillonnement d'idées et de pratiques, les APAQ ne sont peut-être pas allées jusqu'à révolutionner la démocratie, mais elles ont somme toute permis de la sortir de ces lieux habituels (collectifs, associations étudiantes et organisations de gauche) et de mettre à l'épreuve ses différentes manières de faire et ses principes de base dans des assemblées de quartier. Par conséquent, certaines pratiques se sont bien accommodées de leur transfert du collectif au quartier, se posant ainsi en continuité (alternance homme/femme, tours de parole, création de comités, animation, etc.)<sup>74</sup> alors que d'autres ont été abandonnées ou encore modifiées, adaptées (plénière, vote à majorité, consensus, absence de vote, etc.).

Miguel Abensour (2007) présente lui aussi la démocratie comme une action qui dure dans le temps. Nous avons déjà présenté brièvement son concept de « démocratie insurgente », entendu comme une action politique en lutte incessante contre toutes formes de domination, se voyant ainsi continuellement dans l'obligation de se réinventer et de réagir aux différents obstacles qui la menacent (*ibid.* : 186). Cette démocratie, toujours selon Abensour, n'est pas réfractaire à l'ensemble des

---

<sup>73</sup> Cela ne va pas sans rappeler ce que David Graeber nomme les « zones d'improvisation démocratiques/culturelles ». Nous avons déjà discuté de cette idée de Graeber auparavant, mais nous nous permettons tout de même de citer un passage intéressant pour notre présente analyse : « Les innovations démocratiques – et l'apparition de ce qui pourrait être appelé les valeurs démocratiques – ont tendance à émerger de ce que j'ai nommé “les zones d'improvisation culturelles”, des espaces en général placés hors du contrôle des États et dans lesquels des personnes nourries de traditions et d'expériences différentes sont obligées d'imaginer des moyens pour régler leur vie commune » (2005 : 72).

<sup>74</sup> Cela étant dit, certaines de ces pratiques ont été questionnées et critiquées. Peut-être même ont-elles mené à des départs.

institutions, cependant, elle est sélective puisqu'elle choisit celles qui favorisent l'action politique du grand nombre et qui n'engagent pas de rapports de domination (*ibid.* : 189). Plusieurs APAQ ont également dû faire face à des tentatives d'affiliation ou de rapprochement vis-à-vis de partis politiques ou d'institutions politiques officielles (Conseil municipal, par exemple), mais qui la plupart du temps, voire dans tous les cas, se sont heurtées à des refus incondtionnels de la part de la majorité.

Cela montre que les APAQ, d'une part, atténuaient les processus de domination en défendant fermement leur caractère horizontal, non partisan et égalitaire et, d'autre part, qu'elles encourageaient la participation et l'action politiques de par l'autonomie et la liberté laissées aux gens présents. Ainsi, il se dégage ici encore une tension entre indétermination et stabilité. Dans leurs principes de base, les APAQ donnaient beaucoup d'importance à leur autonomie et cela n'a pas changé en cours de route, d'où leur constant refus d'affiliation à des organisations politiques. En parallèle, elles cherchaient à expérimenter d'autres manières de s'organiser à l'échelle d'un quartier que verticalement ou bureaucratiquement. Ces expérimentations demeuraient néanmoins délimitées, ne pouvant franchir certaines zones, comme lorsque le projet de créer une structure pan-APAQ s'est manifesté, certaines personnes dans les assemblées de quartier ont eu peur de perdre en autonomie, ce qui témoigne davantage d'un désir de continuité et de stabilité qu'un de changement. En somme, on peut dire que la démocratie telle que pratiquée par les APAQ est sélective vis-à-vis de ses pratiques et structures, qu'elle vise à favoriser l'égalité et la liberté, l'autonomie et la participation politique, autant de caractéristiques qui rappellent la proposition d'Abensour.

On pourrait aussi affirmer, à la suite de Castoriadis, que la démocratie, en tant qu'auto-institution explicite et lucide de la collectivité politique, « [e]st un mouvement qui ne s'arrête pas, qu'elle ne vise pas une "société parfaite" (expression dénuée de sens), mais une société aussi libre et aussi juste que possible » (1996 : 272). Même si on ne peut guère parler de « société » dans le cas des APAQ, nous

avons montré tout au long de ce mémoire que la démocratie peut prendre place ailleurs qu'à l'échelle d'une société, d'un État, d'une nation, etc. En fait, c'est précisément dans ces « lieux autres », dans les interstices du système étatique, hors de tout rapport de domination, que s'active la démocratie dans sa version radicale, libertaire.

Enfin, considérant l'indétermination de la démocratie, ce mouvement infini vers plus de liberté et d'égalité, il n'est pas surprenant que plusieurs personnes affirment trouver la démocratie longue et épuisante. Par exemple, dans le compte rendu du 12 juillet 2012 de l'APAQ du Mile-End, on retrouve cette phrase émanant d'une discussion collective et réflexive sur l'assemblée, sorte de bilan rétroactif : « Nous savons que les assemblées peuvent être longues et frustrantes mais c'est nécessaire et c'est représentatif de la démocratie directe ». Dans la même veine, Jérôme, d'Hochelaga-Maisonneuve, explique que « [d]e faire les choses démocratiquement, c'est pas quelque chose que tu peux circonscrire sur une année, ou sur une expérience d'un groupe politique, c'est presque une quête d'une vie ! ». En somme, si la démocratie est indéterminable, elle aussi interminable, ou, pour reprendre le titre du livre de Francesca Polletta, *Freedom is an Endless Meeting*.

~ ~ ~

Ce chapitre nous a permis de tirer plusieurs réflexions sur la pratique et la théorie de la démocratie. À partir du discours des participant.e.s et de la documentation produite par les APAQ, nous avons pris connaissance d'une compréhension de la démocratie qui est en rupture avec celle généralement propagée dans l'espace public. Elle se comprend non seulement comme une réaction au système politique dominant, l'étatisme, mais aussi comme une manière positive de pratiquer la politique – qui implique une participation réelle et qui à son tour engage une reformulation des identités et des rôles politiques. La démocratie signifie alors une potentialité, une capacité de faire de choses, un agir collectif qui, une fois appliquée à des assemblées

de quartier, permet d'imaginer ce que pourrait permettre l'élargissement de cet *empowerment* collectif à d'autres lieux. La pratique de la démocratie, toutefois, nous rappelle que de réfléchir aux perspectives de démocratisation radicale de différentes sphères sociales et politiques (le travail, l'école, le quartier, la ville, etc.) doit se faire en tenant compte de divers limites, imprévues et incertitudes, ce pour quoi il importe que les principes de base qui anime la démocratie (la liberté, l'égalité, l'horizontalité, le respect, l'autonomie, entre autres) demeurent au centre de ce projet. En somme, les APAQ ne sont qu'un exemple du potentiel à la fois de diffusion et d'expérimentation de pratiques démocratiques permettant une participation politique émancipatrice élargie.

## CONCLUSION

Il est indéniable que la démocratie est toujours d'actualité. Les mouvements et contre-mouvements liés à son expansion comme modèle d'organisation et d'action politiques montrent qu'elle est une source non négligeable d'affrontements à la fois théoriques et pratiques. La tâche visant à l'étudier dans les espaces trop souvent délaissés par la science politique et d'autres disciplines est d'autant plus primordiale, car c'est là, hors des institutions politiques officielles, qu'on retrouve certaines de ces pratiques et conceptions les plus originales. Qui plus est, quiconque se targue de discuter de démocratie sans se référer à ses mises en pratique concrètes passe nécessairement à côté d'un ensemble de dynamiques et rapports de pouvoir qui s'avèrent fondamentales pour en comprendre le fonctionnement. En effet, en allant à la rencontre d'expériences démocratiques telles que les APAQ, on constate tout le potentiel créatif qui peut prendre place lorsque des gens aux horizons politiques diversifiés se rassemblent. C'est du moins ce que nous avons montré tout au long de ce mémoire, que la pratique de la démocratie, lorsque combinée aux principes que sont l'égalité, la liberté, le respect mutuel et la diversité des points de vue, se voit autant confrontée à différentes limites et à différents obstacles que repoussée au-delà de ces limites grâce à l'expérimentation de nouvelles manières de faire.

Ainsi, en prenant les assemblées de quartier issues de la grève étudiante de 2012 comme objet d'étude, il nous a été possible de tirer quelques réflexions sur la pratique et la théorie de la démocratie. Nous tenons d'abord à distinguer une fois de plus la démocratie pratiquée par les APAQ (à laquelle nous accolons d'ailleurs parfois l'adjectif de « radicale ») de celle associée aux régimes politiques parlementaires et représentatifs. La « démocratie libérale », nous l'avons précisé à plusieurs reprises,



n'a rien de démocratique. Il suffit même d'analyser le discours de la classe politique issue de la « démocratie représentative » pour le constater. Par exemple, quelques jours à peine après qu'un homme ait été tué par la police fédérale canadienne (GRC) le 16 juillet 2015 en Colombie-Britannique – soi-disant parce qu'il était agité et qu'il tentait de perturber une rencontre d'information de la société BC Hydro sur un projet de barrage controversé –, le ministre canadien de la Sécurité publique, Steven Blaney, est allé de commentaires assez évocateurs. Fidèle au protocole, il a d'abord affirmé qu'il existe selon lui au Canada une panoplie de moyens de s'exprimer démocratiquement et que ceux-ci sont essentiels pour garantir la liberté d'expression. Par la suite, faisant allusion à la personne tombée sous les balles de la GRC, il s'est permis de faire des recommandations et des mises en garde aux gens qui voudraient s'exprimer politiquement : « I invite those who want to express their views to use democratic ways. Those who don't expose themselves to face the full force of the law »<sup>75</sup>. Autrement dit, ne pas user des « bons » moyens pour faire entendre son point de vue, c'est-à-dire ceux autorisés par les institutions étatiques, est, aux yeux du ministre de la Sécurité publique, un non-respect de la démocratie et un potentiel danger pour sa vie. Un exemple parmi tant d'autres qui montre que ce que beaucoup considèrent comme la démocratie n'est en fait qu'un système organisé hiérarchiquement (oligarchie) qui limite et encadre l'action politique à ses formes institutionnalisées ou, dans certaines exceptions, à des actions autonomes peu ou pas subversives vis-à-vis de l'État.

La démocratie pratiquée par les APAQ, mais aussi par une multitude de groupes et organisations de toute sorte, se situe dans un tout autre registre politique. Bien que les APAQ évoluent au sein du système étatiste, qui lui, circonscrit l'activité démocratique, elles réussissent tant bien que mal à aller à contre-courant de la culture

---

<sup>75</sup> Propos rapportés dans un article de Derrick O'Keefe daté du 21 juillet 2015 dans le journal web Ricochet. L'article complet est disponible à l'adresse suivante : <https://ricochet.media/en/528/public-safety-minister-protest-using-democratic-ways-or-face-full-force-of-the-law>.

politique dominante et à proposer des modèles politiques alternatifs égalitaires. Dans ce processus, elles se voient néanmoins confrontées à certaines limites posées entre autres par l'omniprésence des pratiques et des discours associés à l'étatisme, la politique partisane notamment. Les menaces de cooptation et de récupération par des partis politiques sont présentes, mais c'est avant tout à travers le discours légitimant la logique partisane (s'il y a des élections, il faut prioriser ce champ d'action sur les autres) que l'autonomie et l'originalité des manières de faire d'une organisation comme les APAQ sont le plus en danger. C'est entre autres pour cette raison que nous avons argumenté que la démocratie se retrouve indéterminée puisqu'elle est constamment aux prises avec des imprévus et des obstacles, mais que prennent aussi place des dynamiques favorisant sa stabilité. En ce sens, bien que nous n'ayons pas eu la chance d'étudier en profondeur les rapports de pouvoir au sein des APAQ, nous avons tout de même pu constater comment le leadership et les luttes politiques influencent la construction et l'évolution d'espaces démocratiques, favorisant tantôt leur continuité, tantôt leur modification.

La démocratie n'est ni une pratique ni un modèle qui vise la perfection ou qui pourrait se définir selon un cadre strict de règles et de fonctionnement. Au contraire, nous avons vu que les personnes qui en font l'expérience lui donnent des sens et des significations diverses, mais qu'à travers cette participation démocratique, toutes voient leur rapport au politique se modifier. Par et dans la participation politique égalitaire et libertaire – la démocratie –, des subjectivités politiques se créent et se transforment. Dépendamment du point de vue des participant.e.s, la démocratie peut alors être comprise comme une potentialité et un pouvoir collectif, mais aussi comme une source de frustrations, voire même comme un obstacle à l'accomplissement d'un ou des buts particuliers.

Nous pouvons donc nuancer quelque peu notre proposition selon laquelle la démocratie s'exerce lorsque l'égalité et la liberté prennent place dans un groupe ou un espace politique. Dans le cas des APAQ, il est vrai que l'égalité et la liberté étaient

présentes, et ce, tant dans les pratiques que dans les discours. Toutefois, on ne peut isoler la démocratie des contraintes tant externes (le contexte sociopolitique, par exemple) qu'internes (les rapports de pouvoir) qui viennent la fragiliser et la transformer. Conséquemment, comprendre la démocratie en se basant seulement sur ses principes de base – l'égalité, la liberté, l'horizontalité, l'inclusion, etc. – n'est peut-être pas en fin de compte la meilleure manière de l'appréhender, ou, du moins, une manière qui peut s'avérer utile une fois combinée à un travail de terrain ou à l'étude d'expériences concrètes. Nous pensons ici par exemple aux écrits de Jacques Rancière qui, bien qu'intéressants afin de réfléchir la démocratie, ne sont que difficilement transposables lorsque vient le temps de conjuguer la théorie et la pratique. Il est en effet difficile de constater si nous sommes en présence d'une « présupposition de l'égalité » entre les participant.e.s d'un groupe politique démocratique donné, et ce, même si ses principes de base l'affichent clairement. C'est aussi pourquoi nous avons évité d'aborder d'autres auteur.e.s s'étant intéressé.e.s à la question de la démocratie radicale d'un angle essentiellement théorique. Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ont, par exemple, écrit longuement sur le sujet<sup>76</sup>, mais comme le font remarquer Sitrin et Azzellini<sup>77</sup> (2014 : 54), leur argumentation ne laisse que trop peu de place à l'analyse d'expériences démocratiques ainsi qu'à des propositions concrètes de démocratisation de la société. Cela étant dit, loin de nous l'idée qu'il faudrait abandonner la théorie. Simplement que pour saisir les limites et les potentialités de la démocratie, nous croyons qu'il importe d'aller à sa rencontre,

---

<sup>76</sup> Voir Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1985), *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, New York, Verso.

<sup>77</sup> Sitrin et Azzellini se basent sur le travail du théoricien critique allemand Alex Demirovic pour énumérer les différentes conceptions modernes de démocratie radicale : la démocratie délibérative d'Habermas, Benhabib et Bohman ; la démocratie associative de Hirst, Cohen et Rogers ; la démocratie fondée sur la société civile de Arato/Cohen, Frankenberg, Rödel ; la démocratie hégémonique et pluraliste de Laclau et Mouffe ; et la « démocratie à venir » de Derrida. Nous n'avons pas utilisé le texte de Demirovic, d'une part parce qu'il est seulement disponible en allemand, mais aussi parce que les auteur.e.s auquel il fait référence ont une conception soit institutionnaliste de la démocratie, soit très abstraite. Néanmoins, on peut se référer à l'article suivant : Alex Demirovic (2005), « Ein langanhaltender Prozess », *Fantomás*, n. 8.

sur le terrain, et d'interroger les gens qui lui donnent vie. Au final, la théorie ne pourra que s'en retrouver enrichie.

Notre méthode, proposant un point de vue d'emblée favorable du sujet étudié, nous aura permis de fouiller en détail « de l'intérieur » tant les APAQ que la démocratie. On pourra nous reprocher d'offrir un regard trop accueillant et optimiste de la démocratie, mais nous croyons que cette posture nous en a donné un accès privilégié et original dans la mesure où nous avons pu diversifier nos sources d'information ainsi qu'accéder à certaines peu accessibles. Peu connues jusqu'à maintenant, nous avons vu que les APAQ permettent de révéler mais aussi de critiquer certaines manières de penser la démocratie. C'est en nous immergeant complètement dans notre sujet d'étude que nous avons pu constater que la démocratie n'est qu'en partie imprévisible, que différentes forces en présence tentent constamment de la manipuler ou de la fixer durablement. Nous avons également observé que la démocratie n'équivaut pas à une pleine et constante participation à l'assemblée, bien que cette dernière soit souvent considérée comme son lieu sacré. En fait, il existe une panoplie de rôles, tâches et fonctions qui trop souvent se retrouvent invisibilisés, mais qui pourtant s'avèrent essentiels au bon déroulement des activités (des assemblées, mais aussi des différents événements organisés en marge de celles-ci). Il serait d'ailleurs intéressant d'approfondir le sujet à cet égard en analysant la division du travail dans les APAQ en fonction du genre des participant.e.s<sup>78</sup>, ou encore selon leur expérience militante ou leur appartenance idéologique.

Il n'est pas non plus négligeable que toute la question concernant la subjectivité politique ne se soit pas limitée aux personnes que nous avons interviewées, mais qu'elle nous ait aussi profondément affectés en tant que chercheur. En d'autres

---

<sup>78</sup> Voir par exemple l'ouvrage collectif dirigé par Olivier Fillieule et Patricia Roux (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po. Voir aussi les travaux de Xavier Dunezat (2007), « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés & Représentations*, n. 24 ; Xavier Dunezat (2006), « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux : France/États-Unis », *Cahiers du genre*, vol. 3, n. 1.

termes, la recherche militante peut influencer tant la recherche que le militant ou la militante effectuant la recherche. Non seulement nos idées et conceptions de la démocratie se sont modifiées au fil de cette étude, mais c'est aussi l'étroit rapport que nous entretenons avec la politique et la mise en pratique de la démocratie qui s'est vu nuancé. D'une part, nous croyons toujours autant au potentiel émancipateur et aux perspectives d'autonomisation de sphères de la société par l'entremise de leur démocratisation radicale. Si la démocratie peut permettre aux gens et aux collectivités de (re)prendre contrôle de différentes facettes de leur existence, c'est d'abord en recréant des liens entre des champs du monde social qui sont intrinsèquement interdépendants, comme le sont ceux de la politique et de l'économique.

D'autre part, notre passage dans les APAQ, mais aussi au sein d'autres groupes et espaces démocratiques depuis le début de cette recherche, nous a offert un ensemble d'outils et de regards critiques vis-à-vis des limites et possibilités de l'organisation politique collective. Il peut arriver, lorsqu'on rejoint un nouvel espace, de s'y lancer hâtivement, de prendre des tâches sans trop en connaître la teneur, de divulguer rapidement de l'information sur soi ou sur des enjeux sans pourtant connaître les gens présents ; ou encore de reculer devant l'inconnu, de refuser d'apporter son aide ou ses connaissances alors que le groupe en aurait le plus grand besoin, par gêne ou par peur de s'imposer, de prendre trop de place. Dans tous les cas, il est normal d'être confronté à des incertitudes, de faire des erreurs et de regretter certaines décisions. Confronter son individualité à l'engagement politique implique des remises en question, sur soi ainsi que sur le monde social et politique qui nous entoure. C'est là une des différences fondamentales avec la « démocratie représentative », car dans cette dernière, la majeure partie de la population est laissée aux marges des affaires politiques, se devant simplement de juger une fois aux quatre ans les résultats obtenus, alors que la démocratie dont il a été question dans ce mémoire permet une participation élargie et engage pleinement les individus qui y participent. S'engager

en politique donc, c'est quelque chose qui se pratique d'abord et avant tout au quotidien, dans la mise en place d'espaces et d'organisations qui se veulent subversifs et qui combattent les inégalités et les injustices, mais qui s'autorisent aussi à créer de nouvelles manières de faire et de s'organiser, celles-là favorisant l'autonomie et l'émancipation de toutes et tous.



## ANNEXE A

### TRACT DE L'APAQ HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Pis là, on fait quoi  
Hochelaga?



Parlons-en!

Depuis l'adoption de la loi 78, le mécontentement de la population a pris la forme de tintamarres se déroulant dans les quartiers de Montréal. On se rencontre entre voisins et voisines, on tape sur nos casseroles et on prend la rue à tous les soirs. Surtout, on tisse de nouveaux liens. Pour apprendre à se connaître plus encore, pourquoi ne pas se rencontrer plus tôt? Qui sommes-nous? Que voulons-nous pour le Québec et notre quartier? Quel avenir désirons-nous? Prenons la parole!

#### ASSEMBLÉE DES CASSEROLES

RENDEZ-VOUS TOUS LES JOURS  
(DÈS MERCREDI 30 MAI)  
À 19H, À LA PLACE VALOIS  
AVANT LA MANIF DE CASSEROLES

Le conflit social actuel et la loi spéciale (loi 78) nécessitent une réponse collective et communautaire. Nous vous convions donc à une première assemblée populaire de notre quartier ; cet espace de parole sera égalitaire, et par conséquent non-sexiste et non-raciste. Ce sera l'occasion de nous connaître, échanger, discuter et décider collectivement comment notre communauté peut s'engager dans ce conflit, en enracinant la résistance dans notre milieu de vie.

#### ASSEMBLÉE POPULAIRE AUTONOME

DIMANCHE 3 JUIN, À 14H  
CAP ST-BARNABÉ - 4560 ADAM

ANNEXE B

TRACT DE LA PREMIÈRE INITIATIVE D'APAQ DANS ROSEMONT-PETITE-PATRIE

**APPEL**  
**Assemblée populaire**  
**Quartier Rosemont-Petite-patrie**  
\* \* \*  
**Parc Hector-Prud'Homme**  
[coin de Bellechasse et Saint-Hubert]  
**16h samedi 26 mai**  
[lendemain, en cas de pluie]  
\* \* \*

Le conflit social actuel et la Loi spéciale (Loi 78) nécessitent une réponse collective et communautaire. Nous vous convions donc à une première assemblée populaire de notre quartier; cet espace de parole sera égalitaire, et par conséquent non-sexiste et non-raciste.

Ce sera l'occasion de nous connaître, échanger, discuter et décider collectivement comment notre communauté peut s'engager dans ce conflit, en solidarité avec la lutte étudiante et contre la répression policière et politique.


Apportez vos chaises et venez nombreuses et nombreux.

Signé : des voisines et des voisins de votre quartier

**LA GRÈVE EST ÉTUDIANTE !**  
**LA LUTTE EST POPULAIRE !**

## ANNEXE C

### TRACT DE LA 2<sup>E</sup> INITIATIVE D'ASSEMBLÉE DE QUARTIER DANS ROSEMONT-PETITE-PATRIE




# Organisons-nous!

Rassemblement Populaire de la Petite Patrie

Parce que nous croyons à  
la liberté d'expression.  
Parce que nous croyons que  
le véritable pouvoir appartient  
au peuple.  
Parce que nous avons le  
pouvoir de changer les choses.  
Parce que tout le monde  
mérite de se faire entendre.  
Organisons-nous,  
redonnons un vrai sens  
à la démocratie.

**Créons notre assemblée  
populaire.**

Quand: Dimanche 10 juin à 12h30  
Lieu: Salle de l'église St-Édouard, 425 Beaubien E.

 <http://on.fb.me/Rppo>

## ANNEXE D

### MANIFESTE DE L'APAQ VILLERAY

#### **Manifeste (en mouvement) de l'APAQ Villeray**

LES GOUVERNEMENTS NOUS ATTAQUENT SUR TOUS LES FRONTS : ÇA SUFFIT! LES ÉLECTIONS NE RÉGLERONT PAS LE PROBLÈME! AGISSONS MAINTENANT!

#### **L'APAQ : POURQUOI S'UNIR?**

Nous sommes des travailleurs, travailleuses, étudiants, étudiantes, chômeurs, chômeuses, retraité-e-s, assisté-e-s sociales et sociaux, immigrant-e-s, de tous les âges qui, dans le respect mutuel de nos différences, avons décidé de ne pas vivre à genoux et de ne pas nous taire. Trop longtemps, nous nous sommes laissé-e-s endormir par les politiciens-nes et les médias qui sont au service des riches et des puissants. Trop longtemps, nous nous sommes laissé-e-s piétiner par ceux et celles qui prétendent gouverner en notre nom mais mettent de l'avant des politiques contraires à nos intérêts.

Nous nous indignons de l'arrogance avec laquelle les gouvernements nous refilent, jour après jour, les factures démesurées résultant de la cupidité, de l'irresponsabilité et de la malhonnêteté de grandes corporations n'agissant que pour le profit d'une petite minorité. Nous sommes outré-e-s par la loi 78 [12] et les autres lois spéciales destinées à nous empêcher de signifier notre refus des politiques qui nous appauvrissent et nous affaiblissent. Nous avons été inspirés par la vigueur des étudiant-e-s qui nous ont montré qu'en s'unissant, nous avons la possibilité de ne plus être impuissant-e-s face à ces affronts. Nous ne voulons plus jamais nous laisser isoler. Nous ne voulons plus jamais nous laisser marcher dessus par ceux et celles qui nous dépossèdent de notre bien collectif et de notre liberté.

Réuni-e-s en assemblées populaire autonome dans chacun de nos quartiers, nous joignons nos forces pour défendre nos droits, œuvrer au bien-être collectif et opposer un contre-pouvoir

#### **QUE VOULONS-NOUS?**

Nous désirons rendre permanente la mobilisation issue de l'opposition à la loi 78 [12] et du mouvement des casseroles. Nous désirons rassembler le plus de gens possible pour agir ensemble dans un espace inclusif, non-raciste, non-sexiste, non-partisan, indépendant de l'État et non-autoritaire. Nous désirons vivre une expérience collective, instaurer une « vie commune » dans notre quartier basée sur les valeurs de solidarité, de dignité et de respect. Nous désirons vivre une autre démocratie, directe et participative, dans laquelle nous pourrions avoir une réelle emprise sur les décisions importantes qui nous concernent et nous affectent.

#### NOUS EXIGERONS DANS UN PREMIER TEMPS :

L'annulation immédiate de la hausse des frais de scolarité

La gratuité de l'ensemble des services publics en commençant par la santé, le transport et l'éducation

L'abrogation de la Loi 78 [12], du règlement P-6 à Montréal et de l'ensemble des lois spéciales limitant le droit d'association et de grève

L'amnistie pour toutes les personnes arrêtées depuis le début de la grève

Un moratoire des projets de pillage des ressources naturelles

La fin de tous les projets et politiques entraînant l'embourgeoisement de notre quartier et la hausse des loyers

La fin des abus de pouvoir causés par le système parlementaire actuel

La fin des déportations et des politiques racistes envers les immigrant-e-s

#### NOUS EN APPELONS...

Aux étudiants, étudiantes, travailleurs et travailleuses syndiqué-es ou précaires, aux chômeurs, chômeuses, assisté-e-s sociales et sociaux, retraité-e-s, afin qu'ils et elles se réunissent au sein de leurs organisations respectives ou si ce n'est pas possible à l'extérieur de celles-ci pour débattre en toute liberté des problèmes actuels et du déclenchement d'une grève générale.

**JOIGNEZ L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE VOTRE QUARTIER!**

## BIBLIOGRAPHIE

Abensour, Miguel. 2007. « “Démocratie insurgeante” et Institution », dans Martin Breaugh et Francis Dupuis-Déri (dir.), *La démocratie au-delà du libéralisme : Perspectives critiques*, Montréal, Athéna, pp. 185-193.

— 2004. *La démocratie contre l'État*, Paris, Éditions du Félin.

Ancelovici, Marcos, Francis Dupuis-Déri (dir.). 2014. *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété.

Ancelovici, Marcos et Maxime Roy-Allard. 2014. « La démocratie directe en mouvement. Structure et rapports de pouvoir au sein de la CLASSE », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, pp. 87-114.

APAQ Villeray. 2012. *Villeray Clâme*, n. 1 (août 2012).

Arendt, Hannah. 2012. *De la révolution*, Paris, Gallimard.

— 2001. *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Seuil.

— 1972. *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.

Aubert, Isabelle et Olivier Flügel. 2008. « Procéduralisme et politique délibérative. La philosophie politique de Jürgen Habermas », *Philonsorbonne*, no. 2, pp. 31-45.

Augustin, Jean-Pierre. 1979. « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », *Études Canadiennes*, vol. 6, pp. 49-74.

Barclay, Harold B. 1982. *People Without Government : An anthropology of anarchism*, Londres, Kahn & Averill.

Bédard, Éric. 2013. « Le peuple selon la CLASSE », *Argument*, vol. 15, n. 2, pp. 7-8.

Bellemare-Caron, Rémi, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.) (2013), *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux.



Bellemare-Caron, Rémi, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski. 2013. « Conclusion. L'anarchie malgré tout », dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux, pp. 327-345.

Bertho, Alain. 2014. « La fin de la politique ? », *Ethnographiques.org* [en ligne] <http://www.ethnographiques.org/2014/Bertho> (page consultée le 10 novembre 2014).

— 1999. *Contre l'État, la politique*, Paris, La Dispute.

Biehl, Janet. 1998. *Le municipalisme libertaire: la politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété.

Bilodeau, Émilie et Gabrielle Duchaine. 2012. « Conflit étudiant : les acteurs de l'ombre », *La Presse*, 2 juin 2012 [en ligne] <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201206/02/01-4531149-conflit-etudiant-les-acteurs-de-lombre.php> (page consultée le 10 août 2015).

Bonin, Hugo. 2014. « “Le combat est avenir” : the 2012 Québec student strike as a plebeian experience », *Solidarité : Journal of the Radical Left*, no. 3, pp. 1-46.

Bookchin, Murray. 2007. *Social ecology and communalism*, Oakland, AK Press.

— 1995. *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism*, San Francisco, AK Press

— 1992. *Urbanization Without Cities: The Rise and Decline of Citizenship*, Montréal/New York, Black Rose Books.

Bray, Mark. 2013. *Translating Anarchy. The Anarchism of Occupy Wall Street*, Winchester, Zero Books.

Breaugh, Martin. 2013. « Que faire du désordre. L'expérience plébienne au cœur de la logique démocratique », *Tumultes*, n. 40, pp. 163-179.

— 2007. *L'expérience plébienne. Une histoire discontinue de la liberté politique*, Paris, Payot.

Brown, Wendy. 2009. « Nous sommes tous démocrates à présent », dans *Démocratie, dans quel état ?* (coll.), Montréal, Écosociété, pp. 41-52.

Bryan, Frank M. 2004. *Real Democracy: The New England Town Meeting and how it works*, Chicago, The University of Chicago Press.

Castoriadis, Cornelius. 2010. *Démocratie et relativisme*, Paris, Milles et une nuits.

— 1996. *La Montée de l'insignifiance : Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil.

Cellard, André. 1997. « L'analyse documentaire », dans Jean Poupert, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 251-271.

Chouinard, Tommy. 2012. « Désobéissance civile : Jean-Marc Fournier condamne le choix de la CLASSE », *La Presse*, 22 mai 2012, [en ligne]  
<http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/22/01-4527500-desobeissance-civile-jean-marc-fournier-condamne-le-choix-de-la-classe.php> (page consultée le 7 juillet 2015).

CLASSE [Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante]. 2012. *Nous sommes avenir* [en ligne]  
<http://www.bloquonslahausse.com/laclasse/manifeste/> (page consultée le 27 juillet 2015).

Collectif de débrayage. 2013. *On s'en câlisse. Histoire profane de la grève – Printemps 2012*, Québec, Montréal/Genève, Sabotart-Entremonde.

Delisle-L'Heureux, Nicolas et Rachel Sarrasin. 2013. « La fourmilière anti-autoritaire », dans Rémi Bellemare-Caron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux, pp. 63-75.

Delvaux, René et David Sanschagrin. 2012. « Au-delà des principes de la démocratie directe. Témoignages sur le fonctionnement réel de la CLASSE », *À Babord!*, n. 46, pp. 24-25.

Deneault, Alain. 2013. *Gouvernance. Le management totalitaire*, Montréal, Lux.

Detienne, Marcel (dir.). 2003. *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil.

Deslauriers, Jean-Pierre et Michèle Kérisit. 1997. « Le devis de recherche qualitative », dans Jean Poupert, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière,

Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 85-111.

Dupuis-Déri, Francis. 2013. *Démocratie. Histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*, Montréal, Lux Éditeur.

— 2012. « Au Québec, la démocratie émerge du printemps érable », *Rue 89*, 2 juillet 2012, [en ligne] <http://rue89.nouvelobs.com/2012/07/02/au-quebec-la-democratie-directe-emerge-du-printemps-derable-233429> (page consultée le 5 juillet 2015).

— 2011. « Qui a peur du peuple ? Le débat entre l'agoraphobie et l'agoraphilie politique », *Variations*, n. 15, pp. 49-74.

— 2007. « L'anarchie dans la philosophie politique. Réflexions anarchistes sur la typologie traditionnelle des régimes politiques », *Les ateliers de l'éthique, La revue du CREUM*, vol. 2 n. 1, pp. 6-17.

— 2005. « “Un autre monde est possible” Il existe déjà ! », *Horizons politiques*, vol. 15, n. 2, pp. 63-85.

— à paraître. « Le Printemps érable et la démocratie. Débats philosophiques et politiques », dans Meunier, Martin (dir.). *Le Québec et ses mutations culturelles. Sept questions pour le devenir d'une société*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

Dupuis-Déri, Francis et David L'Écuyer. 2014. « Printemps de la matraque. Répression et autorépression », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, pp. 327-354.

Drapeau-Bisson, Marie-Lise, Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici. 2014. « “La grève est étudiante, la lutte est populaire !”. Manifestations de casseroles et assemblées de quartier », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, pp. 150-182.

Dufour, Pascal et Louis-Philippe Savoie. 2014. « Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 47, n. 3, pp. 475-502.

Epstein, Barbara. 2001. « Anarchism and the Anti-Globalization Movement », *Monthly Review*, vol. 54, n. 4, pp. 1-14.

Fox Piven, Frances. 2008. « Can Power from Below Change the World? », *American Sociological Review*, n. 73, pp. 1-14.

Fraser, Nancy. 2001. « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe vraiment », *Hermès*, n. 31, pp. 125-156.

Freeman, Jo. 1972. « The Tyranny of Structurlessness », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 17, pp. 151-164.

Hamel, Pierre, Jean-François Léonard et Robert Mayer. 1982. *Les mobilisations populaires urbaines*, Montréal, Nouvelle optique.

Hamel, Pierre et Jean-François Léonard. 1981. *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Nouvelle optique.

Gelderloos, Peter. 2006. *Consensus. A New Handbook for Grassroots Social, Political, and Environmental Groups*, Tucson, Sea Sharp Press.

— 2004. *What is democracy ?*, Tucson, Sea Sharp Press.

Genty, Maurice. 1985. « Pratiques et théorie de la démocratie directe : l'exemple des districts parisiens (1789-1790) », *Annales historiques de la Révolution française*, vol. 259, n. 1, pp. 8-24.

Gordon, Uri. 2007a. « Practising Anarchist Theory : Towards a Participatory Political Philosophy », dans Stephen Shukatis, David Graeber et Erika Biddle (dir.), *Constituent Imagination. Militant Investigation, Collective Theorization*, Oakland, AK Press, pp. 276-287.

— 2007b « Anarchism reloaded », *Journal of Political Ideologies*, 12 (1), pp. 29-48.

Graeber, David. 2014. *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux.

— 2006. *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Lux.

— 2005. « La démocratie des interstices », *Revue du MAUSS*, n. 26, pp. 41-89.

— 2002. « The New Anarchists », *New Left Review*, n. 13, pp. 61-73.

Gret, Marion, Yves Sintomer. 2002. *Porto Alegre : L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La découverte.

Grubacic, Andrej et David Graeber. 2004. « Anarchism, Or the Revolutionary Movement of the Twenty-first Century », *The Anarchist Library* [en ligne] <http://theanarchistlibrary.org/library/andrej-grubacic-david-graeber-anarchism-or-the-revolutionary-movement-of-the-twenty-first-centu> (page consultée le 22 juillet 2012).

Hansen, Mogens H. 2003. *La démocratie athénienne : À l'Époque de Démosthène*, Paris, Les Belles lettres.

Holloway, John. 2007. *Changer le monde sans prendre le pouvoir : le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal, Lux/Syllepse.

Institut du Nouveau Monde. 2014. *Participation électorale : L'INM propose d'instituer un rite de passage civique pour les jeunes* [en ligne] <http://inm.qc.ca/blog/01-participation-electorale/> (page consultée le 1<sup>er</sup> juillet 2015).

Jacoud, Mylène et Robert Mayer. 1997. « L'observation en situation et la recherche qualitative », dans Jean Poupart, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 211-249.

Juris, Jeffrey S. 2007. « Practicing Militant Ethnography with the Movement for Global Resistance in Barcelona », dans Stevphen Shukatis, David Graeber et Erika Biddle (dir.), *Constituent Imagination. Militant Investigation, Collective Theorization*, Oakland, AK Press, pp. 164-176.

Kapovic, Mate. 2014. « Bosnia and Herzegovina : all Power to the Plenums ? », *Roarmag* [en ligne] <http://roarmag.org/2014/02/bosnia-plenums-direct-democracy/> (page consultée le 27 juillet 2015).

Katsiaficas, George. 2001. « The Necessity of Autonomy », *New Political Science*, Vol. 23, n. 4, pp. 547-555.

Kouki, Hara. 2011. « Short Voyage to the Land of Ourselves », dans Antonis Vradis et Dimitris Dalakoglou (dir.), *Revolt and Crisis in Greece. Between a Present Yet to Pass And a Future Still to Come*, Oakland, AK Press/Occupied London.

Labrie, Mathieu. 2015. « Mouvement étudiant du printemps 2012 : explorations du répertoire d'action mobilisé », *Métropoles*, n. 16, pp. 1-17.

Lamoureux, Diane. 2013. *Le trésor perdu de la politique. Espace public et engagement citoyen*, Montréal, Écosociété.

— 2012. « Les associations populaires et autonomes de quartier », *À babord!*, n. 46, p. 29.

Laperrière, Anne. 1997. « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », dans Jean Poupard, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 365-389.

Le Saux, Anne-Marie et Philippe De Grosbois. 2012. « Le renouvellement de l'action politique enseignante », *À Babord!*, n. 46, p. 30.

Léonard, Jean-François et Pierre Hamel. 1978. « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise », *Politique aujourd'hui*, n. 7-8, pp. 155-164.

Lebrun, Pascal. 2012. « La grève étudiante et le discours sur la démocratie directe », *Possibles*, vol. 36, n. 2.

Lincourt, Amy et Martin Fontaine. 2012. « Des casseroles aux assemblées de quartier », *Relations*, n. 761, pp. 6-7.

Luck, Simon et Irène Pereira. 2011. « L'impératif délibératif dans les organisations anarchistes, des principes aux expérimentations », intervention au colloque 'Le tournant délibératif', Paris, 16 et 17 juin 2011 [en ligne] [http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/luck\\_pereira.pdf](http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/luck_pereira.pdf) (page consultée le 10 novembre 2014).

Maeckelbergh, Marianne. 2011a. « Doing is believing: Prefiguration as strategic practice in the alterglobalization movement », *Social movement studies : Journal of social, cultural and political protest*, vol. 10, n. 1, pp. 1-20.

— 2011b. « The Road to Democracy: The Political Legacy of "1968" », *International Review of Social History*, vol. 56, n. 2, pp. 301-332.

— 2009. *The Will of the Many : How the Alterglobalization Movement is Changing the Face of Democracy*, Londres, Pluto.

Mansbridge, Jane. 1992. « The Paradox of Size », dans Len Krikerman, Frank Lindenfeld, Carol Korty et Julian Benello (dir.), *From the Ground Up. Essays on Grassroots & Workplace Democracy by C. George Benello*, Boston, South End Press.

— 1983. *Beyond Adversary Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.



Manin, Bernard. 1995. *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy.

Michelat, Guy. 1975. « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n. 16-2, pp. 229-247.

Nadeau-Dubois, Gabriel. 2013. *Tenir tête*, Montréal, Lux.

Naggh. 2004. *Nouvelles de l'assemblée générale du genre humain*, Paris, Belles Emotions.

Negt, Oskar. 2007. *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot.

Nunes, Rodrigo. 2005. « Nothing is What Democracy Looks Like. Openness, Horizontality, and the Movement of Movements », dans D. Harvie, K. Milburn, B. Trott et B. Watts (dir.), *Shut Them Down!*, Leeds, Automedia/Dissent!.

Olivier, Lawrence, Guy Bédard et Julie Ferron. 2005. *L'Élaboration de la problématique de recherche : sources, outils et méthode*, Paris, L'Harmattan.

Pateman, Carole. 2007. « La conception « démocratique-libérale » de la politique. Sublimation et réification », dans Martin Breaugh, Francis Dupuis-Déri (dir.), *La démocratie au-delà du libéralisme : Perspectives critiques*, Montréal, Athéna, pp. 32-66.

Penafiel, Ricardo. 2012. « Les actions directes spontanées au-delà du virage à gauche. Les conditions de possibilité de l'interpellation plébéienne », dans André Corten, Catherine Huart et Ricardo Penafiel, *L'interpellation plébéienne en Amérique latine : Violence, actions directes et virage à gauche*, Montréal, Presses de l'Université du Québec à Montréal, pp 11-31.

Pires, Alvaro P. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », dans Jean Poupert, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 113-169.

Polletta, Francesca. 2002. *Freedom is an Endless Meeting*, Chicago, Chicago University Press.

— 1999. « “Free Spaces” in Collective Action », *Theory and Society*, 28, pp. 1-38.

Poupart, Jean. 1997. « L'entretien de type qualitative : considerations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », dans Jean Poupart, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, pp. 173-209.

Rancière, Jacques. 2008. « Democracy, Anarchism and Radical Politics Today : an Interview with Jacques Rancière », *Anarchists studies*, vol. 16, n. 2, pp. 171-185.

— 2005. *La haine de la démocratie*, Paris, La fabrique.

— 1998. *Aux bords du politique*, Paris, La fabrique.

Razsa, Maple et Andrej Kurnik. 2012. « The Occupy Movement in Zizek's Hometown : Direct Democracy and a Politics of Becoming », *American Ethnologist*, vol. 39, n. 2, pp. 238-258.

Rediker, Marcus. 2004. *Villains of All Nations. Atlantic Pirates in the Golden Age*, Boston, Beacon Press.

Ross, Kristin. 2009. « Démocratie à vendre », dans *Démocratie, dans quel état ?* (coll.), Montréal, Écosociété, pp. 71-84.

Sarrasin, Rachel, Anne Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton. 2012. « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », *Lien social et Politiques*, n. 68, pp. 141-166.

Savard, Alain et Marc-André Cyr. 2013. « La rue contre l'État. Actions et mobilisations étudiantes en 2012 », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, pp. 59-86.

Savard, Alain et Marie-Ève Tremblay-Cléroux. 2013. « L'ASSÉ, la démocratie directe et la gauche radicale », *Cahiers des mémoires*, Congrès d'orientation 2013 de l'ASSÉ.

Scott, James C. 2008. *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

Schneider, Nathan. 2011. « Occupy Wall Street joins an Assembly of Struggles in Athens », *Waging Nonviolence* [en ligne]

<http://wagingnonviolence.org/feature/occupy-wall-street-joins-an-assembly-of-struggles-in-athens/> (page consultée le 27 juillet 2015).

Schumpeter, Joseph. 1983. *Socialisme, capitalisme et démocratie*, Paris, Payot.

Schmidt, Michael et Lucien van der Walt. 2009. *Black Flame. The Revolutionary Class Politics of Anarchism and Syndicalism*, Oakland, AK Press.

Sitrin, Marina. 2012. *Everyday revolutions. Horizontalism and autonomy in Argentina*, New York, Zed.

Sitrin, Marina et Dario Azzellini, *They Can't Represent Us! Reinventing Democracy from Greece to Occypy*, London/New York, Verso.

Small, Mario Luis. 2009. « 'How Many Cases do I need?': On Science and the Logic of Case Selection in Field-based Research », *Ethnography*, vol. 10, n. 5, pp. 5-38.

Stepens, Joshua. 2013. « Writing the Unwritten Handbook : Antifacism and Neighborhood Resistance in Athens », *Truthout* [en ligne] <http://www.truthout.org/opinion/item/14848-writing-the-unwritten-handbook-antifascism-and-neighborhood-resistance-in-athens> (page consultée le 27 juillet 2015).

Theurillat-Cloutier, Arnaud, Alexandre Leduc et Benoit Lacoursière. 2014. « Les racines historiques du Printemps érable », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, pp. 37-58.

Townshend, Jules. 2009. « Le capitalisme, la nature humaine et la théorie contemporaine de la démocratie : réflexions inspirées de C. B. Macpherson », dans Martin Breugh et Francis Dupuis-Déri (dir.), *La démocratie au-delà du libéralisme : Perspectives critiques*, Montréal, Athéna, pp. 67-98.

Vachet, André. 2007. « L'État contre le politique : pour une pratique de la démocratie », dans Martin Breugh et Francis Dupuis-Déri (dir.), *La démocratie au-delà du libéralisme : Perspectives critiques*, Montréal, Athéna, pp. 15-32.

Vodovnik, Ziga. 2013. *A Living Spirit of Revolt. The Infrapolitics of Anarchism*, Oakland, PM.

Vradis, Antonis et Dimitris Dalakoglou (dir.). 2011. *Revolt and Crisis in Greece. Between a Present Yet to Pass And a Future Still to Come*, Oakland, AK Press/Occupied London.

Weber, Max. 1963. *Le savant et le politique*. Paris, Union Générale d'Éditions.

Weinstock, Daniel. 2012. « The Political Philosophy of the “Printemps érable” », *Theory & Event*, vol. 15, n. 3.

Zibechi, Raül. 2012. *Territories in Resistance. A Cartography of Latin America Social Movements*, Oakland, AK Press.

— 2010. *Dispersing power. Social movements as anti-state forces*, Oakland, AK press.

— 2008. « The Revolution of 1968: When Those From Below Said Enough! », *Americas Program* [en ligne] <http://www.cipamericas.org/archives/662> (page consultée le 20 janvier 2015).

— 2004. *Argentine : Généalogie de la révolte*, Paris, CNT.

Zinn, Howard. 1990. *The Politics of History*, Chicago, University of Illinois Press.